



Université Toulouse - Jean Jaurès

Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques à Toulouse (IPEAT)

Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés

**« LES INTELLECTUELS BOLIVIENS ET LA DESTITUTION D'EVO MORALES
(2019) »**

Mémoire de 1^{er} année présenté par :
Julie FOURNIÉ

Sous la direction de :
Franck GAUDICHAUD
FRAMESPA

Année Universitaire 2020-2021

Je soussigné,

Fournié Julie

Régulièrement inscrite à l'Université de Toulouse – Jean Jaurès - Campus du Mirail

N° étudiant : 21603537

Année universitaire : 2020-2021

Certifie que le document joint à la présente déclaration est un travail original, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la charte des examens de l'Université de Toulouse – Jean Jaurès Campus du Mirail, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire.

Fait à : Toulouse

Le : 05/09/2021

Signature :



REMERCIEMENTS :

Je tiens à remercier en premier lieu Franck Gaudichaud pour ses précieux conseils ainsi que la liberté et l'autonomie qu'il m'a accordé durant l'élaboration de ce mémoire.

Je remercie l'Université Toulouse Jean Jaurès ainsi que tous les enseignants que j'ai pu croiser durant mon cursus. Ils ont su être patient et disponibles même durant la pandémie, sans eux je pense que je n'aurais pas continué.

Merci aux personnes de mon entourage qui m'ont initié à la science politique, une discipline qui à mes yeux est essentielle pour comprendre le monde dans lequel je vis.

Je remercie également mes proches, ma famille, mes amis et mes camarades qui m'ont soutenu durant cette année riche en rebondissement et durant la réalisation de ce mémoire, certain ont été d'une aide considérable.

À ma mère qui m'a toujours soutenu dans mes choix de vie ainsi que dans les études.

TABLES DES MATIÈRES :

REMERCIEMENTS :	3
LISTE DES SIGLES :	6
INTRODUCTION :	7
I. MORALES AU POUVOIR DE LA BOLIVIE.....	13
A. Le MAS-IPSP.....	13
A.1. Contexte historique.....	14
A.2. La formation du MAS	21
A.3. Différents ancrages idéologiques	23
B. La politique de Morales : « Entre utopie indianiste et pragmatisme économique »	25
B.1. Les plans sociaux du nouveau gouvernement	25
B.2. Les plans économiques.....	27
B.3. Les relations internationales.....	28
C. Un gouvernement « progressiste ».....	29
C.1. Le post-néolibéralisme	29
C.2. L’oligarchie clientéliste.....	31
II. LA DESTITUTION D’EVO MORALES.....	34
A. Les tensions durant la gouvernance d’Evo Morales.....	34
A.1. Les organisations sociales tout au long des mandats de Morales et leurs conflits.....	34
A.2. La campagne électorale en vue d’un quatrième mandat et les évènements durant la période de vote	39
B. Les réactions contrastées après la démission.	42
B.1. Une guerre hybride et les institutions internationales (OEA, UE...).....	42
B.2. Les différents acteurs.....	44
C. La droite au pouvoir	46
C.1. Jeanine Añez et les opposants au MAS-IPSP	47
C.2. La réaction du peuple	50
III. ÉTUDE DE CAS.....	53
A. Un vice-président destitué.....	53
B. Pablo Solón, la vision d’un écologiste	58
C. Une féministe face aux troubles-faits.....	61
D. Analyse critique des trois discours.....	63
CONCLUSION :	65
BIBLIOGRAPHIE :	67
Sitiographie	75

ANNEXE 1 : Entretien avec Álvaro García Linera	76
ANNEXE 2 : Lettre Ouverte au Mouvement Alter Mondialiste sur la situation en Bolivie ...	85
ANNEXE 3 : Article de María Galindo	89

LISTE DES SIGLES :

21F : Mouvement du 21 février 2016

ADN : Action Démocratique Nationaliste

ASP : Assemblée pour la souveraineté des peuples

BNDES : Banque Nationale de Développement Brésilienne

CELAG : Centre stratégique Latino-Américain de Géopolitique

CEPR : Centre pour l'Économie et la Police de Recherche

CIA : Agence des renseignements des États-Unis

Cidob : Confédération des peuples indigènes de l'Est bolivien

COB : Centrale ouvrière Bolivienne

Comibol : Corporation minière de Bolivie

CONAMAQ : Conseil national des Ayllus et Markas de Qulassuyu

CSCB : Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie

CSCIB : Confédération syndicale des communautés interculturelles de Bolivie

CSUTCB : Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie

EGTK : Armée Guérillera Túpak Katari

IIRSA : Initiative pour l'Intégration de l'Intégration Régionale de l'Amérique du Sud

MAS-IPSP : Mouvement vers le Socialisme – Instrument politique pour la souveraineté des peuples

MIP : Mouvement Indigène Pachakuti

MIR : Mouvement de la Gauche Révolutionnaire

MITKA : Mouvement indien Túpak Katari

MNR : Mouvement Nationaliste Révolutionnaire

MRTK : Mouvement révolutionnaire Túpak Katari

OEA : Organisation des États Américains

ONG : Organisation Non Gouvernementale

Podemos : Pouvoir démocratique et social

TIPNIS : Territoire Indigène et Parc Nation d'Isoboro-Sécure

TSE : Tribunal Suprême Électoral

UDP : Unité Démocratique Populaire

UE : Union Européenne

YPFB : Gisements pétrolifères publics boliviens

INTRODUCTION :

La Bolivie est un pays avec une forte histoire, d'abord pour son passé précolombien du grand Empire Inca, puis avec la colonisation espagnole enfin avec ses guerres d'indépendance, ses dictatures et ses démocraties. Ses paysages sont très variés grâce à sa situation géographique, une partie se trouvant sur la cordillère des Andes et l'autre sur le bassin amazonien ce qui favorise la culture et l'exploitation de nombreuses matières premières. Situé à l'intérieur du continent sud-américain, la Bolivie étant un territoire assez reculé, le pays a donc pu conserver certains peuples autochtones. L'indigénisme est l'une des questions centrales de la Bolivie, en effet le pays compte 36 groupes ethniques dont les plus importants sont les Quechuas, les Aymaras, les Chiquitanos et les Guaranís. D'un point de vue politique, le cas bolivien est précurseur en matière de reconnaissance du caractère plurinational du pays comme une alliance entre l'antilibéralisme, le nationalisme et l'anti-impérialisme. Mais pour en arriver là, la nation de Bolívar est passée par de nombreux obstacles. En effet, durant l'ère précolombienne plusieurs cultures ont habité l'actuelle Bolivie, la plus importante fut la civilisation de Tiwanaku, puis au XV^e siècle l'empire Inca s'étala sur tout le territoire. À l'arrivée des colons espagnols au XVI^e siècle sous le commandement de Diego de Almagro, le pays fut intégré d'abord à la vice-royauté du Pérou puis à celle du Río de la Plata. Ce fut une grande découverte pour les Espagnols surtout grâce aux mines de Potosí réputées pour l'extraction de ses minerais tels que l'argent, mais aussi grâce au bassin amazonien qui permet une culture agricole dense. À la fin du XVIII^e siècle le pays andin a connu des soulèvements indigènes, avec à leur tête : Tomás Katari, Túpac Amaru II et Túpac Katari. En 1809, les événements se sont intensifiés et ce fut le début des guerres d'indépendance sur le continent hispano-américain. Sur les terres boliviennes, *el libertador* Simón Bolívar a déclaré la première constitution en 1826 et ce fut la naissance de la République de Bolivie.

Après certains litiges de territoire¹ un nouveau schéma politique se forme en 1884. Cette année-là a lieu une élection présidentielle caractérisée par une démocratie restreinte. En effet le corps électoral était des moindres car il fallait atteindre un certain niveau de revenus pour pouvoir prétendre au droit de vote et il fallait aussi savoir lire et écrire. Au niveau économique, l'argent et l'étain devenaient les plus grandes richesses du pays, c'est alors qu'une oligarchie minière

¹ Guerre du Pacifique dans laquelle la Bolivie perd son accès à l'océan Pacifique (entre 1879 et 1884) et la guerre de l'Acre (entre 1899 et 1903).

s'est formée et sur laquelle une grosse partie de la politique s'est appuyée. Le parti libéral du pays s'impose jusqu'en 1920. A partir de ce moment-là le parti républicain instaure une nouvelle période d'instabilité. Son objectif était de promouvoir le nationalisme mais le krach boursier et la crise économique de 1929 renforça une fois de plus l'instabilité. Par la suite, le pays a connu la guerre du Chaco causée par la grande incertitude des frontières du continent latino-américain contre le Paraguay dans laquelle la Bolivie essuie à nouveau une défaite.

Cette énième guerre impulse une remise en question du système oligarchique : le gouvernement en fonction est accusé de mener une politique seulement économique grâce à ses ressources minières et de délaisser l'aspect social. De cette prise de conscience naît un mouvement anti-oligarchique appelé le « socialisme militaire » aux tendances progressistes. Dans cette reprise en main du pays par l'armée, le paysage politique prend alors un nouvel aspect grâce à l'arrivée du Mouvement National Révolutionnaire (MNR) qui accède au pouvoir en 1952 sous l'égide de Víctor Paz Estenssoro. De cette révolution nationale en a découlé trois grandes mesures qui ont fortement impacté la société : l'instauration du suffrage universel, la nationalisation des grandes mines et la réforme agraire.

Sous l'influence des États-Unis la Bolivie se plie ensuite et durant une longue période aux dictatures militaires, la plus connue étant celle du général Banzer (1971-1978) durant laquelle se déroula à nouveau une crise économique qui conduit à l'instabilité du capitalisme d'État. En 1980, le MNR sous l'égide du « docteur Paz » qui est toujours présent sur la scène politique bolivienne, instaure un tout nouveau programme et le plus radical du continent sud-américain : le néolibéralisme. À sa tête Gonzalo Sánchez de Lozada, un entrepreneur minier qui fut président de la Bolivie par deux fois entre 1993 et 2003 et renversé à la suite de la guerre du gaz en octobre 2003. Lui succède alors Carlos Mesa jusqu'en 2005. Comme son prédécesseur il n'arriva pas non plus à calmer les mouvements populaires du pays en faveur de la nationalisation des hydrocarbures et démissionna en 2005.

C'est alors qu'Evo Morales fut élu premier président indigène de la Bolivie le 18 décembre 2005, réélu en 2009 et en 2014. Son troisième mandat devait être son dernier du fait qu'en Bolivie la Constitution interdit plus de deux mandats². Evo Morales a donc mis en place un référendum constitutionnel le 21 février 2016 mais sa proposition fut rejetée : c'est la première

² Le premier mandat de Morales (2005) fut avant la nouvelle constitution, il n'est donc pas pris en compte.

fois que l'opposition gagne face au leader du Mouvement vers le Socialisme. À la suite de cela, un nouveau mouvement se forme, appelé le 21F. Il est composé de plusieurs partis qui sont bien évidemment contre Morales et il a joué un rôle primordial dans les événements de 2019. Survient ensuite un rebondissement en 2017, le Tribunal Constitutionnel habilite le président à postuler aux élections présidentielles de 2019 et quelques temps après le Tribunal Suprême Électoral confirme son habilitation comme candidat. C'est donc début 2019 que tout s'accélère, après des primaires remportées haut la main, Evo Morales commence à voir des obstacles se mettre en travers de son chemin.

En effet, les groupes de 21F reviennent en force sur les réseaux sociaux – plateformes qui sont aujourd'hui prépondérantes dans la vie politique – et jouent un rôle indéniable dans la course à la dépopularisation du président en vigueur en soulignant par exemple, les fautes du gouvernement dans la gestion des feux de forêt qui ont eu lieu durant l'été 2019 dans la région de Chiquitanía. Toujours sur les réseaux sociaux, un hashtag « #SOSBolivia » fut lancé par Jhanisse Vaca Daza³, parti lui aussi des incendies de l'été, la jeune femme accusait Morales de soutenir les lobbies industriels (en l'occurrence les sociétés agro-industrielles) plutôt que se préoccuper de l'environnement.

Durant les élections les principaux candidats de droites face à Morales sont Carlos Mesa l'ancien Président, Chi Hyun Chung le pasteur et le sénateur Óscar Ortiz. Le gouvernement du MAS a accepté que certains observateurs internationaux assistent à la période des présidentielles. Le 20 octobre, au premier tour des élections Evo Morales était en tête avec 47% des suffrages alors que Carlos Mesa ne comptabilisait que 36,5% ce qu'il n'a pas accepté⁴ : il a lancé alors un coup d'État.

C'est à ce moment précis que les observateurs internationaux jouent leur rôle, des institutions comme l'OEA (*Organization of American States*) dénoncent des irrégularités dans le comptage des votes. Un rapport a été publié le 9 novembre dans lequel il était « fortement » conseillé au

³ Diplômée de la Harvard Kennedy School avec une formation en « Direction de mouvements non violents pour le progrès social », directrice de son organisation « Ríos de Pie ». <https://www.linkedin.com/in/jhanisse-v-daza-21527389/>.

⁴ Le système électoral bolivien accepte un second tour aux présidentielles si aucun des candidats n'atteint les 50% des suffrages ou s'il y a un écart de 10% entre le candidat qui a comptabilisé 40% des votes et son adversaire le plus proche.

gouvernement bolivien d'organiser un nouveau scrutin. Alors que les analyses indépendantes menées par des institutions telles que le CELAG (*Centro Estratégico Latinoamericano de Geopolítica*) et le CEPR (*Center for Economic and Policy Research*) étaient en total désaccord avec l'OEA ne trouvant aucune irrégularité. C'est alors que Morales dénonce une première fois une tentative de coup d'État de la part de la droite avec le soutien de l'international c'est-à-dire l'OEA, l'Union Européenne, les États-Unis, l'Argentine et la Colombie. Alors que Morales avait accumulé assez de voix pour être déclaré vainqueur au premier tour, un second tour est donc exigé. S'en suit alors des jours d'affrontement dans les rues, les partisans du MAS contre le reste de la population avec de nombreux policiers et militaires parmi eux. Nous nous étalerons plus sur le sujet dans les pages qui suivront mais Evo Morales finit donc par renoncer au pouvoir et s'exiler au Mexique. Lui succède alors Jeanine Áñez, seconde vice-présidente de la chambre des députés et anti Evo Morales, en tant que présidente par intérim jusqu'en novembre 2020. Elle n'était pas première dans l'ordre de succession du président. Les démissions – elles aussi controversées – des personnes qui se plaçaient avant elle ont donc fait qu'elle est devenue la présidente par intérim de la Bolivie, la droite arrive donc au pouvoir. Ces événements troublants posent le doute quant à la véritable nature de la « démission » du président indigène.

C'est tout naturellement qu'une question se pose : serait-ce un coup d'État ? Les faits sont assez troubles, nous lisons et entendons beaucoup de propos contradictoires. Une polémique pour savoir si c'est un coup d'État fait donc surface et plusieurs termes sont employés par les différents médias pour nommer le départ d'Evo Morales de la présidence : « démission », « destitution ». Les différents termes utilisés montrent à quel point les faits troublent les journalistes. Pour Franck Poupeau :

« Je dirais qu'il y a eu une destitution forcée, qui ressemble étrangement à un coup d'Etat. Un coup d'Etat un peu particulier, civique et politique, et non un putsch militaire auquel on réduit souvent l'idée de coup d'Etat. On a bien assisté à une interruption de l'ordre institutionnel qui entraîne un changement des autorités en place, par une forme de contrainte, qui ne se réduit pas à la pression de la rue en faveur de la “ démocratie ”. »⁵

⁵ CHAPARRO Amanda, « En Bolivie, « il y a eu une destitution forcée qui ressemble étrangement à un coup d'Etat » », *Le Monde.fr*, 18 novembre 2019, [En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/18/en-bolivie-il-y-a-eu-une-destitution-forcee-qui-ressemble-etragement-a-un-coup-d-etat_6019616_3232.html].

Nous pouvons lire d'autres termes sur internet comme « démission contrainte » sur le site de l'association France Amérique Latine qui a publié un communiqué⁶ pour condamner ce « coup d'État ». Dans la presse hispanophone nous pouvons lire des titres comme « ¿ Es un golpe de Estado lo que ha pasado con Evo Morales en Bolivia ? »^{7,8}, nous comprenons alors à quel point il est difficile de poser des mots sur la démission d'Evo Morales.

Plusieurs questions s'offrent donc à nous telles que : quel est le point de vue du peuple et du MAS face à cette démission ? Quel est celui des intellectuels ? Quel est le rôle de la politique de Morales dans les événements de 2019 ? Quel est le rôle des institutions internationales et celui des grandes puissances mondiales ? Cette destitution a-t-elle été orchestré de toute pièce par une personne, un gouvernement ou une institution ? Peut-on parler de guerre hybride⁹ ?

Dans les pages qui suivront, nous ne nous positionnerons pas face à ces questions par souci d'intégrité. Le cadre théorique de ce mémoire relève de la science politique il faut donc user de neutralité tout au long des paragraphes qui suivront. Les questions que nous nous sommes posées précédemment nous amènent à une question plus complexe et centrée sur notre travail de recherche : quels ont été les différents discours du peuple ainsi que des intellectuels de posture critique au MAS quant à la destitution d'Evo Morales ?

Nous allons donc étudier la politique d'Evo Morales durant ses mandats pour comprendre la situation que la Bolivie a connu en 2019 et faire l'état des lieux de cette destitution. Tout au long de ces pages nous verrons dans un premier temps le contexte politique de la Bolivie depuis la révolution de 1952 jusqu'à la présidence de Morales à travers évidemment du MAS-IPSP, de l'État plurinational qu'il a construit et du gouvernement progressiste qu'il incarne. Nous

⁶ « Communiqué de FAL. Derrière la démission d'Evo Morales en Bolivie : un coup d'État », *FRANCE AMERIQUE LATINE*, 2019, [En ligne : <https://www.franceameriquelatine.org/communiqué-fal-demission-morales-bolivie-coup-detat/>].

⁷ « ¿ Es un golpe de Estado lo que ha pasado con Evo Morales en Bolivia ? », 12 novembre 2019, [En ligne : https://elpais.com/internacional/2019/11/11/actualidad/1573500916_562089.html].

⁸ *Idem*, nous traduisons : « Ce qu'il s'est passé avec Evo Morales en Bolivie est-il un coup d'État ? »

⁹ « Le principe est de miner les arrières de l'adversaire par des opérations de subversion à caractère psychologique mais aussi économique et social », TENENBAUM, Élie, « Guerre hybride : concept stratégique ou confusion sémantique ? », *Revue Défense Nationale*, N° 788-3, 2016, p. 31-36.

essaierons de relever les événements, les réformes, le contexte géopolitique ou encore les comportements qui pourraient avoir porté préjudice à Evo Morales.

Dans un second chapitre, nous aborderons le sujet de sa destitution dans lequel nous examinerons les épreuves que Morales a essuyé, le rôle de l'opposition au gouvernement en place et la prise du pouvoir par la droite. C'est dans cette partie que nous comprendrons mieux les événements de 2019 en contextualisant la destitution du leader du MAS. Nous verrons le rôle de chaque acteur extérieur à la Bolivie, celui de la presse, des réseaux sociaux et aussi les actions du président durant cette période.

Nous finirons cette recherche par une étude de cas grâce à laquelle nous verrons la position des intellectuels et du MAS-IPSP face à la destitution. Tout d'abord, nous verrons la position d'un intellectuel bolivien et du MAS en étudiant plus particulièrement le discours d'Álvaro García Linera, l'ancien vice-président de la Bolivie. Nous analyserons ensuite les opinions de deux personnages politiques Boliviens à savoir Pablo Solón et María Galindo qui nous donneront des précisions sur le discours écologique et féministe de la politique de Morales qui a mené ou non à sa destitution. Cette partie rendra compte des discours des différents personnages politiques auxquels nous nous intéresserons mais pas seulement, il s'agira de les analyser et d'en tirer une meilleure compréhension des événements de 2019.

I. MORALES AU POUVOIR DE LA BOLIVIE.

Comme évoqué dans l'introduction, Evo Morales était au pouvoir depuis 2005 avant sa destitution. Pour atteindre le poste de président de la République de Bolivie, le célèbre indigène a eu un parcours pour le moins atypique. En effet, Morales n'était qu'un paysan aymara du département d'Oruro, rien ne le prédestinait à être au plus haut rang de l'État. Mais comment un paysan a pu devenir chef de l'État ? Nous le verrons tout au long de ce chapitre à travers plusieurs concepts théoriques tels que le syndicalisme, l'indianisme ou encore le progressisme

C'est un exploit qu'une personne de cette classe sociale parvienne au plus haut commandement de l'État, néanmoins Morales a su s'entourer et adhérer aux courants de pensée en vogue dans le pays. Il se présente aux élections présidentielles avec le MAS-IPSP dont il est le leader depuis quelques années déjà. Dans les années 2000 nous avons pu observer un virage à gauche en Amérique Latine qui a pu inquiéter beaucoup de personnes pensant que le continent entrait dans un désir de refus de la mondialisation alors qu'au contraire les nouveaux gouvernements ont su par la suite montrer une politique de relation étrangère et de commerces internationaux très ouvertes. En Bolivie le pari fou de la reconnaissance des peuples indigènes a vu le jour grâce à Evo Morales qui a promulgué la Bolivie comme État plurinational.

Alors, par quels moyens Morales a-t-il gagné ses premières élections présidentielles ? Comment a-t-il pu rester aussi longtemps au pouvoir ? Nous répondrons à toutes ces interrogations dans ce premier chapitre dans lequel nous contextualiserons la politique de la Bolivie, des prémices des syndicats jusqu'au dernier mandat du président indigène.

A. Le MAS-IPSP

Le MAS-IPSP est un micro-parti issu d'une coalition de syndicat menée par Evo Morales. Ce mouvement politique puise ses inspirations auprès du national révolutionnaire de 1952, du socialisme, de l'indianisme, du katarisme etc... Il arrivera au pouvoir de la Bolivie fin 2005 et mènera une politique qualifiée d'exemplaire par les partisans de la gauche. Le social sera l'une de ses priorités durant ces quatre mandats mais il y aura aussi des ruptures et des doutes. Pour comprendre le MAS-IPSP et son leader nous expliquerons sa création en partant de ses racines, la révolution de 1952, son idéologie ainsi que la politique qu'il mène dans son pays.

A.1. Contexte historique

Pour comprendre le poids du syndicalisme et son fonctionnement en Bolivie, il faut d'abord revenir sur les grands événements qui ont mené à la nécessité de représentation du peuple. Comme nous l'avons vu précédemment, la Bolivie a traversé de nombreux changements en termes de politique et nous allons étudier les différents régimes politiques du pays depuis 1952. C'est une date charnière qui marque la Révolution Nationale Bolivienne. Cette sédition a amené la réforme agraire et la nationalisation des mines, elle a aussi donné l'opportunité aux États-Unis d'installer leur monopole dans le pays et d'y immiscer sa doctrine Monroe. D'après le dictionnaire Larousse la doctrine Monroe est :

« Cette doctrine devait préserver le continent nord-américain et l'Amérique latine contre de nouvelles interventions colonisatrices européennes. Le continent américain serait protégé par les États-Unis, qui déclaraient en outre se désintéresser des affaires européennes »

Les États-Unis sont donc sortis de l'hégémonie européenne grâce à cette doctrine mais ce sont les seuls à qui elle a réussi. En effet, les pays du continent latino-américain ont dû se soumettre à l'impérialisme étasunien ce qui a accentué les tensions dans ces pays dûes à un important interventionnisme de la part des États-Unis. Prenons l'exemple de la Bolivie. En 1958, elle bénéficie d'une aide de la part des États-Unis qui représente un tiers de son budget au niveau national.

En 1964 la Bolivie subit un coup d'État, c'est la fin du Mouvement National Révolutionnaire. Le général René Emilio Barrientos Ortuño est maintenant à la tête du pays et le gouverne dans une dynamique de développement économique en se rapprochant des paysans pour se détacher des mineurs, les isoler et les soumettre à une forte répression. Un événement a marqué la période de pouvoir du général : la mort du commandant Che Guevara sur le territoire bolivien. L'armée – avec l'aide de la CIA – avait mis en place une grande opération militaire avec toute la propagande nécessaire durant presque une année et le 8 octobre 1967 Che Guevara fut capturé et fusillé sans jugement sous les ordres de la CIA et du général Barrientos. L'Amérique Latine a aussi été un continent prisé par les survivants nazis qui y trouvèrent refuge après la seconde guerre mondiale, la plupart se cachaient mais en Bolivie sous le gouvernement Barrientos l'un d'eux a pu gravir les échelons de la société. En effet, Klaus Barbie un haut officier SS et de la Gestapo, appelé plus communément en France « le boucher de Lyon », a pu devenir président

d'une entreprise publique Transmaritime et conseiller des services de renseignement bolivien sous les yeux des États-Unis. Toujours sous le gouvernement Barrientos, des milliers de personnes furent assassinées par l'armée 3000 à 8000 d'après l'ONG Amnesty International. Après la mort du général plusieurs gouvernements de courte durée se succèdent mais l'un d'eux se démarque, celui du général Juan José Torres. Il ne dura qu'une année mais son caractère anti-impérialiste impulse de grands changements socio-économiques. Il lève la répression que subissent les mineurs, nationalise certaines mines et entreprises. Durant cette période de gouvernement nationaliste la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) appelle à une assemblée populaire en 1971. Elle a pour objectif une révolution socialiste ce que *Le Monde Diplomatique* a nommé « premier soviétique d'Amérique Latine » car le mouvement ressemble étrangement à celui qui s'est déroulé en Russie durant sa révolution de 1917. Elle a donc impulsé la construction du socialisme et vise à introduire un mouvement indépendant issu de la classe ouvrière.

La peur de cette assemblée populaire a amené le gouvernement du général Juan José Torres à être la cible d'un coup d'État dirigé par l'extrême droite. C'est alors qu'Hugo Banzer prend le pouvoir de la Bolivie. Le gouvernement Banzer fut l'un des plus répressifs, une dictature militaire qui a duré sept années pendant lesquelles la répression était telle que les partis politiques et les syndicats étaient prohibés et les droits de l'homme bafoués. Les mineurs ont vécu à nouveau une lourde répression en étant constamment surveillés par l'armée que Banzer avait envoyé dans les centres miniers du pays. Quelques temps après ses mesures drastiques, le dictateur eût l'appui du général Pinochet (Chili) et celui des États-Unis qui exercent toujours une forte influence dans le pays. Si on analyse la politique de Banzer, on se rend vite compte qu'elle est similaire à celle de Pinochet au Chili. Leurs régimes sont stables vu de l'extérieur mais si l'on recontextualise l'histoire politique du pays, on voit que les « grandes têtes » ou *caudillos*¹⁰ du pays ne sont au pouvoir que sur de courtes durées et se succèdent en prenant le pouvoir de l'autre, c'est-à-dire en faisant des coups d'États ce que nomme Jean-Pierre Lavaud le *continuismo*.

¹⁰ Chef de guerre puis, après les guerres d'indépendance en Amérique Latine, ce terme est utilisé pour désigner des leaders politique.

Illustration 1 : Général Hugo banzer



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Hugo_Banzer_Suárez

Plusieurs régimes dictatoriaux se sont donc succédés mais avec un degré de fermeté plus ou moins fort, si l'on prend celui de Banzer comme exemple on peut dire que c'est une dictature alors que si l'on se base sur celui de Torres on peut nommer ce régime comme *dictablanda*. D'après le sociologue spécialiste de l'Amérique Latine François Bourricaud les dictatures peuvent prendre deux formes : la dictature dure et la dictature « molle ». Les deux bafouent les lois constitutionnelles mais l'une reste modérée à l'égard du peuple, la *dictablanda*. Durant l'année 1977, une organisation humanitaire nommée Assemblée permanente des droits de l'Homme s'active contre le pouvoir de Banzer et rallie à sa cause de nombreuses ONG et associations internationales. Banzer ne céda pas alors que les États-Unis eux-mêmes souhaitaient le retour d'un gouvernement civil. Mais à l'arrivée des élections il ne put se présenter à cause de l'abandon du soutien de l'armée. En 1978, Banzer fut renversé par le groupe militaire de Juan Pereda Asbún qui prit le pouvoir. Durant les quatre années qui suivirent la Bolivie n'a connu pas moins de huit présidents alternant entre gouvernements militaires et gouvernements civils plus ou moins démocratiques. Ces années ont donné naissance à de nombreux partis politiques, en effet le MNR de 1964 n'est plus ce qu'il était. Après une longue période de dictatures, le MNR s'est éclaté en plusieurs courants de pensée ce que Jean-Pierre Lavaud appelle « l'atomisation partisane ». En 1980, pas moins de 72 partis sont recensés. Nous comprenons alors la division qui règne en Bolivie après les dictatures militaires. Cette période

de quatre années d'instabilité présidentielle s'achève sur le 190^e coup d'État en Bolivie, celui du général Luis García Meza Tejada. C'est le début d'une nouvelle dictature accompagnée de nombreux crimes. En effet, Meza a eu le soutien du nazi Klaus Barbie mais aussi l'appui de la dictature militaire d'Argentine et de terroristes narcotrafiquants. Ses affiliations au trafic de drogue ont valu à la Bolivie la rupture des relations avec les États-Unis qui mènent une guerre acharnée aux narcotrafiquants.

Les syndicats jouent un rôle primordial dans la politique bolivienne comme nous le verrons avec le MAS-IPSP. Avant de nous pencher sur celui-ci, expliquons d'abord d'où viennent les syndicats et quelle est leur histoire. C'est grâce à l'émergence paysanne et la colonisation de la région du Chapare que les syndicats sont apparus et se sont démocratisés. En Bolivie les paysans sont associés – dans la plupart des cas – à la culture de la coca. Cette plante très controversée s'est peu à peu politisée et est devenu le sujet politique central du pays. C'est en 1920 que la coca devient un problème à éradiquer et ce sont les États-Unis qui ont prohibé ce produit les premiers. Dans les années 1930, un modèle de production et de commercialisation répressif est imposé par la Société des Nations. Certains pays restent retissant à ces plantations en qualifiant les indigènes de dégénérés et mettant en cause leur consommation de coca alors que l'usage de cette plante n'est pour eux que médicinal et religieux. La réputation de la coca ne cesse de baisser surtout pendant les dictatures militaires. Le général Banzer a favorisé le développement de la culture à des fins illégales et donc la naissance des cartels. N'oublions pas non plus Luis García Meza Tejada dont on peut nommer sa prise de pouvoir de « coup d'État de la cocaïne » et dont la dictature s'apparente à la délinquance. Vient ensuite en 1988 la loi 1008 qui distingue trois catégories de consommation : traditionnelle, excédentaire, illicite. Le président étasunien Reagan veut éliminer ce commerce, cette décision implique des actions militaires et certaines des unités de l'armée bolivienne sont alors soumises à une certification. Sous les gouvernements de Pastrana (Colombie) et de Clinton (États-Unis), c'est le plan Colombie qui est alors conçu. Ce plan est conçu pour éradiquer le narcotrafic qui sévit dans certaines régions d'Amérique Latine comme la Colombie ou la Bolivie. Il est important de rappeler à quel point la culture de la coca est réprimée car cela influence grandement la vie de *cocaleros* et donc des syndicats.

En effet, les syndicats se créent après la colonisation du département du Chapare qui était peuplé seulement du peuple des Yuracarés et s'inspire du modèle des syndicats paysans de Cochabamba et de ceux des ouvriers et des mineurs. Selon Pablo Stafanoni et Hervé Do Alto les syndicats furent dans un premier temps utiles pour la répartition des terres et la gestion de

la vie quotidienne de ces colonies. Ensuite, ils se chargèrent de la gestion administrative mais également de la gestion de litiges concernant la répartition des terres. Le syndicat devient donc un pouvoir local. Les syndicats sont associés aux *cocaleros* mais l'identité *cocalera* est empreint d'indigénisme, de paysannerie et de culture minière. Elle regroupe alors les grandes catégories socio-culturelles présentes en Bolivie. Ces syndicats représentent bel et bien le peuple bolivien : diversifié, ouvrier, proche de la terre. Dans les années 1970 aux prémices de la guerre contre la drogue, la demande de culture illégale de coca destinée à être transformée en cocaïne explose. C'est à cette période-là que naît de nombreux nouveaux métiers et engendre donc l'arrivée massive de migrants en quête d'argent. Mais les gouvernements en place ainsi que les États-Unis mènent des stratégies de plus en plus fortes pour limiter le narcotrafic qui sévit en Bolivie et notamment dans la région du Chapare, selon Do Alto et Stefanoni ils instaurent alors plusieurs formes d'éradication¹¹ :

- L'éradication « compensée » : « compensation financière offerte par l'État pour l'éradication de champ de coca »
- L'éradication « compulsive » : « non compensée financièrement »

Ces appellations sont décrétées sous le plan triennal qui fut suivi de la loi 1008. Les syndicats s'opposent totalement à ces interdictions estimant que les principaux impactés par ces interdictions sont les paysans boliviens.

Du côté des minerais, le travail y est dur et précaire étant donné le retard technologique dont font preuve les mines qui sont restées du temps de l'*Eldorado* des conquêtes espagnoles. Les mines font toutes parties d'une seule et même société : la COMIBOL, qui fut créée en 1952. Cette société regroupe plusieurs entreprises comme Catavi qui est la plus importante sur le plan salarial mais aussi sur celui de la production. Les installations minières médiocres et la dangerosité du travail dans les mines engendrent une forte mortalité chez les salariés et plus de la moitié des mineurs ont moins de trente-et-un ans, ce qui nécessite donc la présence de syndicats dans ce corps de métier qui de plus est l'un des plus importants du pays. Le syndicat minier FSTMB (*Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia*) qui est surtout présent à l'époque dans les mines nationalisées et notamment dans la mine de Catavi, s'est donc occupé de problèmes salariaux mais également des soucis de la vie quotidienne et privée des mineurs (logement, éducation, etc...). Tout comme les syndicats paysans le syndicat minier

¹¹ DO ALTO, Hervé et STEFANONI, Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, 2008, p 39.

règle certains litiges hors mine, il joue donc un rôle prépondérant dans la vie du mineur et même dans le quotidien des familles.

Ces syndicats que ce soit dans un corps de métier ou dans un autre sont une porte d'entrée à la politique. En effet, un représentant syndical va pouvoir accéder facilement à la politique nationale du pays car ce poste se trouve aux frontières de deux composantes importantes : le syndicat et la politique. Les politiciens le tireront dans leur monde alors que ses camarades de travail le ramèneront à la réalité du peuple. Par exemple, Juan Lechín qui était l'un des grands personnages de la FSTMB fut par la suite ministre des mines et du pétrole et ainsi a appartenu au MNR. Il convient de préciser que le syndicat est totalement indépendant du parti du MNR. La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) – qui encadre tous les syndicats de 1952 jusqu'aux années 1980 – est centralisée et se divise en plusieurs branches représentatives des différentes activités ce qui explique sa meilleure organisation quand on la compare au parti du MNR. Jean-Pierre Lavaud a mené une enquête¹² dont la problématique est celle-ci :

« L'unité syndicale et plus particulièrement la solidarité des mineurs est-elle une caractéristique indienne ? Dérive-t-elle de tradition d'entraide communautaires, telles que des échanges réciproques de prestation de travail (ayni, minka...) qui se perpétueraient dans un autre contexte de travail ? »

La réponse selon lui serait que les autochtones mineurs marqueraient une opposition à la culture occidentale en se liant au syndicat, comme les paysans et les mineurs sont liés par une unité sémiologique d'idée. On peut appliquer cette hypothèse à l'ensemble de la COB.

Dans une logique chronologique toujours, attardons-nous rapidement sur le néolibéralisme, le retour à la démocratie après des années de dictatures militaires. Tout d'abord définissons le libéralisme, d'après l'économiste Pascal Salin le libéralisme c'est « la reconnaissance des droits de propriété et de la liberté contractuelle »¹³ en d'autres termes le libéralisme est en faveur de la liberté individuelle et prône la coopération collective. La Bolivie se tourne vers le libéralisme dans les années 1980, des années marquées par la crise économique due à l'hyperinflation liée notamment au commerce de l'étain.

¹² LAVAUD, Jean-Pierre, « La solidarité syndicale bolivienne est-elle une particularité indienne ? », Matériaux pour l'histoire de notre temps, vol. 27 / 1, *Persée* - Portail des revues scientifiques en SHS, 1992, p. 46-51, [En ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1992_num_27_1_410637].

¹³ SALIN, Pascal, *Libéralisme*, Odile Jacob, 2000, 510 p.

Le premier gouvernement à succéder aux dictatures est celui de Hernán Siles Zuazo du parti de l'Unité Démocratique Populaire. Il ne sut pas gérer l'hyperinflation et a donc impulsé une crise politique qui le mena à perdre le pouvoir trois ans après son élection. En 1985, Víctor Paz Estenssoro du MNR fut élu pour la quatrième fois, il restructura l'économie et stabilisa la crise en adhérant au néolibéralisme pour contrer l'inflation. Le néolibéralisme est semblable au libéralisme mais il est basé sur la libre économie et sur le libre marché tout en réduisant l'intervention de l'État. Il prit ensuite une série de mesures sociales et économiques semblables à celles prévues durant la révolution de 1952, mais elles n'ont fait qu'aggraver la pauvreté du peuple. Dans les années 1990, les gouvernements continuèrent la politique mis en place par Víctor Paz Estenssoro à savoir ceux de : Jaime Paz Zamora appartenant au MIR, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (1989-1993)

- Gonzalo Sánchez de Lozada du MNR (1993-1997)
- Hugo Bánzer Suárez de l'ADN, l'Action Démocratique Nationaliste (1997-2001)
- Jorge Quiroga Ramírez de l'ADN également (2001-2002)

Tous ont tenté de développer une économie dépendante du commerce de l'étain mais compte-tenu de l'échec de l'hyperinflation qu'il a subi durant la décennie précédente des organismes économiques internationaux tels que le Fond Monétaire International ou encore la Banque Mondiale ont dû intervenir en soutenant des entreprises publiques boliviennes. En conséquence, des entreprises publiques de chemin de fer, d'hydrocarbure, d'électricité etc, ont été privatisées. C'est donc l'entrée du capitalisme mondial sur les terres boliviennes. Les échecs du néolibéralisme ne s'arrêtent pas seulement à l'économie du pays, la politique intérieure fut elle aussi touchée. Dans la décentralisation de l'État la loi de la participation populaire accorda ressources et autonomie aux municipalités ce qui entraîna de la corruption mais aussi une insuffisance de moyens luttant pour l'inclusion sociale dans un pays qui plus tard deviendra un État plurinational. À cela se sont aussi ajoutés les impacts de la crise asiatique sur l'économie bolivienne, de quoi ébranler encore plus le système politique du pays.

Entre instabilité politique et économique le peuple prit enfin la parole à travers divers mouvements sociaux à revendication paysanne, minière, indigène ou commerçante qui ont rendu le pays ingouvernable. Gonzalo Sánchez de Lozada revint au pouvoir mais n'y resta qu'une année à cause de la guerre de gaz. La principale cause à ce conflit fut l'exportation du gaz vers le Chili. Aucune politique n'étant en vigueur pour approvisionner le marché intérieur le peuple voulait donc être privilégié plutôt que le pays voisin. Lozada a donc fini par démissionner après la perte du soutien de son vice-président Carlos Mesa qui devient quelques

heures après le nouveau président de la Bolivie et la guerre fut terminée. Mais tout au long de son mandat Mesa était constamment sous la pression politique des mouvements sociaux, en particulier le mouvement autonomiste de Santa Cruz de la Sierra, il finit par démissionner en 2005.

A.2. La formation du MAS

Le MAS-IPSP ne se désigne pas comme un parti politique mais comme un instrument des mouvements sociaux comme le définit Evo Morales. Plusieurs courants se croisent tels que le social-démocrate, l'indigénisme ou alors le marxisme. Sa base est constituée de mouvements citoyens et de syndicalisme ce qui fait de lui une grande force sociale dans le pays.

Evo Morales est issu d'une famille paysanne aymara, il a dû quitter l'école très jeune pour subvenir aux besoins de sa famille et à l'âge de 19 ans il s'installa dans la région du Chapare pour cultiver la coca. C'est alors qu'il vit la détresse des producteurs de coca et s'engage donc dans la lutte syndicale. Comme nous l'avons vu précédemment, à la fin des années 1980 la politique d'éradication de la coca était bel et bien présente. Morales a donc vu la destruction des récoltes sous prétexte de la lutte contre le narcotrafic, et sachant que la majorité de cette politique était financée par les États-Unis sa rancœur contre la grande puissance mondiale a donc commencé à ce moment-là. C'est en se positionnant contre les lois de Washington et de la *Drug Enforcement Administration* que Morales s'impose comme leader syndical dans la région du Chapare. Malgré cette répression, le nombre de cultivateurs de coca augmente durant la décennie suivante. Selon Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, c'est en partie à cause du « démantèlement de la régie minière Comibol et le licenciement de plus de vingt mille mineurs »¹ ce qui accroît bien évidemment le poids des *cocaleros* au sein des syndicats. A cause de cette crise minière, la COB perd de son importance dans le paysage syndical du pays entraînant une radicalisation de la centrale syndicale socialiste dans une perspective socialiste, ce qui avantagera fortement Morales.

En 1988 une thèse est émise lors d'un congrès de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSTUCB). Celle de la participation des syndicats dans le système électoral nommée « l'instrument politique ». Morales en devient un fervent défenseur. En 1996 il dirige six fédérations paysannes du Chapare et l'année suivante l'aymara accède au parlement. Il dénonce souvent la répression que subissent les *cocaleros* avec l'éradication de la

coca surtout sous le nouveau *Plan Dignidad*. Dans ses paroles contre la répression *cocalera*, il en arrive à dire à plusieurs reprises que les paysans devraient eux aussi prendre les armes et se battent contre l'armée qui les réprime. De plus, en 2002 après des débordements durant un mouvement social qu'Evo Morales avait soutenu, la commission éthique du parlement décide de le destituer quelques temps après son mandat législatif.

C'est en 1999 qu'Evo Morales se présente pour la première fois sous l'égide du MAS durant les élections municipales et il base sa campagne sur l'identité *cocalera*. Les syndicats sont omniprésents dans le MAS ce qui intensifie le côté social de cet instrument politique et mène son leader à rester proche des populations urbaines. Ainsi, comme les syndicats sont contre le système néolibéral mis en place après les dictatures militaires, Evo Morales deviendra alors le porte-parole de ce courant de pensée dans la scène politique du pays.

L'année 2000 fut marquée par une augmentation des prix de la distribution de l'eau (+3000%) ce qui entraîna la guerre de l'eau. Le mouvement social de la coordination de défense de l'eau et de la vie porté par l'ouvrier Oscar Olivera amène à une prise de conscience générale quant à la logique de marchandisation néolibérale. À travers un débat national, la question de la privatisation du patrimoine public vint sur la table, le libéralisme ayant déjà entamé la privatisation dans les années 1980.

Comme son nom l'indique le MAS-IPSP était initialement deux mouvements politiques à part entière : le Mouvement vers le socialisme (MAS) et l'Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples (IPSP). L'IPSP n'est autre qu'un mouvement créé par Evo Morales lui-même en 1998. La formation de l'ASP (Assemblée pour la Souveraineté des Peuples) a impulsé la création de l'Instrument Politique pour le Souveraineté des Peuples qui avait pour objectif de contrer l'ASP. Cette rivalité entre les deux organisations montre la concurrence entre les différentes régions qu'elles représentent mais aussi des deux leaders à leur tête : Morales et Véliz. L'ASP n'étant pas assez conséquente à elle seule, elle se lie donc avec la Gauche unie et les *cocaleros* se rangent dans le micro-parti *Movimiento al Socialismo*, ce qui crée par la suite le *Movimiento al Socialismo - Instrumento político para la soberanía de los pueblos* le fameux MAS-IPSP une coalition de mouvements et syndicats dont le leader est toujours Morales. Le mouvement d'Evo Morales s'étend à tout le pays et cible ses actions durant les mouvements sociaux, tout en se plaçant du côté des victimes de répression et de discrimination du fait de

leur classe sociale, leur métier ou alors leur couleur de peau. Une stratégie qui va payer. En 2002 lors des élections nationales le MAS va s'imposer comme seconde force politique malgré l'appel des États-Unis à ne pas voter pour un *cocalero*.

A.3. Différents ancrages idéologiques

Ce qui fait le succès du MAS-IPSP est en partie son côté social, et dans cet aspect est inclus entre autres l'indigénisme. La Bolivie est un pays hautement métissé, l'ethnicité tient alors une place importante dans le Mouvement vers le Socialisme. Dans un recensement effectué en 2001, 62% de la population bolivienne cochant la case « indigènes » alors qu'en 2006 un nouveau recensement dans lequel la catégorie « métis » était proposée, 65% de la population s'identifiait comme tel et seulement 19,3% comme indigènes. Les plus pauvres s'identifieraient comme indigènes pour expliquer leur situation précaire tandis que les plus aisés se désigneraient comme métis pour ne pas appartenir à la classe blanche considérée comme oligarchique mais ne coche pas la case indigène pour ne pas être apparenté à la basse classe ce qui rend cette catégorie métisse comme un « fourre-tout »¹⁴. On voit donc la difficulté du peuple à se définir ou à accepter ses racines tant réprimées quelques années auparavant. Une confusion dans la conscience collective qui devient l'une des priorités d'Evo Morales.

Il dénonce l'impossibilité à réaliser les objectifs de la révolution de 1952 et remet en question la pensée indianiste en réfléchissant sur son histoire ce qui a donné une meilleure organisation. Différent de la gauche ouvrière, pour les kataristes l'ethnicité et la culture deviennent primordiales ainsi que la question de citoyenneté comme l'indique leur slogan : « Nous avons été exploités en tant qu'Indiens, en tant qu'Indiens nous nous libérerons ». Proche des syndicats, il est donc adopté par une grande partie des paysans du pays qui dénoncent une oppression culturelle, mais son accès à la politique nationale se révèle être un échec et c'est alors que naît des discordes. Le courant katariste se voit diviser en deux organisations à la fin des années 1970 : le MITKA (Mouvement indien Túpak Katari) et le MRTK (Mouvement révolutionnaire Túpak Katari).

¹⁴ DO ALTO, Hervé et STEFANONI, Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, 2008, p.12.

Le MITKA se désolidarise de la gauche. Se sentant trahi, il se veut radical dans sa façon d'interpréter le katarisme et prône un État indigène. C'est de cette organisation que vient l'EGTK (l'Armée Guérillera Túpak Katari), un mouvement indigène qui espère une prise de conscience massive en vue d'une insurrection. Plusieurs futurs grandes têtes politiques y ont pris les armes dont Felipe Quispe et Álvaro García Linera vice-président d'Evo Morales qui passera cinq années derrière les barreaux pour cette adhésion au courant katariste radical. Le MRTK quant à lui se veut plus pacifique et s'identifie à la gauche traditionnelle tout en respectant les idées de la révolution de 1952. Dans les rangs de cette organisation nous pouvons trouver notamment Víctor Hugo Cárdenas, le vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada.

Nous l'aurons compris, les paysans ont adopté le katarisme dans la seconde moitié du XX^e siècle comme acteur essentiel sur le plan politique et social. Grâce à lui les paysans peuvent enfin rivaliser avec les mouvements miniers et ouvriers. Evo Morales adopte cet indianisme katariste en tant que cadre de son idéologie, son objectif est de construire une politique en accord avec la culture et l'histoire de tous les peuples de son pays. Mais ce n'est pas l'essentiel de la doctrine du MAS-IPSP car si tant de personnes adhèrent aux idées de cette organisation syndicale et politique c'est qu'elle ne se destine pas uniquement aux différents peuples de Bolivie.

En effet, on trouve deux autres courants majeurs dans la doctrine du MAS comme l'anti-impérialisme et bien évidemment le socialisme. Comme nous l'avons vu précédemment la Bolivie et l'Amérique Latine en général ont connu une vague libérale à la fin du XX^e siècle ce qui explique en partie ce virage à gauche qu'ont vu beaucoup de pays latin au début de notre siècle. La Bolivie fut marquée par les mouvements sociaux depuis les années 1990 avec la « guerre » de la coca, du gaz et ensuite de l'eau, période durant laquelle le MAS-IPSP se fait de plus en plus connaître avec sa participation aux manifestations. Ces opérations de mobilisation font du MAS un parti antisystème qui va dans le sens du nationalisme révolutionnaire de 1952 appuyé par son nom « Mouvement vers le socialisme ». Evo promet un changement social en transformant le modèle socio-économique, d'une part en nationalisant les hydrocarbures et d'autre part en construisant une Assemblée constituante qui a pour objectif de décoloniser l'État.

B. La politique de Morales : « Entre utopie indianiste et pragmatisme économique »¹⁵

Illustration 2 : Evo Morales



Source : <https://aidwiki.com/juan-evo-morales-aima>

Le 18 décembre 2005 Evo Morales est élu président de la République de Bolivie avec 45% des voix en sa faveur et quelques jours plus tard 53,7% contre 33% pour l'ancien président Jorge Quiroga Ramírez. C'est le premier président à être élu par le peuple sans recourir par des acteurs politique pour remporter la victoire, mais aussi le premier président indigène à accéder au pouvoir. Une politique sur la base du discours national révolutionnaire et du katarisme se met alors en place dans le pays.

B.1. Les plans sociaux du nouveau gouvernement

Le début du XXI^e siècle n'était pas glorieux en termes de niveau de pauvreté, d'après Laurent Lacroix et Claude Le Gouill en 2003 le taux de pauvreté atteignait 54,4% en ville et 77,7% dans le milieu rural dont 34,5% (38,2% en 2005) d'entre eux se situés en extrême pauvreté dans l'impossibilité de se nourrir convenablement¹⁶. Malgré des efforts faits durant la période

¹⁵ Op.cit.p.95

¹⁶ LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « Politiques sociales », in *Le « processus de changement » en Bolivie : La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, (« Travaux et mémoires »), p. 115-129, [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6598>].

néolibérale sur l'investissement public qui engendra une croissance du PIB, le pays reste néanmoins le plus pauvre d'Amérique Latine. Evo Morales a donc mis en place de nombreux changements sur la politique sociale de la Bolivie notamment sur l'éducation, la santé et l'habitat.

Pour commencer, l'éducation est l'une des priorités du gouvernement du MAS. Une partie des enfants n'allaient pas à l'école pour travailler. Alors l'État a créé un programme pour encourager les familles à mettre leurs enfants à l'école. Le programme *Juancito Pinto* offre l'équivalent de 22 euros par an aux familles qui scolarisent leurs enfants qui ont entre 4 et 14 ans dans un établissement public. Ce programme a fait ses preuves car des années plus tard nous avons pu voir le taux d'absentéisme baisser radicalement. Aussi, le gouvernement a mis en place un programme pour alphabétiser la population sortie du système scolaire, tout en incluant les communautés indigènes et en inaugurant des universités autochtones.

Ensuite, un plan logement fut mis en place en 2007, son objectif est de construire 67949 logements dans le pays entre 2006 et 2014¹⁷. Après certains litiges, ce programme fut remplacé par un plan dirigé par l'Agence étatique du logement dont l'objectif était de mettre en place des subventions pour la construction ou d'accorder des crédits à faible taux d'intérêt. Toujours selon l'ouvrage de Laurent Lacroix et Claude Le Gouill, en 2014 ce serait approximativement 10000 familles qui auraient bénéficié de ce plan. Mais ce n'est pas assez pour que la population entière soit logée décemment, ce plan n'a été utile que pour 1% des familles éligibles à celui-ci, mais la gestion considérée comme chaotique a fait de ce programme de logement un échec.

De plus, Evo Morales a impulsé une réforme pour la santé. L'objectif de cette réforme est de créer une assurance maladie communautaire et interculturelle en reconnaissant la médecine autochtone. L'État investit dans la création d'hôpitaux mais la création d'emplois médicaux reste des moindres. Le pays se retrouve alors avec des hôpitaux en manque de personnel et de matériel, il n'accorde pas assez d'aide à sa population ce qui le positionne dans le bas du classement des pays d'Amérique Latine en termes d'investissement par famille pour la santé.

Voyons maintenant le côté économique pour la population bolivienne. Peu après sa prise de pouvoir, le président indigène a augmenté le salaire minimum, de 48 euros il est passé à 55

¹⁷ Op.cit

euros et en 2015 il le passa à un peu plus de 210 euros. La Bolivie fut un modèle pour l'Amérique Latine grâce à sa loi sur les retraites établie en 2010. En effet, la réforme des retraites se base sur la contribution des travailleurs, ainsi les personnes ne touchant pas de retraite et ayant cotisés au moins dix années y sont éligibles. L'âge a aussi été réduit passant de 65 à 58 ans et des mesures ont été mises en place pour la pénibilité et les risques de travail.

Pour finir sur les mesures sociales prises par le gouvernement du MAS parlons maintenant de l'État plurinational. En 2009 la Bolivie change de constitution. D'après l'article 1 elle est un « État unitaire social de droit plurinational communautaire ». Cet État plurinational a pour objectif d'accorder non pas une simple reconnaissance des peuples autochtones mais de les inclure dans la vie du pays, même sur le plan politique et étatique. En changeant la constitution, l'État accepte le caractère plurinational de son pays ainsi que la colonisation et l'identité métisse qui en découle. Ce changement n'est en aucun cas un échec, les 36 peuples et communautés indigènes sont enfin reconnus et peuvent accéder à des postes étatiques auxquelles ils n'avaient pas accès avant. La culture est elle aussi acceptée et respectée par tous, l'indianisme est dès lors omniprésent dans l'État plurinational de Bolivie.

B.2. Les plans économiques

Le modèle économique de la Bolivie se base sur le capitalisme andin-amazonien, selon Alvaro Garcia Linera :

« Il s'agit d'un régime capitaliste au sein duquel les potentialités familiales, indigènes, paysannes, sont équilibrées et articulées autour d'un projet de développement national et de modernisation productive. »¹⁸

Ce modèle allie alors les grandes entreprises aux petites entreprises qui profitent des excédents d'exploitations des plus grandes pour pouvoir être financées. L'État encourage l'entraide et le lien entre les entreprises qu'elles soient plus ou moins conséquentes. Aussi, dans le modèle économique Bolivien est présent non pas deux mais trois secteurs : le public, le privé et le

¹⁸ LANDIVAR, Diégo et RAMILLIEN, Émilie, « Indigénisme, capitalisme, socialisme : l'invention d'une « quatrième voie »? Le cas bolivien », *L'Homme & la Société*, n° 174, 2009, p. 97-118, [En ligne : <https://www.cairn.info/journal-l-homme-et-la-societe-2009-4-page-97.htm>].

communautaire. Ce dernier fut créé pour inclure les communautés autochtones dans l'économie et le développement de la Bolivie.

Le plan le plus important au niveau économique est celui du développement notamment grâce à la création de la Banque nationale de développement. Elle a la capacité d'accorder des crédits aux entreprises communautaires indigènes grâce aux excédents des entreprises publiques. Cette banque a bénéficié de l'aide de la Banque nationale du Venezuela, une donation symbolique du capitalisme andin qui se crée peu à peu. Ce plan montre l'hétérogénéité que veut impulser le gouvernement en développant toutes les entreprises du pays. L'État se positionne alors comme médiateur entre les entreprises développées et celles en voie de développement. Si nous regardons le côté négatif de ce plan, la question que l'on pourrait se poser est celle des changements. En effet, cette entraide entre les entreprises s'accompagne automatiquement de changements qu'ils soient financiers ou matériels. Selon la période, l'entente mais encore la production de celles-ci, le plan sera en constante évolution. L'État doit alors faire régner un équilibre entre elles mais aussi veiller à son propre équilibre pour ne pas déstabiliser son économie. Or, nous connaissons l'instabilité politique dont la Bolivie est victime depuis des années c'est donc un risque qu'a pris Evo Morales en mettant ce plan économique de développement en place.

B.3. Les relations internationales

Sur le plan international Evo Morales a su se créer un personnage comme celui du « premier président indigène en Amérique Latine », le « premier président élu par le peuple après les dictatures militaires ». Il est très actif sur la scène internationale notamment aux Nations Unies où il défend avec ferveur la cause environnementale. C'est d'ailleurs grâce à l'un de ces monologues qu'il a prononcé en 2009 qu'il fut connu au niveau international, mais une zone d'ombre est arrivée dans le profil du président soucieux de l'environnement : le conflit du TIPNIS.

Nous pouvons nous en douter, l'un des sujets qui oblige la Bolivie à maintenir par obligation des relations internationales est celui du narcotrafic dont le pays est victime. Les États-Unis sont bien évidemment les principaux intéressés puisque les cartels y livrent la drogue. Ils n'accordent par leur confiance au gouvernement bolivien malgré la diminution drastique de la culture illégale de coca engendrée par des mesures d'éradication des cultures clandestines. Les

États-Unis et l'Union Européenne maintiennent les études sur la culture de cette plante tant controversée et se soutiennent dans certaines conclusions quant à l'incapacité de l'État bolivien à gérer le trafic de drogue. Malgré les tensions avec le géant Américain la Bolivie accepte en 2012 le retour des services diplomatiques de celui-ci dans le pays. L'Union Européenne quant à elle reste une aide non négligeable pour le pays andin. Elle verse des millions d'euros pour la régularisation de la culture de coca mais aussi pour le développement de l'artisanat. Aussi, la Bolivie se rapproche de pays craints par la communauté internationale comme la Russie, Cuba, le Venezuela ou encore l'Iran, des pays qui sont qualifiés de peu fiables pour leurs penchants communistes ou extrémistes.

C. Un gouvernement « progressiste »

L'Amérique Latine a connu un grand virage à gauche au début du XXI^e siècle dû à l'exaspération des peuples durant la période néolibérale que le continent a connu aux alentours des années 1980. De grandes contestations ont eu lieu dans de nombreux pays latino-américains comme le Venezuela, l'Argentine, l'Équateur, le Pérou ou la Bolivie notamment avec les guerres de l'eau et du gaz, ce qui a impulsé le basculement vers la gauche. Ces gouvernements post-néolibéralistes ont un désir de développement et veulent faire en sorte d'améliorer les conditions de vie de leurs peuples. Ils mènent des politiques centrées sur l'éducation, la santé, le logement ou l'alimentation, des politiques sociales qui sont les bienvenues dans ces pays où le néolibéralisme a laissé ses traces sur les économies nationales. À tel point que, comme l'explique Franck Gaudichaud, Massimo Modonesi, Jeffery R. Webber « Dans la gauche marxiste, on a désigné les programmes et les forces sociales et politiques sociaux- démocrates, populistes ou national-populaires qui cherchaient à transformer et réformer le capitalisme ». Le gouvernement de Morales s'inscrit dans ce type de politique, la redistribution des richesses et l'une de ses préoccupations principales. Le MAS est aussi concerné par ce concept car il est fermement anti-impérialiste mais aussi fortement atypique étant donné ses idées et veut alors transformer le capitalisme.

C.1. Le post-néolibéralisme

En Bolivie le néolibéralisme s'est éteint au début du XXI^e siècle, mais l'Amérique en a-t-elle vraiment fini avec lui ? D'après Franck Gaudichaud ce n'est pas possible :

« Le post-néolibéralisme apparaît ainsi souvent en continuité avec des logiques héritées de la période antérieure, les coûts politiques de changement de trajectoire étant supposément trop élevés, ce que les politistes ont pu nommer « path dependence », ce sont les sentiers du productivisme, de la dette externe, de la dérégulation financière et des changements par en haut »¹⁹

Le continent que l'on peut qualifier de laboratoire mondial du néolibéralisme ne peut effectivement en avoir totalement fini avec ce courant politique car s'il n'est certes pas resté très longtemps d'actualité (15 années environ), il a laissé son identité sur la structure d'institutions et de gouvernements qui ne savent fonctionner sans. Par exemple, l'exportation de matières premières est ancrée dans le néolibéralisme, il faut donc accompagner les entreprises pour les former à d'autres systèmes d'exportation. Nous pouvons nous demander aussi si le néolibéralisme n'a pas entraîné le néo-extractivisme qui entre lui aussi dans un principe de globalisation et de capitalisme comme ce que le libéralisme prône dans les années 1980 y compris en Bolivie dans les mines du Potosí par exemple.

Le néo-extractivisme est fonctionnel seulement dans le cadre de la globalisation du monde, et amène l'Amérique latine à une dynamique internationale, il fragmente le territoire par la création ou le maintien d'enclaves d'exploitation ou d'exportation. Le problème avec ce modèle d'extraction c'est qu'il n'est en aucun cas en accord avec la *Pachamama* que prône les dirigeants de plusieurs pays dont la Bolivie. La *Pachamama* repose sur le concept du *Buen Vivir*, lui-même se trouve entre les concepts de *suma qamaña* (Aymara) et de *suma kausay* (Quechua) que l'on retrouve dans la spiritualité indigène. Ils ont des bases solides d'appartenance au « tout ». En effet, le *Buen Vivir* vise une harmonie entre la nature (*Pacha Mama*) et l'être humain, un équilibre entre le matériel et le spirituel. La notion de temps de ce concept n'est pas linéaire « La distinction entre le passé, le présent et le futur n'est qu'une persistante illusion » (Albert Einstein), le temps fait aussi parti de ce « tout ». Cette philosophie accepte la dualité entre le bon et le mauvais pour éviter l'augmentation de conflits. L'adoption du concept du *Buen Vivir* améliorerait une société quand bien même les humains seraient considérés comme alliés de la Mère Terre. Le *Buen Vivir* est donc un concept qu'Evo Morales

¹⁹ GAUDICHAUD, Franck, MODONESI, Massimo et WEBBER, Jeffery R., *Fin de partie ? : Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse, 1998-2018*, Paris, Editions Syllepse, 2020, 190 p., (« Coyoacán »), p 67.

a adopté dans sa politique, mais cette philosophie est très difficile à quantifier. Notre société se base sur des indicateurs comme le PIB pour évaluer la richesse d'un pays mais l'enjeu du *Buen Vivir* dans la politique serait d'évaluer le *buen ser* comme le précise Pablo Solón²⁰ qui est l'essence même de l'être humain. Cette démarche en finirait avec le capital d'un pays et s'intéresserait plutôt à la vie de la population. Cela marque une rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme que connaît trop bien l'Amérique Latine et notamment la Bolivie. La mise en œuvre du *Buen Vivir* est un clin d'œil aux indigènes qui sont les pionniers dans ce domaine mais en acceptant que ce concept soit étatisé c'est aussi rejeter son caractère autonome. Evo Morales – pourtant adepte du concept puisque lui aussi est indigène et adhère à cette idéologie – aurait commis plusieurs erreurs allant à l'encontre de cette philosophie comme l'accueil contesté du Rallye Dakar ou encore le conflit du TIPNIS (dont nous parlerons plus bas). Les mégaprojets d'exploitation des ressources énergétiques que Morales soutient sont aussi à l'opposé de l'idéologie du *Buen Vivir*.

En d'autres termes, la Bolivie adopte ce principe au niveau international mais ne l'applique pas forcément au niveau national, un paradoxe complexe qui portera préjudice au gouvernement Morales. C'est ce que dénoncent Breno Bringel et Alfredo Falero²¹, pour eux le progressisme est la malédiction de l'environnement. Toutefois, chaque pays ayant un gouvernement de gauche a connu une diminution des inégalités. En effet, le retour de l'État dans l'action politique a permis l'investissement d'une grosse partie de la rente extractiviste dans les dépenses publiques au niveau social mais l'extractivisme classique ne reste jamais loin et l'autre partie sert toujours à soutenir l'oligarchie clientéliste.

C.2. L'oligarchie clientéliste

Le concept de l'oligarchie clientélistique se définit selon Jean Leca et Yves Schemeil comme une « alliance dyadique verticale entre deux personnes de statut, de pouvoir et de ressources inégales, dont chacune d'entre elles juge utile d'avoir un allié supérieur ou inférieur à elle-

²⁰ SOLÓN Pablo et MERCKAERT Jean, « Le « buen vivir », une autre vision du monde », *Revue Projet*, N° 362-1, 19 février 2018, p. 66-72.

²¹ BRINGEL, Breno et FALERO, Alfredo, « Movimientos sociales, gobiernos progresistas y estado en América Latina: transiciones, conflictos y mediaciones », *Caderno CRH*, vol. 29 / SPE 03, 2016, p. 27-45.

même »²². Dans les États comme ceux d'Amérique Latine qui ne sont pas stables politiquement, l'oligarchie clientéliste garantit des rapports pacifiques entre différents acteurs politiques. Elle se définit aussi grâce à la sociologie historique. En Amérique Latine elle s'est manifestée en premier lieu à cause d'un changement de régime politique durant les indépendances. Prenons le secteur agricole, les relations clientélistes se sont formées autour d'un petit groupe de propriétaires espagnols et d'un grand groupe de salariés ou de petits producteurs locaux. C'est pareil de nos jours : les grandes entreprises traitent avec des groupes composés de plusieurs petites entreprises²³ et c'est en voie de développement avec le capitalisme andin-amazonien qui est à la limite de ressembler au concept de l'oligarchie clientéliste. Au niveau de la scène politique on la retrouve dans des échanges entre des personnages politiques ou des partis politiques et de gros investisseurs. Ces liens clientélistes engendrent des doutes quant à leur impartialité en matière politique. Ils peuvent être assimilés à de la corruption car ils ont l'habitude de se faire hors État, on peut alors se poser des questions sur leur légitimité.

Dans le pays que nous étudions nous pouvons voir l'oligarchie clientéliste surtout dans le domaine de l'extraction minière. La Bolivie est un pays riche en matières premières et exploite donc son territoire ou plus précisément son sous-sol. En effet, étendu sur 1 098 580 km² l'État plurinational se place derrière le Venezuela en matière de réserves de gaz en Amérique du Sud et est l'un des pays du monde qui détient le plus de minerais, notamment le lithium (35%), le fer, l'étain et le cuivre²⁴. Depuis l'accès au pouvoir de Morales le pays connaît une croissance économique supérieure à 5% en 2015 due à l'investissement public et le taux de pauvreté à presque été réduit de moitié en l'espace de dix années.

Parlons donc d'extractivisme, selon Eduardo Gudynas²⁵ ce concept est une appropriation des ressources naturelles sous trois angles : l'extraction en grande quantité ou à haute intensité, dont la moitié ou plus est exportée aux marchés mondiaux comme matière première ou *commodities*. Evo Morales adapte sa politique aux gouvernements dits « progressistes » ce qui l'amène à

²² LECA, Jean et SCHEMEIL, Yves, « Clientélisme et Patrimonialisme dans le Monde Arabe », *International Political Review*, vol. 4 / 4, 1983, [En ligne : <https://journals.sagepub.com>].

²³ Le commerce équitable est le principal concerné.

²⁴ Données du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères disponibles sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/bolivie/presentation-de-la-bolivie/>

²⁵ GUDYNAS, Eduardo, « Extractivismos y corrupción en América del Sur », *RevIISE*, Vol 10 Año 10, octobre 2017 - mars 2018, Argentine, pp. 73-87, www.reviise.unsj.edu.ar

diriger sa politique industrielle sous le concept néo-extractiviste. Breno Bringel et Alfredo Falero parlent de ce nouveau concept dans leur texte²⁶ :

« el elemento geoeconómico, no siempre analizado con propiedad en el estudio de las relaciones entre movimientos sociales y Estado, desnuda las debilidades de las posibilidades de cambio y refuerza las contradicciones del progresismo, sobretodo de los gobiernos que han apostado por la vía (neo) desarrollista »²⁷

En Bolivie, ce concept se traduit par le renforcement du régime primaire-exportateur et par la redistribution des richesses si chère au président. La politique redistributive du programme *Juancito Pinto* par exemple utilise le « surplus » de revenus d'entreprises comme YPFB (*Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*)²⁸, ENDE ou COMIBOL au profit de la population. Selon Gudynas, l'extractivisme mêlé au progressisme produit alors une sorte de justice sociale et participe à l'apaisement social. Des points de vue opposés existent sur le néo-extractivisme : l'un est pessimiste pensant qu'il met à mal le progressisme, l'autre voit plutôt le côté social se renforcer.

²⁶ BRINGEL, Breno et FALERO, Alfredo, « Movimientos sociales, gobiernos progresistas y estado en América Latina: transiciones, conflictos y mediaciones », *Caderno CRH*, vol. 29 / SPE 03, 2016, p. 27-45.

²⁷ *Idem*, nous traduisons : « l'élément géoéconomique, qui n'est pas toujours bien analysé dans l'étude des relations entre mouvements sociaux et État, met à nu les faiblesses des possibilités de changement et renforce les contradictions du progressisme, surtout des gouvernements qui ont opté pour la voie (neo) développementiste »

²⁸ Privatisée sous la présidence de Gonzalo Sánchez de Lozada en 1996 l'entreprise fut nationalisée par Evo Morales en 2006.

II. LA DESTITUTION D'EVO MORALES

Nous allons maintenant aborder le sujet de la destitution d'Evo Morales. Avant le passage aux urnes une partie du peuple criait à l'utopie éco-socialiste, les opposants à Evo Morales le soupçonnaient de fraude et l'accusaient de dérive autoritaire. Pourtant les chiffres parlent d'eux-mêmes avec de bons résultats économiques tout au long de ses trois mandats en tant que président de la République. Les salaires ont considérablement augmenté, la pauvreté est en nette chute et l'on peut voir une émancipation de la classe moyenne indigène dans les villes. Le pays a changé depuis qu'Evo Morales est au pouvoir. Avant l'élite était blanche et les indigènes étaient marginalisés, maintenant la balance est en train de se faire et le caractère métis du pays est bien mieux accepté.

Mais alors pourquoi Morales a subi une destitution ? Quels sont les intérêts ? Comment le peuple a-t-il vécu le plus long mandat démocratique de Bolivie ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans ce deuxième chapitre en abordant en premier lieu les tensions qui sont apparues sous le gouvernement Morales, ensuite les réactions contrastées que l'on a pu voir durant la période de la destitution, et pour finir nous verrons l'après destitution à savoir la droite au pouvoir.

A. Les tensions durant la gouvernance d'Evo Morales

Durant les 13 années de présidence d'Evo Morales quelques tensions ont vu le jour. Les débuts du président furent bien plus calmes que la fin. Nous pouvons aussi constater que plus les années passaient plus les tensions devenaient importantes. Cette courbe croissante des mouvements sociaux pendant ces trois mandats est notamment due aux contradictions qui se font peu à peu voir dans le discours politique du MAS et de son leader.

A.1. Les organisations sociales tout au long des mandats de Morales et leurs conflits

Les premiers mouvements sociaux ont été plutôt calmes, l'opposition se trouve surtout à l'Est du pays, dans un contexte de refondation du pays. Le régionalisme gagne la région de Santa Cruz. Les principaux partis de cette opposition sont le MNR, l'UN et Podemos, ils forment ensemble une coalition nommée Conseil National pour la Défense de la Démocratie, et

dénoncent un régime totalitaire qui se met en place ainsi que la « marginalisation du parlement »²⁹. Ils demandent aussi l'autonomie de la région, d'autres régions les suivent comme celle du Beni, de Pando et de Tarija. Un référendum a donc été mis en place en 2008 et les résultats parlent d'eux même : dans chaque région plus de 80% des votes sont en faveur de l'autonomie départementale. Pour que le gouvernement respecte les mesures d'autonomie, de petits groupes armés se sont formés et font régner un climat de violence surtout dans la ville de Santa Cruz qui, elle, est en majorité démocrate. Leur but était de faire respecter les grèves aux commerçants qui restaient ouverts mais aussi de persécuter les partisans du MAS. Notons que ces événements se sont déroulés en 2008 et s'ils n'ont pas fait barrage à l'ascension du MAS dans la scène politique, c'est en parti dû au fait que l'électorat du MAS se cantonne en partie dans les classes populaires.

Après la nouvelle Constitution, le MAS pose alors son hégémonie dans le pays et les coalitions opposantes – telles que celles dont nous venons de parler – vont se disloquer par elles-mêmes. Mais une ombre vient au tableau, après cette nouvelle Constitution qui symbolise l'arrêt de la marginalisation des peuples et le respect de la *Pachamama*, un conflit socio-environnemental ravive les tensions. Nous allons bien entendu aborder le sujet du TIPNIS, il est connu car il a eu une résonance mondiale du fait de la contradiction entre les propos et les valeurs de Morales. Depuis la guerre de l'eau (2000) et la guerre du gaz (2003) c'est le conflit environnemental le plus important du début du XXI^e siècle en Bolivie. Après quelques échanges houleux entre le gouvernement Morales et la population en 2010 au sujet de l'augmentation des prix des hydrocarbures le conflit du TIPNIS (*Territorio Indígena y Parque Nacional Isoboro-Sécure*) arriva dans les débats et protestations. Le TIPNIS a un statut double : c'est un territoire indigène et une aire protégée. Cette réserve naturelle s'étend sur 12000 km² et a une biodiversité très variée du fait de ces géodynamiques diverses : zones montagneuses, plaines alluviales et piémont. Dans cette réserve divisée en deux parties, nous retrouvons dans une petite partie au sud les Aymaras et les Quechuas et le reste est habité par trois ethnies : les Yuracarés, les Moxeño-Trinitarios et les Tsimanes. Le projet de route traversant le TIPNIS est dès le début très controversé car les intérêts extractivistes sont grands et ne sont pas en accord avec la

²⁹ LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « Restructuration et diversification de l'opposition politique », in *Le « processus de changement » en Bolivie : La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, (« Travaux et mémoires »), p. 331-342, [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6685>].

Pachamama et le modèle de vie des peuples indigènes y résidant. Le projet est impulsé en 2007 sous prétexte de vouloir désenclaver les territoires isolés. La route devait relier Villa Turani à San Ignacio de Moxos et l'entreprise brésilienne OAS devait se charger de sa construction. Les fonds avaient été accordés au gouvernement par la banque brésilienne de développement. Divisé en trois tronçons c'est du second que la controverse émerge car il passe justement au cœur du TIPNIS. Selon Laetitia Perrier-Bruslé³⁰ le gouvernement trouverait plutôt son intérêt futur dans le contrôle des régions périphériques dans lesquelles il a du mal à s'imposer. Aussi, la construction de cette route permettrait de désengorger le trafic routier de la ville de Santa Cruz car elle relierait les départements de Cochabamba (altiplano andin) et du Béni (bassin amazonien).

Au niveau local, les indigènes aymaras et quechuas subsistent de la culture de coca car la localisation du polygone 7 (leur secteur) est au cœur du piémont andin et des plaines, endroit idéal pour la coca. Pour eux, la construction de cette route engendrerait automatiquement une déforestation et mettrait en péril leurs moyens d'autosubsistance. Sachant que la coca a fait de Morales un leader syndical et que la région voisine est celle du Chapare, la grande productrice de cette plante, on peut se demander si l'intérêt du gouvernement ne serait pas personnel pour favoriser sa région. Au niveau national, cette pose de bitume dans le TIPNIS faciliterait l'extraction minière et pétrolière. En effet, le gouvernement a autorisé les entreprises de YPFB, Petrobras Bolivia et Total Bolivie à exploité la zone du Rio Hondo dans le parc, toujours sous prétexte qu'une partie des fonds serviraient aux politiques sociales. Au niveau international, la route s'inscrit dans le projet d'intégration de l'IIRSA (*Iniciativa para la Integración de la infraestructura Regional de Suramérica*). Ce projet est commandé par le Brésil et regroupe douze pays (dont la Bolivie). Il est surtout bénéfique aux exportations dans les marchés des télécommunications et énergétiques. L'IIRSA fait en sorte que les voies fluviales et terrestres quadrillent l'Amérique du Sud pour qu'en jouissent les secteurs énergétiques, miniers mais aussi agricoles. Nous avons vu précédemment que le tronçon du TIPNIS était financé par le BNDES, l'IIRSA quant à elle est financée par la banque Interaméricaine de Développement et la banque nationale de développement brésilienne (BNDES) aussi. C'est pour cela que l'on peut inscrire le projet de route du TIPNIS dans les projets de l'IIRSA. Ces projets s'inscrivent dans le modèle néo-extractiviste et privilégient l'économie plutôt que l'environnement. De ce fait,

³⁰ PERRIER-BRUSLÉ, Laetitia. « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental ». *EchoGéo*, 26 janvier 2012. <https://doi.org/10.4000/echogeo.12972>.

des marches ont été organisés par deux camps, les opposants au projet de route mais aussi les pro-Morales, majoritairement syndiqués à la COB (Corporación Obrera Boliviana). Cette dualité montre l'enjeu de ce projet aux répercussions nationales puis internationales. Les échos furent mondiaux grâce à la presse ou encore à internet via les réseaux sociaux sur lesquels beaucoup d'utilisateurs ont utilisé le hashtag #Tipnis. Face à cet engouement le gouvernement a tenté de décrédibiliser les ONG et a mis en exergue le développement national de la Bolivie. Le conflit fut d'une telle ampleur que des personnes comme Pablo Solón (ex-ambassadeur de la Bolivie à l'ONU) se sont désolidarisées du président. Le 21 novembre 2011 Morales annule le projet et le 24 la *ley corta* est promulguée, le parc du TIPNIS devient donc intangible.

Ce conflit socio-environnemental bafoue le concept constitutionnel du *Buen Vivir* adopté quelque temps avant en 2009 et pose alors une contradiction dans les propos écologiques du gouvernement. Le conflit découle d'un désir néo-développementaliste, c'est l'un des désaccords entre la population et le président aymara. Il est vrai que ce chef de l'État qui se qualifie comme homme de la terre n'est pas en accord avec les valeurs qu'il prône depuis des années et la forêt amazonienne est fortement impactée. En effet, Morales a mené une redistribution des terres pour les paysans qui avaient du mal à vivre sur l'altiplano, il leur a donc procuré des terres du bassin amazonien où c'est plus fertile. Pour prendre possession de ces terres et les cultiver, les paysans – que ce soit en Bolivie ou dans d'autres pays – utilisent la technique ancestrale du brûlis pour pouvoir débroussailler et par la suite cultiver cette terre. Le problème est que cette technique a été utilisée dans de grandes zones puisque des lois et décrets autorisent cette pratique aux grandes parcelles. La frontière entre la zone agricole et la forêt amazonienne est alors de plus en plus repoussée pour pouvoir cultiver du soja ou y mettre du bétail. La production est considérable, à tel point que ce n'est pas seulement la Bolivie qui en profite, l'exportation est utilisée en masse. Ce sont des pratiques qui s'éloignent du discours du gouvernement à savoir la responsabilité écologique, le respect de la *Pachamama* etc... Cela agace donc peu à peu la population qui se rend compte qu'un tel discours n'était alors qu'un mirage.

Le MAS garde toujours une popularité confortable jusqu'en 2014 lors des élections municipales. Face au MAS se retrouvent des candidats indigènes eux aussi et sans forcément une appartenance à un parti politique. Depuis les conflits socio-environnementaux et donc la prise de conscience du caractère contradictoire du gouvernement, une partie des autochtones se positionnent face à Morales pour souligner leur indépendance. Ils veulent en finir avec l'image

que le monde à d'eux, c'est-à-dire Evo Morales. Son personnage est construit tout autour de ses racines indigènes, son charisme et son éloquence ont fait de lui la représentation de l'indigène bolivien. C'est pour cela que d'autres autochtones se présentent et sous une autre bannière que celle du MAS, ils veulent montrer la pluralité de l'indigène. Evo Morales n'est pas le seul indigène sur la scène politique du pays. Ils veulent faire prendre conscience à la population ainsi qu'aux pays étranger que l'image du parti Mouvement vers le Socialisme comme représentant des paysans et des indigènes est désuète depuis quelques temps. Au niveau des élections nationales l'opposition ne remporte que 3 départements sur 9 et n'arrive toujours pas à stopper l'hégémonie marxiste. Nous entendons alors les opposants au MAS – quelle que soit leur orientation politique – crier au « sectarisme », à l'« autoritarisme », ou à l'« unilatéralisme ». Pour ce qui est des présidentielles, en 2013 l'hypothèse que le président se représente est émise. Le plus haut organe judiciaire de l'État, à savoir la Cour constitutionnelle plurinationale, habilite Evo Morales à se présenter aux prochaines élections de 2014 pour une raison : la constitution a « remis à zéro » le compteur de mandat, son deuxième mandat en tant que président est donc considéré comme le premier. Morales remporte alors haut la main les élections avec 61% des voix en sa faveur.

Les tensions se sont apaisées jusqu'à la demande de candidature aux élections présidentielles de 2016 du président aymara. L'opposition s'agite, un an après les élections présidentielles que Morales a une fois de plus emportées. Il engage un référendum pour changer la constitution et pouvoir se présenter à celles de 2019. La Constitution qu'il a lui-même construit ne permet pas un troisième mandat. La population a voté « non », le président aymara a donc engagé des demandes aux grandes institutions nationales du pays pour pouvoir contourner le référendum qu'il a proposé au peuple. De ce référendum découle la création d'un mouvement appelé 21F qui signifie 21 février, date à laquelle le peuple a voté contre Morales et n'a pas été respecté par celui-ci. Nous reviendrons sur ce mouvement dans les lignes qui suivent car il a joué un rôle important durant les événements de 2019. En 2017, la Cour constitutionnelle plurinationale est de nouveau appelée pour décider du sort de la candidature de Morales. En s'appuyant sur les droits de l'Homme il parvient à convaincre celle-ci pour qu'il puisse se présenter aux élections de 2019. En 2018 c'est le Tribunal suprême électoral qui accepte lui aussi la candidature de l'aymara.

A.2. La campagne électorale en vue d'un quatrième mandat et les événements durant la période de vote

Pour Evo Morales, la course aux élections commence le 18 février 2019 lors des primaires qu'il remporte. L'opposition dénonce des primaires qui sont utiles seulement pour lui donner de la légitimité. Face au président nous retrouvons dans la course à la présidence un pasteur nommé Chi Hyun Chung, Carlos Mesa l'ancien président et enfin Óscar Ortiz le sénateur, tous se situent à droite. Par souci d'accusation de fraude ou autres délits possibles dans une élection le gouvernement en place accepte que l'international puisse observer l'épisode présidentiel durant l'été, saison pendant laquelle la campagne est arrivée à son moment le plus intense. Plusieurs institutions internationales se tournent vers la Bolivie, plus particulièrement l'OEA (l'Organisation des États Américains). En août, des feux de forêt très inquiétants brûlent du côté de l'Amazonie bolivienne et la population soucieuse de l'environnement accuse le gouvernement de davantage se soucier de la campagne de Morales plutôt que des feux qui ravagent l'écosystème de l'Est du pays. María Galindo et son collectif *Mujeres Creando*, et dont nous parlerons dans le troisième chapitre, prennent d'une manière pacifique le *Autoridad de Fiscalización y Control Social de Bosques y Tierra*³¹ pour demander la démission de son président Cliver Rocha ce qu'il fit quelques jours plus tard. Ce désastre devient l'argument principal de l'opposition au gouvernement et l'hashtag #SOSBolivia s'intensifie sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter. C'est Jhanisse Vaca Daza, que nous avons évoqué en introduction, qui prend la tête du mouvement dont l'objectif est de renverser le gouvernement du MAS. Elle dénonce donc une mauvaise gestion des feux de forêt de la part du gouvernement et le soutien de ce dernier au lobby industriel présent dans la région de Santa Cruz. Sur le plan médiatique énormément de désinformation circule à cette période, à tel point qu'un site internet pour vérifier les informations devient de plus en plus utilisé³².

Le 20 octobre 2019 tout s'accélère, c'est le jour du premier tour des présidentielles. Ce serait le quatrième mandat de Morales s'il gagnait et son principal adversaire est Carlos Mesa. Résultat des votes : Mesa 37,8% et 45,7% pour le leader du MAS. Ces résultats obligent les deux adversaires à aller au second tour car en Bolivie il faut 10% de différence entre les

³¹ Autorité de Fiscalisation et de Contrôle Social des Forêts et de la Terre

³² <https://boliviaverifica.bo>

candidats pour être élu au premier tour. Mais durant le premier tour le Tribunal suprême électoral (TSE) suspend le décompte des votes à 20 heures, il reste alors 16,15% des enveloppes à ouvrir. C'est la première observation que fait l'OEA contre le TSE et les doutes concernant une possible fraude commencent à arriver. Le jour qui suit le décompte des votes est à 95,6%, le Tribunal suprême électoral donne 46,86% à Morales et 36,72% à Mesa. Les 10% de différence sont dépassés d'à peine 0,14% mais cela suffit pour éviter un second tour. À cette annonce le « scandale de fraude » comme le clame Mesa fait fureur, il appelle ses partisans à la protestation. De son côté l'OEA ne comprend pas les résultats et le changement de tendance entre le référendum et les élections. Les révoltes commencent alors par l'incendie de trois annexes régionales du Tribunal suprême électoral et par des affrontements avec les forces de l'ordre. Le 22 octobre des marches de protestation et des blocages créent une fois de plus des affrontements avec la police que l'on peut qualifier à partir de maintenant d'émeutes et engendrent beaucoup de blessés. Le 23 octobre le gouvernement propose à l'OEA de recompter les votes pour apaiser les tensions, l'institution accepte pour donner de la transparence à cette affaire. Ce jour-là, Evo Morales qualifie pour la première fois ces accusations de fraude de « coup d'État » et invite ses alliés à protéger la démocratie. Après des jours de manifestation le verdict tombe le 25 octobre, les votes ont été dépouillés dans leur totalité : 10,55% font la différence entre les deux candidats. Evo Morales est officiellement déclaré vainqueur des élections. Mesa refuse le résultat, l'Union Européenne ainsi que Washington recommandent de nouvelles élections amenant obligatoirement au second tour pour un résultat indubitable. Le président aymara qualifie à nouveau les événements de « coup d'État externe et interne ». Cinq jours plus tard, les affrontements font leurs deux premiers morts et les deux partis s'accusent d'exacerber les émeutes, Mesa d'un côté et Álvaro García Linera de l'autre. Début novembre les émeutes sont toujours présentes, le Comité civique de Santa Cruz³³ appelle les forces de l'ordre et l'armée à se positionner du côté du peuple. Le 6 novembre, les affrontements entre les partisans du MAS et les opposants font un troisième mort, Camacho propose alors une lettre de démission à Morales. Deux jours après, la Bolivie subit une vague de mutinerie de la part des forces de l'ordre mais l'envoi de l'armée dans ce conflit n'est pas une option pour le gouvernement à ce moment-là. Quelques figures du MAS ont vu leur maison se faire incendier durant les émeutes. Dans une volonté de calmer le climat de violence dans lequel le pays était plongé, Morales a donc proposé un dialogue ouvert aux figures de l'opposition mais celles-ci n'ont pas accepté. Le matin du 10 novembre l'OEA remet son verdict après le comptage des

³³ Groupe d'extrême droite dont le président est Fernando Camacho figure de l'opposition.

votes qu'elle vient de finir. Morales est bien vainqueur mais elle trouve de « graves » irrégularités dans le dépouillement des votes. À la suite de cette annonce le leader du MAS annonce de nouvelles élections et le changement total de l'organe électoral. Cela ne suffit pas, la Centrale Ouvrière Bolivienne et l'Armée, sous le commandement du chef d'État-major Williams Kaliman, se désolidarisent du président en se positionnant du côté du peuple. Evo Morales n'a plus de soutien, ni le peuple ni l'armée ni la COB ne le soutiennent. Après un appel téléphonique avec son chef de l'État-major dans lequel il lui suggéra de laisser sa place au *Casa Grande del Pueblo* (résidence présidentielle), le chef de l'État démissionna alors et s'exila au Mexique avec quelques figures du MAS et son vice-président Álvaro García Linera.

Illustration 3 : photographie des émeutes du vendredi 15 novembre 2019 à Sacaba



Source : <https://fr.hespress.com/108348-des-tirs-a-balles-reelles-sur-les-pro-morales-en-bolivie-font-cinq-morts.html>

Nous sommes aujourd'hui en mesure de dire que le rapport de l'OEA s'est basé sur « de mauvais modèles statistiques »³⁴. Une étude menée par trois chercheurs étasuniens a prouvé

³⁴ HOUEIX, Romain, « Présidentielle en Bolivie : une étude statistique conteste les accusations de fraude d'Evo Morales », *France 24*, [En ligne : <https://www.france24.com/fr/20200609-bolivie-presidentielle-etude-statistique-conteste-accusation-fraude-evo-morales>].

que le rapport de l'OEA fut faussé. Le rapport de l'institution étant caduque, Morales et le MAS sont innocentés de fraude électorale. D'après ces chercheurs, le rapport bancal que l'OEA a remis au monde entier prouve un coup d'État à l'encontre du gouvernement en place depuis 2005³⁵.

B. Les réactions contrastées après la démission.

Plusieurs acteurs politiques du gouvernement Morales ont démissionné eux aussi, la peur pour leurs familles les y contraint. En effet, la plupart ont reçu des lettres de menace mais certains ont vu leurs maisons incendiées ou pillées dans le cas de celle du président. Dans la liste de succession les personnes ayant démissionnés sont :

- Víctor Borda : président de la Chambre des députés.
- Rubén Medinaceli : premier vice-président de la Chambre des sénateurs
- Adriana Salvatierra : présidente du Sénat, qui elle n'aurait pas pu se rendre à l'Assemblée nationale et n'aurait pas démissionner.
- Álvaro García Linera : vice-président de l'État

C'est donc la sénatrice Jeanine Añez qui est en tête de liste de succession et se proclame présidente par intérim de la Bolivie.

B.1. Une guerre hybride et les institutions internationales (OEA, UE...)

« Le principe est de miner les arrières de l'adversaire par des opérations de subversion à caractère psychologique mais aussi économique et social » voici la définition que donne Élie Tenenbaum³⁶ d'une guerre hybride. Cette définition est certes plus centrée sur l'aspect militaire mais elle peut être mise en relation avec le rôle de l'opposition et des observateurs internationaux. D'après l'article d'un média vénézuélien³⁷ sur lequel nous nous baserons pour étudier la guerre hybride, la destitution d'Evo Morales ressemble fortement à ce concept. En

³⁵ NORMAND, Marie, « À la Une: y a-t-il eu des fraudes lors de la présidentielle en Bolivie? », *RFI*, [En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20200228-%C3%A0-la-une-y-a-t-il-eu-fraudes-lors-la-pr%C3%A9sidentielle-en-bolivie>].

³⁶ TENENBAUM, Élie, « Guerre hybride : concept stratégique ou confusion sémantique ? », *Revue Defense Nationale*, N° 788-3, 2016, p. 31-36.

³⁷ FABIAN GUEVARA, Claudio, « Cinco estrategias de la guerra hibrida en Bolivia », [En ligne : <https://www.telesurtv.net/opinion/Cinco-estrategias-de-la-guerra-hibrida-en-Bolivia-20191113-0009.html>].

effet, c'est une guerre conventionnelle ajoutée à des milices ou au désordre criminel, des appuis médiatiques et des actions diplomatiques. Pour ce média, ce qu'il s'est passé en Bolivie n'est pas une rébellion populaire mais plutôt une agression planifiée. De nos jours, une guerre hybride se traduit par des cyber-attaques, de l'espionnage, de la propagande etc... En Amérique Latine nous avons pu en voir au Venezuela ou au Nicaragua. Dans les événements de 2019 nous avons donc vu le peuple dans la rue qui fut indigné par les résultats. Les partisans du MAS tentaient de lever les blocages pour que le pays retrouve sa vie mais les militants opposants tels que ceux du groupe *Resistencia Cochala* utilisaient de l'eau mélangée à des produits chimiques contre leur épicier, leur mécanicien ou bien peut-être leur voisin. Ces groupes sèment la terreur dans le pays et les mutineries des policiers aggravent les séditions. Ils vont même jusqu'à agresser et piller certains ministres mais de façon simultanée, ce qui désempare le restant des forces de l'ordre. D'autre part, les médias et les réseaux sociaux ont joué un grand rôle. Le progrès technologique engendre de nouvelle forme de guerre, en l'occurrence une guerre hybride dans notre cas. La chaîne de télévision Bolivia TV fut prise d'assaut par les guérilleros on assiste alors à un *black out*, de quoi semer la confusion et une vague de désinformation. C'est en fomentant une sorte d'embargo médiatique que l'opposition a pu manipuler la population contre le gouvernement en place. Cette stratégie de manipulation est typique de la guerre hybride et en découle des cyber-attaques dans les réseaux sociaux. On voit un déferlement de *bots*³⁸, de *trolls*³⁹ qui publient des « mèmes »⁴⁰ en faveur de l'opposition ou encore des activistes qui publient des messages attestant la situation du pays alors qu'en réalité il n'est rien de tout cela. À travers les réseaux sociaux nous pouvons facilement manipuler son auditoire en montrant uniquement ce l'on veut. Au niveau politique la guerre hybride ce voit notamment dans l'accusation de fraude. Cette accusation qui n'est pas fondée devrait plutôt être une suspicion de fraude de la part de l'OEA qui a d'ailleurs réitéré le compte des votes et en vient aux mêmes résultats que le Tribunal suprême électoral. L'OEA dirigée par Luis Almagro, se montre donc hostile au gouvernement bolivien dès le début et agite la population. Son action se fait en trois temps :

1) Elle recommande un second tour.

³⁸ Logiciel opérant de manière automatique.

³⁹ Individu qui publie un contenu qui vise à générer des polémiques.

⁴⁰ Image qui devient virale sur les réseaux sociaux, son but est de faire passer un message tout en amusant son audience. Ces images s'inspirent de l'actualité, de la culture et des codes de réseaux.

2) Elle accuse l'État de « manipulation ».

3) Elle reste ensuite sous silence et ne fait qu'observer la destitution qui en route.

De son côté, Donald Trump se félicite des événements et refuse que les alliés de son pays acceptent le survol de leur territoire de l'avion de Morales en route vers le Mexique. Les différentes figures du gouvernement du MAS sont par la suite criminalisées, certaines sont incarcérées par des accusations une fois de plus sans fondement. Camacho leader de la sédition, promet une chasse aux militants du MAS prouvant encore la guerre hybride que la Bolivie a essuyé. Nous l'aurons compris, ce concept vise à ce qu'un État soit plongé dans le chaos total pour y voir des désaccords au sein du pays et pour que l'international ait une vision trouble des événements. La Bolivie qu'Evo Morales avait remise sur pied et réconciliée avec la fraternité et la solidarité se voit à nouveau divisée.

B.2. Les différents acteurs

Ces émeutes ont donc été divisé en deux camps : les opposants au gouvernement et les pro-Morales. Attardons-nous d'abord sur les militants du MAS et sur ses sympathisants. En 2002, le MAS avait conclu le pacte de l'unité avec différents mouvements et syndicats :

- Le Conseil national des Ayllus et Markas de Qullasuyu (CONAMAQ)
- La Confédération nationale des femmes paysannes indigènes Bartolina Sisa
- La Confédération des peuples indigènes de Bolivie (CIDOB)
- La Confédération syndicale unifiée des travailleurs ruraux de Bolivie (CSUTCB)
- La Confédération syndicale des communautés interculturelles de Bolivie (CSCIB)

Ce pacte fut rompu par certains de ces composants suite au conflit du TIPNIS à savoir le CONAMAQ et la CIDOB. Mais les syndicats restent relativement fidèles à Morales comme la Centrale ouvrière bolivienne, la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie. En octobre 2019, tous ces acteurs ont appelé à manifester pour soutenir Morales et tenté une résistance face aux Comités civiques qui, ils le savaient déjà, essaieraient de renverser le gouvernement. Mais après des années de stabilité politique, l'habitude de manifester n'était plus là, le plan de mobilisation n'était pas fait alors les alliés de Morales se démobilisent peu à peu. De plus, le pacte d'unité avait été mis à mal durant les 13 années de mandat de Morales qui les a délaissés au fil des années.

Comme nous l'avons vu les acteurs principaux dans la violence de la sédition sont les Comités civiques de plusieurs régions. Pour définir ce qu'est un comité civique prenons l'exemple de

celui de Santa Cruz. Il est contrôlé par l'oligarchie de Santa Cruz. Pour y rentrer il faut vivre dans la ville depuis quinze ans et les femmes ne gravissent pas les échelons. Ce comité en question se positionne d'extrême droite et son idéologie se rapproche du nationalisme, du libéralisme économique et du conservatisme. Certaines factions sont indépendantistes, suprématistes blanches et néofascistes. Il a notamment soutenu le coup d'État d'Hugo Banzer et il est soupçonné d'avoir participé au massacre de pro-Morales. Ce sont des groupes que l'on peut qualifier de paramilitaire qui ont semé la terreur durant les émeutes d'octobre et novembre 2019 en Bolivie.

Du côté de l'Union Européenne, elle demande de nouvelles élections présidentielles et déclare dans un texte adopté le 28 novembre 2019 à Strasbourg par le Parlement européen :

« Les actions de la Cour suprême électorale ont suscité des contestations et fait naître des soupçons de fraude non seulement parmi les partisans des candidats de l'opposition, mais aussi parmi les observateurs nationaux et internationaux et la majorité de la communauté internationale ;
[...] que le président Morales s'est publiquement proclamé vainqueur de l'élection, avant même que tous les résultats officiels n'aient été transmis et publiquement annoncés
[...] que le 10 novembre 2019, l'audit de l'OEA a fait apparaître des graves irrégularités et manipulations au cours du scrutin
[...] que Jeanine Añez a signé un décret controversé protégeant les forces armées de toute poursuite pour des actes commis au nom du rétablissement de l'ordre public
[...] que plusieurs démissions ont habilité la deuxième vice-présidente, Jeanine Añez, à assumer la présidence par intérim
[...] dénonce le manque de transparence et de crédibilité des autorités boliviennes ainsi que leur tentative de fraude
[...] soutient pleinement et salue le travail effectué en Bolivie par les observateurs internationaux de l'OEA dans des conditions extrêmement difficiles
[...] salue le rôle de médiatrice joué par l'Union européenne et l'Église catholique, dans les efforts ont contribué à dégager un accord entre les parties en présence sur la tenue d'élections transparentes, inclusives et libres dans les délais prévus et dans le respect de la Constitution bolivienne »⁴¹

Nous comprenons donc que l'Union européenne soutient totalement l'OEA dans ses accusations et condamne tous les actes de Morales y compris le référendum qu'il n'a pas respecté en 2016. Il est important aussi de souligner l'opposition du Venezuela dans le soutien de l'OEA à l'opposition. En effet dans le communiqué de presse de l'OEA du 20 novembre 2019 sur la situation en Bolivie il est écrit :

« Uruguay reitera que la OEA no tiene ninguna legitimidad como tal para reconocer gobiernos y exige que el Secretario General se conduzca con la

⁴¹ https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0077_FR.html

sensatez y la medida que su cargo le imponen. Asimismo, Uruguay reitera su rechazo a la forma en que fue negociada esta resolución, por fuera del Consejo Permanente, en un grupo cerrado al que mi país no fue invitado a participar. Esta lamentable actitud, que parece haberse convertido en una costumbre, continúa perjudicando el funcionamiento de este Consejo Permanente y restándole aún más credibilidad a la ya menguada imagen de esta Organización.

Uruguay hace un llamado a las autoridades de facto bolivianas para que cesen de inmediato la represión indiscriminada contra la población civil y llamen también de inmediato a elecciones libres, transparentes y creíbles, con el acompañamiento de organizaciones e instituciones confiables, como las Naciones Unidas o la Unión Europea. »^{42,43}

Le Venezuela se positionne alors contre la répression que l'OEA impose à la Bolivie et admet une meilleure gestion de la crise de la part de l'Union européenne et des Nations unies qui d'après le Venezuela sont mieux qualifiés pour gérer les futures élections, il se désolidarise alors de l'Organisation des États américains.

C. La droite au pouvoir

Nous l'avons vu c'est la droite qui accède au pouvoir après des démissions pour le moins douteuses. Jeanine Añez est attachée au parti Mouvement démocrate social quand elle a pris ses fonctions en tant que présidente par intérim. C'est un parti qui prend ses racines à Santa Cruz dans l'idéologie du conservatisme social il se positionne donc de droite, centre-droit. Durant ses fonctions en tant que vice-présidente de la Chambre des sénateurs Añez se fait remarquer par son engagement dans la lutte féministe mais aussi par ses attaques envers les indigènes. Elle qualifie notamment Morales de « pauvre indien accroché au pouvoir ».

Illustration 4 : investiture de la présidente par intérim Jeanine Añez

⁴² https://www.oas.org/es/centro_noticias/comunicado_prensa.asp?sCodigo=D-025/19

⁴³ *Idem*, nous traduisons : L'Uruguay réaffirme que l'OEA n'a aucune légitimité en tant que telle pour reconnaître des gouvernements et exige que le Secrétaire général fasse preuve de la sagesse et de la retenue que sa charge lui impose. De même, l'Uruguay réitère son rejet de la manière dont cette résolution a été négociée, en dehors du Conseil permanent, dans un groupe fermé auquel mon pays n'a pas été invité à participer. Cette attitude regrettable, qui semble être devenue une habitude, continue de nuire au fonctionnement de ce Conseil permanent et de saper encore davantage la crédibilité de l'image déjà ternie de cette Organisation.

L'Uruguay lance un appel aux autorités de facto boliviennes pour qu'elles cessent immédiatement la répression aveugle contre la population civile et appellent immédiatement à des élections libres, transparentes et crédibles ; avec l'accompagnement d'organisations et d'institutions fiables, comme les Nations unies ou l'Union européenne.



Source : <https://www.elciudadano.com/fr/jeanine-anez-paiera-t-elle-les-commis-par-sa-dictature-en-bolivie/12/08/>

C.1. Jeanine Añez et les opposants au MAS-IPSP

Le 12 novembre 2019 une séance parlementaire est organisée mais le nombre de parlementaires suffisants à la tenue de cette séance n'est pas atteint (les parlementaires du MAS ne pouvant pas s'y rendre par peur pour leur sécurité), alors comme la Constitution le prévoit la séance est annulée. C'est ensuite que Jeanine Añez se proclame présidente de l'État plurinational de Bolivie. Mais des spécialistes en droit constitutionnel s'accordent à dire que l'élection aurait dû être effectuée par l'ensemble des chambres parlementaires au lieu de s'appuyer, comme l'a fait le Tribunal constitutionnel plurinational, sur la jurisprudence de 2001 effective sur la démission de Banzer.

Jeanine Añez annonce ensuite la couleur de sa politique : des élections seront tenues quand toutes les conditions seront réunies, des serments prêtés sur la Bible (alors que le pays est laïc depuis la présidence de Morales), les langues indigènes supprimées à la télévision. Son gouvernement dépose une plainte contre Evo Morales pour « sédition » et « terrorisme » ainsi qu'il engage 600 enquêtes de corruption qui vise l'ancien gouvernement et certains

fonctionnaires d'entreprises publiques. Sa politique étrangère est elle aussi menée pour détruire la politique qu'a menée l'ancien président aymara. Elle ne veut plus que la Bolivie entretienne de relation avec le Venezuela qui s'était opposé à l'OEA durant la destitution. Elle en va jusqu'à expulser toutes personnes travaillant à l'ambassade du Venezuela. Idem pour Cuba, elle rompt les relations diplomatiques avec le pays et invite la coopération médicale cubaine à quitter le pays. Elle envoie un ambassadeur à Washington où il n'y en avait pas depuis 2009. Elle déclare aussi d'avoir dans sa ligne de mire la chargée d'affaire d'Espagne et l'ambassadrice du Mexique, les deux pays ont tous deux protégés de près ou de loin Morales. Aussi elle soutient la réélection de Luis Almagros pour la présidence de l'OEA. À la suite de cette série de mesures, la présidente par intérim est accusée en septembre 2020 de « persécutions politiques » à l'encontre de son prédécesseur par l'organisation non gouvernementale internationale *Human Right Watch*.

Comme nous avons pu le lire dans la déclaration de l'Union européenne, Jeanine Añez protège tous les actes que les forces armées ont pu effectuer pour rétablir l'ordre dans le pays. Les forces armées sont impliqués dans des « massacres »⁴⁴ dans les villes de Sacaba et de Senkata aux dates du 15 et du 19 novembre 2019, quelques jours seulement après l'investiture d'Añez. Une vingtaine de personnes ont été assassinées et un peu plus de cent manifestants blessés. D'après le gouvernement les manifestants sont en cause et se sont « entre-tués » selon le ministre de l'intérieur du gouvernement de transition. Ces massacres qui ont eu lieu dans deux villes différentes font suite aux émeutes qui duraient depuis déjà quelques semaines. Les personnes décédées étaient des manifestants qui protestaient contre l'arrivée au pouvoir de la droite et la démission forcée de leur président.

En termes de politique intérieure, le social est loin d'être la priorité de la président Jeanine Añez. Elle favorise le développement des grandes entreprises du pays en réduisant leurs impôts, soutient la déforestation pour obtenir une meilleure production agricole et autorise la culture d'organismes génétiquement modifiés. Aussi, elle élève les intérêts bancaires au peuple tandis que, pendant la crise du Covid-19, elle prélève 600 millions de dollars des fonds publics qu'elle

⁴⁴ MONTOYA, Angeline, « Un an après, les massacres de Sacaba et Senkata restent impunis en Bolivie », *Le Monde.fr*, 19 novembre 2020, [En ligne : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/19/un-an-apres-les-massacres-de-sacaba-et-senkata-restent-impunis-en-bolivie_6060367_3210.html].

met au profit des grandes entreprises privées de Santa Cruz⁴⁵. d'un collectif d'universitaire publiée dans le journal *Libération* (tendance politique de gauche), la crise de la pandémie du Covid-19 a été très mal gérée par le gouvernement de transition. En effet, des respirateurs inutilisables et hors de prix ont été achetés et un prêt du FMI de plus de centaines de millions de dollars a été demandé et accordé sans en informer l'Assemblée. Plus Jeanine Añez reste au pouvoir plus les cas de corruptions ou de détournements de fonds se multiplient. Les élections prévues début 2020 n'ont pas eu lieu en raison de la crise sanitaire et ont été reporté au 18 octobre de la même année. Toujours durant la pandémie Añez interdit le rapatriement des Boliviens qui se trouvent sur le sol chilien.

Illustration 5 : Portrait du président Luis Arce



Source : https://cepei.org/en/country_profile/bolivia-2/

Un mois avant les élections, Añez abandonne sa candidature aux présidentielles. L'élection du 18 octobre 2020 a marqué le retour du MAS au pouvoir avec plus de la moitié des votes en sa faveur. C'est donc Luis Alberto Arce Catacora (ancien ministre des finances sous Morales) qui devient chef de l'État le 8 novembre. En mars 2021, la justice lance un mandat d'arrêt à

⁴⁵ UN COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, « Elections en Bolivie : l'enjeu de la démocratie », *Libération*, 16 octobre 2020, [En ligne : https://www.liberation.fr/debats/2020/10/16/elections-en-bolivia-l-enjeu-de-la-democratie_1802542/].

l'encontre de Jeanine Añez pour terrorisme et sédition durant les événements de 2019. La justice l'accuse quelques jours après de désinformation à propos de la pandémie et de grave faute économique. Le 20 mars son incarcération est prolongée de six mois et le 4 août ce sont six mois de plus qui lui sont incombés. Le 21 août 2021 après une expertise de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme la justice décide d'accuser l'ancienne présidente par intérim de « génocide » pour le massacre de vingt manifestants lors des émeutes de novembre 2019. Mais le nouveau gouvernement n'a que les un tiers du législatif, nous verrons donc dans le futur si ce procès aura lieu ou non.

C.2. La réaction du peuple

À l'annonce d'une possible fraude dans le dépouillement des votes le peuple s'est rassemblé pour s'opposer à Morales. La population révoltée à l'idée de fraude l'accuse de caudillisme. Cette notion s'applique aux gouvernements du XIX^e siècle en Amérique Latine qui exercent une politique autoritaire avec un chef de l'État qui s'accroche à son trône. À ce peuple qui s'indigne pour un soupçon de fraude et qui se range du côté de Mesa s'ajoute aussi la droite blanche catholique – notamment de Santa Cruz – on trouve donc toutes classes rassemblées en un mouvement qui s'oppose au président. Cette coalition a fait naître des relations interclasses surprenantes, l'élite blanche était unie avec la classe métisse populaire ou moyenne par exemple. La droite radicale en a alors profité pour s'imposer dans ce mouvement et demander la démission de l'indigène au pouvoir. L'extrême droite n'a pas su allier la plurinationalité du mouvement à sa cause. En effet, durant cette sédition des manifestants appartenant à l'ultra droite ont brûlé des wiphalas qui symbolisent le peuple aymara, un emblème de la nouvelle Constitution qui reconnaît la multiculturalité de son peuple. Ainsi, les débuts d'émeutes ont créé une alliance inattendue jusqu'aux débordements de l'ultra-droite qui s'est révélée raciste. Aux prémices des événements on trouve alors d'un côté une révolte démocratique et de l'autre des partisans du gouvernement du MAS qui scandent un coup d'État. Quand l'extrême droite a pris le dessus, le pays a assisté à une persécution des indigènes. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des femmes qui portent le code vestimentaire indigène se faire agresser violemment par la droite radicale présente dans la rue. On assiste donc à l'explosion de la coalition, la droite s'approprie la révolte démocratique pour avoir une meilleure légitimité et ne pas être accusée de coup d'État. Mais derrière les caméras c'est un tout autre scénario qui était en train de se passer. Le racisme prend d'énormes proportions, toutes les personnes qui étaient contre la nouvelle Constitution profitent de la sédition pour persécuter des êtres humains

qu'ils qualifient de « faibles » ou de « dégénérés ». Les émeutes prennent alors une autre tournure : les opposants au coup d'État et à l'extrême droite contre la droite luttant pour une révolte démocratique avec ses Comités civiques. Beaucoup de personnes se rallient au mouvement du multimilliardaire Luis Fernando Camacho, qui avait d'ailleurs été impliqué dans l'affaire des *Panama Papers*, un mouvement paramilitaire qui tenta plusieurs fois d'assassiner Evo Morales et qui est soupçonné du meurtre de nombreux indigènes en 2008.

De plus, nous ne devons pas omettre de préciser que les personnes ayant barré les rues et bloqué le pays pendant quelques jours sont essentiellement des personnes de classe moyenne habitant en ville et ayant les ressources nécessaires pour organiser un mouvement social. C'est une population qui peut se passer de quelques jours de travail, qui n'a pas besoin de se déplacer longuement pour atteindre les lieux de barrage. Une population sans antécédents majeurs avec laquelle la police peut s'identifier et n'a jamais eu de vrai problème. Pour ce qui est des partisans de Morales ce sont pour la plupart des paysans, son fidèle électorat. Ils agissent alors quelque peu en ville mais la majorité de leurs actions s'effectuent à la campagne. C'est une classe populaire qui elle ne peut pas se permettre de rater une journée de travail et le transport jusqu'aux grandes villes est compliqué pour ceux de l'altiplano par exemple. Après l'investiture de Jeanine Añez, cette partie du peuple dénonce la radicalisation des militaires. D'après leurs dires, les militaires les auraient menacés de les tuer pour le simple fait qu'ils sont indiens⁴⁶.

La réaction du peuple est très contrastée à la fin de l'année 2019. L'ultra-droite a réussi à déstabiliser tout le pays, et la population qui se positionnait contre la fraude électorale ne sait plus où se positionner à cause de la reprise du mouvement par l'extrême droite. Les pro-Morales quant à eux attendent impatiemment de nouvelles élections. L'attente a porté ses fruits pour les partisans du MAS. Les élections de 2020 ont donné leur vainqueur : Luis Arce. Le retour du MAS au pouvoir n'est pas anodin, la population a bien vu la machination de la droite pour renverser Morales. Un débat reste quand même toujours ouvert : l'appellation du renversement de Morales. Entre « coup d'État », simple « démission », « démission forcée » ou bien « destitution », le débat n'en finit pas d'être alimenté par le peuple, les médias, les politiques, et même l'international.

⁴⁶ MONGIS, Baptiste, « Bolivie : la chute, le peuple, le sang et le brouillard », *LVSL*, 6 décembre 2019, [En ligne : <https://lvsl.fr/bolivie-la-chute-le-peuple-le-sang-et-le-brouillard/#sdfootnote25sym>].

III. ÉTUDE DE CAS

Cette étude de cas était initialement prévue sous la forme de plusieurs entretiens semi-directifs. Les personnes ciblées par ces entretiens étaient Pablo Solón et María Galindo. Malheureusement après plusieurs demandes par courrier électronique et par les réseaux sociaux ce projet n'a pas abouti. Néanmoins nous allons quand même analyser le discours de ces deux acteurs politiques de la Bolivie mais aussi celui d'Álvaro García Linera. Pour ce faire, nous allons nous appuyer d'un corpus de textes écrits ou récités par eux-mêmes dans lesquels ils abordent le sujet de la démission d'Evo Morales. Une analyse de discours est une articulation entre différents domaines tel que la science politique, l'histoire ou la sociologie. Il faut donc prendre en compte le lien entre le texte et le contexte social. Le choix de ces trois personnes politiques n'est pas anodin, chacun a son propre point de vue et tous sont très différents, entre le point de vue d'un vice-président, celui d'un écologiste et celui d'une féministe nous tenterons de faire un panorama du discours des intellectuels boliviens au moment des élections présidentielles de 2019. Nous verrons donc leur point de divergence mais aussi leur point d'accord. Nous aurons une approche descriptive en analysant leur discours un par un et ensuite une approche critique pour révéler les limites et les contraintes de leurs opinions pour tenter de faire émerger de nouveaux éléments. Nous l'aurons compris chaque partie de ce chapitre sera dédiée à l'étude du discours d'un de nos acteurs politiques pour conserver une méthode d'analyse synthétique et ensuite nous amènerons une analyse critique avec une méthode analytique pour pouvoir effectuer une comparaison entre nos trois personnages politiques. Il convient de préciser que ce n'est plus une approche sociologique qui est en œuvre dans ce chapitre mais une analyse de discours. Les sources proviennent de journaux ou de blogs ce ne sont donc pas des sources neutres. Pour certains, les questions sont orientées dans la direction politique de la ligne éditoriale et pour d'autre ce sont des blogs dans lesquels les acteurs politiques étudiés publient eux-mêmes.

A. Un vice-président destitué

Álvaro García Linera fut, sous les quatre mandats de Morales, le vice-président de la Bolivie. Outre ses fonctions étatiques, cet homme est aussi un intellectuel qui enseigne la sociologie, les sciences de la communication et la science politique à l'université. Ses premières années d'engagement politique furent marquées par son engagement dans l'Armée guérillera Túpak

Katari qui lui a valu cinq ans de prison. Sa participation à la guérilla vient de ses convictions : la lutte armée pour une ascension au pouvoir et l'indianisme comme politique sociale. Les années libérales ont poussé le futur vice-président à s'engager dans la cause contre l'hégémonie blanche élitiste et coloniale. Après sa sortie de prison il enquête sur la COB et l'échec du mouvement fédérateur qu'était ce syndicat. Il se positionne alors comme allié au mouvement ouvrier et au mouvement indigène tout en gardant son idéologie marxiste et léniniste. Il devient alors une figure importante pour le peuple indigène, durant son engagement dans la guérilla, García Linera se faisait appeler « Qhananchiri » qui signifie en aymara « celui qui apporte la vérité »⁴⁷. Pour les indigènes le guérillero était un savant qui portait leur cause sur la scène politique nationale.

Illustration 6 : Evo Morales et Álvaro García Linera en 2005 au journal El Potosí



Source : https://es.wikipedia.org/wiki/Alvaro_Garc%C3%ADa_Linera#Controversias

Lors de la guerre de l'eau qui se déroula dans sa ville natale Cochabamba, l'intellectuel s'indigne et observe avec attention le mouvement social qui est en train de se produire. Il est notamment fasciné par les *cocaleros* qui étaient moins concernés par cette guerre que les habitants de Cochabamba mais qui par ailleurs les accompagnaient au pied de guerre par solidarité. C'est alors qu'il fit la rencontre de Morales et adhère à l'idéologie du MAS. Quelques temps après il devient une personne médiatisée par sa participation à une émission de télévision. Dans ce *talk-show* il analyse les temps libéraux et coloniaux de la Bolivie, la portée de cette émission est telle qu'il s'impose comme un personnage politique capable d'accéder au sommet de l'État pour la plupart des téléspectateurs, une aubaine pour le MAS. García Linera a réussi à

⁴⁷ ALVIZURI, Verushka, « L'intelligentsia aymara », in *Le savant, le militant et l'Aymara*, Armand Colin, Paris, 2012, (« Recherches »), p. 173-200, [En ligne : <https://www.cairn.info/le-savant-le-militant-et-l-aymara--9782200277246-page-173.htm>].

rassembler le peuple autour de Morales et rend alors la gauche indigène légitime d'ascension politique. Il est aussi la figure politique à laquelle la classe moyenne urbaine adhère, il n'est pas la réincarnation de l'Inca mais un savant auquel elle peut se fier. Le duo Morales et García Linera est donc complémentaire, l'un est la figure à laquelle la classe populaire indigène, paysanne et ouvrière peut s'identifier et l'autre est un intellectuel et sociologue soucieux de l'aspect social et économique de son pays, c'est en perspective un gouvernement « unissant poncho et cravate »⁴⁸. De ce fait, c'est une victoire écrasante pour le duo lors des élections de 2005. Le vice-président incarne le personnage du savant dans le gouvernement et personne n'ose se confronter à lui, son éloquence est une aide indéniable au gouvernement du MAS. C'est aussi lui qui divise le pays en deux camps distincts : l'oligarchie blanche, créole et yankee d'un côté et les adhérents aux mouvements sociaux, les indigènes et le peuple de l'autre⁴⁹. Durant sa vice-présidence il encadre pendant 13 années le chemin politique du MAS à travers des réflexions théoriques et académiques et incarne l'idéologie marxiste du gouvernement.

Durant la sédition de 2019 Álvaro García Linera a lui aussi été persécuté par les manifestants s'opposant au gouvernement du MAS. Il a même vu sa bibliothèque contenant approximativement 10 000 ouvrages ravagées et sa maison pillée par l'extrême-droite. Il a donc suivi la décision de Morales pour démissionner et s'est exilé en Argentine où il a par la suite enseigné à l'Université de Buenos Aires. Mais alors que pense cet homme politique et intellectuel de sa politique et des événements de 2019 ? Pour y répondre nous allons analyser son discours à travers une rencontre retranscrite par la revue *Ballast*^{50,51} qui est disponible en annexe.

Cet entretien est divisé en deux parties distinctes, une partie sur l'idéologie et une autre sur les événements de 2019. Dans la partie idéologique Álvaro García Linera commence le dialogue

⁴⁸ DO ALTO, Hervé et STEFANONI, Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, 2008, 114 p.

⁴⁹ MAZÓN, Mauricio, « Álvaro García Linera : Portrait d'un idéologue bolivien », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 3 / 98, 2015, p. 59-79, [En ligne : https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2015-3-page-59.htm?try_download=1#no13].

⁵⁰ LINERA, Alvaro Garcia, « Álvaro García Linera », *Ballast*, N° 11, juin 2021, p. 43-57, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-ballast-2021-1-page-43.htm>].

⁵¹ Politique socialiste et anticapitaliste franco-belge, la revue quotidienne *Ballast* se revendique communiste libertaire animée par des bénévoles depuis 2014.

en posant dès le début son combat actuel : « l'émancipation des indigènes articulée avec le mouvements ouvrier ». L'ancien vice-président de la Bolivie lutte toujours pour l'émancipation et les droits des minorités qu'il nomme les « subalternes ». À propos de l'EGTK, pour le sociologue cette guérilla fut mise en place à cause d'un système démocratique qui ne fonctionnait pas. Le peuple a donc été contraint à prendre les armes pour se faire entendre et défendre des convictions qui lui semblaient louables et légitimes. Les inspirations de cet intellectuel sont en majorité des lectures françaises comme Foucault ou bien Bourdieu. Mais il met en garde que ce sont des « penseurs » étudiant et écrivant durant des « moments de stabilisations », ils analysent donc des situations bien plus faciles que s'ils avaient vécu des moments d'instabilité. Ces propos montrent donc qu'il prend un certain recul durant la lecture de ses penseurs, la Bolivie étant trop instable il ne s'identifie pas à eux et n'assimile pas tous leurs propos. Néanmoins, il s'identifie à Robespierre car il incarne l'accord avec ses valeurs ce qui est très important pour García Linera qui est d'ailleurs appelé le Robespierre d'Amérique latine.

En ce qui concerne le sujet des révolutions, Álvaro García Linera a une idée tranchée. Pour lui elles découlent d'une rupture entre le social et le gouvernement. De ce fait, la population n'accepte pas la rupture et s'engage alors dans une révolte. Dans une démocratie l'élection d'un gouvernement est comme un pacte fait entre le peuple et l'État. Si celui-ci est rompu alors la population s'indigne et en découle alors une révolution. Pour l'ex-vice-président, c'est à ce moment précis qu'il faut unifier les forces du peuple pour réinventer la société. Comme le précise le/la journaliste dans sa question, l'intellectuel bolivien parle de vagues en analysant les mouvements sociaux. Ces vagues sont des « moments de flux et de reflux », on ne s'attend jamais vraiment à des révolutions, elles sont en général imprévisibles. Malgré son statut d'intellectuel et son ancien poste en tant que professeur d'université l'indianiste souligne le fait que même les universitaires ou les politiques ne peuvent prévoir une révolution. Comme la plupart du temps elles sont marquées par des défaites, les États s'en préoccupent de moins en moins mais attention, les échecs peuvent devenir une force et une obstination.

Aussi, García Linera pourrait faire partie des personnes engagées dans les mouvements altermondialistes alternatifs avec ses idées propres, mais là encore il a un avis très tranché. Pour lui, aucune personne ne peut sortir de l'État et toute personne est dépendante à sa manière de celui-ci. Comme l'État s'approprie une culture, tout être humain est dépendant de son État, rien qu'avec la langue parlée par exemple ou bien l'emprunt de route. L'intellectuel fait attention

de ne pas faire un amalgame que le marxisme, lui, fait : « l'État n'est pas qu'un outil à la disposition de ses dirigeants » pour lui c'est une vision erronée du « marxisme vulgaire ». À la question sur l'État centralisateur il répond que pour qu'un changement important soit fait il faut « dépasser les revendications sectorielles », en d'autres termes il faut que les forces syndicales et ouvrières s'unissent pour être plus fortes. Álvaro García Linera s'inspire de Gramsci⁵² sur la théorie de la révolte sociale qui serait pour ce dernier la métaphore théâtrale de la « Catharsis »⁵³. En d'autres termes, les ouvriers pensent que sans eux il n'y a pas de production, donc pas de ressources. Dans ce cas, s'ils s'unissaient ils pourraient changer beaucoup de choses. L'État joue donc un rôle régulateur dans la société ouvrière. Quand les forces populaires dépassent les revendications sectorielles, une interconnexion se crée avec des communautés mais cela engendre toujours l'apparition d'un État avec son oligarchie et sa bureaucratie permanente. Le communisme s'est approprié cette pensée afin de faire face à l'oligarchie étatique, de ce fait aux gouvernements. Ce n'est pas une idéologie anti-État mais plutôt une autre manière de gouverner à la façon des communautés agricoles, mais les limites arrivent lorsqu'il s'agit des financements. En effet, les ONG monopolisent « le commun transnational associatif » et s'approprient elles aussi l'expérience. Ce processus est obligatoirement lié à la partie marginalisée de la population, la plupart étant le prolétariat des usines. Ce qui explique les erreurs du Marxisme qui en a sous-estimé la réalité sociale. L'originalité sud-américaine est que la subalternité se compose de plusieurs caractéristiques comme le métissage et l'indigénisme devant s'articuler au monde ouvrier.

Au sujet du Tipnis, l'ancien vice-président de l'État plurinational de Bolivie confesse sa responsabilité dans ce conflit socio-environnemental mais déculpabilise sous prétexte que les deux communautés Aymaras et Quechuas « sont très politisés », elles attirent alors les médias du monde entier. Ce qui a fait prendre à ce conflit d'énormes proportions. Quant à la cooptation⁵⁴ des leaders syndicaux, l'intellectuel est en mésentente avec ce concept qu'il associe à l'aristocratie moderne et favorise les relations entre classe privilégiés. De ce fait, les subalternes adoptent un nouveau mode d'élections, ils votent dès à présent en faveur de leurs catégories sociales. C'est un désastre pour la bureaucratie étatique ou encore la droite radicale comme celle de Camacho ayant « une conception fossilisée de la démocratie », ils enrôlent alors

⁵² Philosophe, écrivain et théoricien politique italien.

⁵³ Le fait de rejeter une identification et de se mettre à distance de la situation

⁵⁴ Mode de désignation où le leader choisit son remplaçant

la classe populaire souhaitant adhérer à leurs idéologies. La bureaucratisation augmente ainsi que les inégalités entre les dirigeants et le peuple.

Par rapport aux événements de 2019 Álvaro García Linera emploie le terme de « coup d'État » et tient le même discours que Morales. Pour lui, c'est un concours de circonstances ajouté à une lassitude d'une partie du peuple. Certains se sont indignés de l'augmentation des revenus pour les indigènes par exemple. La faute de l'État dans cette sédition est la sous-estimation du désir de l'identité blanche. C'était un capital ethnique et économique selon le sociologue qui a aidé à l'ascension sociale mais qui ne l'est plus. Durant les émeutes, la régulation du conflit fut impossible par les mutineries survenues au sein de la police et des armées il ne restait donc que deux alternatives pour Morales et son vice-président : se positionner dans un conflit armé ou se retirer. Leurs choix de la démission fut louable car ils ont évité de nombreux décès. La sédition a montré un fascisme (d'après Álvaro García Linera) croissant. En reprenant les termes employés par les fascistes, le sociologue utilise les mots « non humain » et « non digne d'exister » pour qualifier les indigènes. Il précise aussi que certains ministres se sont positionnés du côté de l'ultra droite en disant « nous ne sommes pas du MAS, nous avons la peau blanche et la peau bleue ». L'ancien professeur des universités a aussi été très étonné en voyant le centre politique qui incarne la stabilité d'un pays se plier aux « pustchistes ».

B. Pablo Solón, la vision d'un écologiste

Illustration 7 : portrait de Pablo Solón



Source : https://www.revue-projet.com/auteur_revue/pablo-solon/6953

De son vrai nom Pablo Solón Romero est le fils d'un célèbre peintre de fresque murale Walter Solón Romero Gonzáles. Il est tout d'abord ouvrier et militant, il s'engage dans la lutte pour les

indigènes, pour les droits de l'Homme ainsi que dans des organisations culturelles, en découle donc une adhésion au MAS. Il entra alors dans l'administration de Morales et sous son premier mandat Solón fut en 2006 délégué de Comité de réflexion stratégique pour l'Intégration de l'Amérique du Sud. Ensuite il fut pendant deux années consécutives Secrétaire de l'Union de Nations Sud-Américaines (UNASUR). Quelques temps après il fut nommé ministre du Commerce extérieur et pour finir ambassadeur à l'Organisation des Nations Unies. C'est à ce dernier poste dans le gouvernement Morales que Solón a fait ses preuves à l'international, c'est lui qui a impulsé la journée internationale de la Terre mère et qui a promis des droits aux indigènes et l'accès à l'eau. La dernière année où il fut en poste au gouvernement il se rendit à la conférence climatique de Durban, il a exposé sa thèse dans laquelle il explique les limites d'économie verte.

Il se retire de la scène politique après un désaccord avec le gouvernement bolivien à savoir : le conflit socio-environnemental du TIPNIS. Il devient alors en fervent défenseur de la *Pamama* et propage son concept du *Buen Vivir* un maximum au cours d'événements comme l'Université d'été d'Attac-France⁵⁵ par exemple. Pablo Solón a aussi créé la Fondation Solón en mémoire à son père et en fait une fondation des science sociales de l'art. Sur le site internet de celle-ci Solón alimente quotidienne la rubrique d'information. On trouve alors sa « Lettre ouverte au Mouvement Alter Mondialiste sur la situation en Bolivie » et nous allons l'étudier. La question de neutralité ne se pose pas dans ces circonstances car la lettre fut écrite de son propre chef et sur son propre site internet, Pablo Solón est de cette manière libre d'idée.

Il commence sa lettre ouverte pas « mes chers amis », Solón est très proche de sa communauté il engage alors un ton calme qu'il continue dans le premier paragraphe où il explique la raison de cette lettre ouverte. Dans le second paragraphe nous lisons « je suis très désolé de vous dire que cette affirmation d'Evo Morales est complètement fausse » des mots surprenants quand on a l'habitude de lire dans les médias « coup d'État », « destitution forcée », etc... L'écologiste se positionne contre son gouvernement pour lequel il était en poste pendant quelques années. Pour décrire la sédition il emploi les termes « radicalisation » et « convulsion sociale », ces mots ne sont pas anodins, pour en arriver là il faut qu'une brèche soit installée depuis déjà quelques temps. Solón remet en question la théorie qu'utilise le MAS pour désigner ses

⁵⁵ Organisation altermondialiste signifiant : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne.

opposants « l'Impérialisme Américain » « le candidat Carlos Mesa » et se questionne si ce n'est pas plutôt le côté « mauvais perdant » de Morales qui a conduit à ses affrontements.

Sur le ton de l'humour, l'altermondialiste se moque du président en évoquant l'affaire Zapata qu'il qualifie de « rocambolesque » et « digne d'une « telenovela » mexicaine ». Zapata serait l'ex-petite amie de Morales. Sans diplôme elle devient en 2013 la directrice de la société de travaux public CAMC de la Chine et négocie des contrats de millions d'euros avec l'État bolivien. Evo Morales nie le fait qu'ils se soient vus après qu'elle a accédé à ce poste d'influence mais des preuves montrent qu'ils auraient eu un fils ensemble. D'après lui il serait mort à la naissance et des photos du couple datant de 2014 circulent. Cette affaire est le premier cas de trafic d'influence pour Morales et il soutient que cette histoire a affecté le vote des citoyens au referendum de 2016.

Toujours sur un ton ironique Pablo Solón commence à expliquer l'ascension de Morales et García Linera au pouvoir. Pour lui, la décision du Tribunal Constitutionnel en 2017 « bafoués au passage les articles de la Constitution », il va plus loin en disant que les primaires sont un « fiasco » et sont « boudées par la population ». L'écologiste révèle une nouvelle problématique dans ces élections, l'arrivée d'un nouveau candidat (du parti de la Démocratie chrétienne) deux mois avant les élections alors que la loi l'interdit. En expliquant la campagne d'Evo Morales, Solón souligne que le président n'avait pas d'autre stratégie que de rallier à sa cause les fonctionnaires. Mais Morales ne l'aurait pas fait de la bonne manière. D'après l'intellectuel, certains fonctionnaires auraient été contraints à assister la campagne « sous peine de licenciement ». L'altermondialiste aborde ensuite la chronologie des événements de 2019, le ton de l'humour est toujours présent et il nous fait comprendre la position de l'intellectuel quant à la suspension du dépouillement dans la phrase « 22 heures après le début de la panne, le système reprend et... surprise ! Le compte est maintenant à 96% et Evo obtient de justesse le 10.11% ». Pour Pablo Solón cette sédition n'a pas engendré une démission forcée mais elle a été engendrée par une « élection forcée » et il ne nie pas l'implication des États-Unis (« l'Ambassade des États-Unis est certainement en train de tisser à nouveau des scénarii »). Il achève cette lettre en mettant en garde ses lecteurs quant à la désinformation dont fait preuve ce sujet dans les médias et demande « l'impossible [...] qu'Evo accepte finalement le résultat du referendum ».

C. Une féministe face aux troubles-faits

Illustration : Portrait de María Galindo



Source : https://www.clarin.com/revista-enie/ideas/maria-galindo-feminista-boliviana-locas-0_jvEOnY7.html

Nous allons maintenant nous pencher sur l'opinion de María Galindo. Elle a suivi une formation de psychologie puis devient une activiste militante féministe et fonde avec Julieta Paredes et Mónica Mendoza le collectif *Mujeres Creando* en 1992. Elle se proclame homosexuelle et défend les droits LGBTQIA+ dans son pays. Ses débuts en tant que militante sociale sont marqués par son soutien à l'extrême gauche d'Álvaro García Linera. En 2006, elle rédige avec son collectif la Constitution politique féministe de l'État et la rend publique. Elle commence avec *Mujeres Creando* à adopter l'art dans leurs contestations. Les militantes vont être connues sur la scène internationale pour leur message diffusé sur les murs de la capitale sous forme de graffitis. Leur performance artistique, telle que recouvrir les murs du palais du gouvernement pour dénoncer les féminicides commis en Bolivie, vont aussi leur valoir une certaine notoriété dans le cercle de féministes d'Amérique latine, aux côtés de collectifs comme *Ni una menos* en Argentine par exemple. La nouvelle Constitution, aspirant à inclure les minorités, auraient pu être une belle avancée pour le collectif. Mais ce ne fut pas le cas, Galindo dénonce le machisme permanent de la Bolivie. Pour véhiculer leurs messages, ces femmes pour la plupart « lesbiennes » et indigènes ont su s'ouvrir au monde du numérique et créer leurs propres médias. María Galindo rédige aussi des articles, notamment dans le journal *Página siete*. L'article que nous allons analyser provient du journal *lavaca.dream.press* la féministe nous explique les affrontements de 2019. Le média *Lavaca* est totalement autonome est autogéré pour une meilleure liberté d'expression. Le texte de Galindo est donc orienté par sa propre opinion sur le sujet.

Dans son texte Galindo commence par exposer ce qui est pour elle le fascisme, « quemar las whipalás [...] quemar la casa del rector »⁵⁶ sont deux actes fascistes ainsi que prendre le pouvoir avec la bible à la main sans légitimité populaire, la féministe qualifie aussi cet acte de putschiste. Elle baptise la nuit durant laquelle elle écrit cet article de Nuit des cristaux cassés car la porte du colonialisme raciste, de l'homophobie et de la misogynie est ouverte dès à présent en Bolivie. Pour elle la meilleure façon pour contrer ce courant est d'avoir de l'espérance, de l'humour et désobéir.

Au niveau des événements, Galindo pense qu'il y a deux parties dans ce conflit. Comme elle l'explique, l'une est un coup d'État que dénonce Morales fomenté par la CIA et l'oligarchie fasciste. L'autre partie est une lassitude de la société bolivienne qui se rend compte à quel point le MAS les a ressemblés mais aussi, et surtout les a divisés. En effet, comme l'explique la psychologue le parti démantèle les organisations populaires et les convertit en acteur clientéliste où la corruption est bien présente. Pendant ce temps Morales s'est construit une image grâce à laquelle il devient le symbole d'une personne irremplaçable avec ce mythe qui le suit partout, celui de président indigène. Galindo qualifie cette image de mascarade et souligne le mensonge du président qui gouverne uniquement de manière néolibérale, extractiviste et clientéliste. La féministe explique que le pouvoir se dispute entre deux « caudillos delirantes » qui ont fait du mot démocratie un slogan fondamentaliste et fasciste. Morales a converti les actes racistes des affrontements en propagande prouvant son innocence dans les soupçons. Devant de tels agissements, il désire que la population pense que si les groupes d'extrême droite sont capables de telles actions c'est donc eux qui ont fomenté un coup d'État. À propos de Camacho, l'artiste féministe le décrit comme, nous traduisons, « blanc, entrepreneur » qui utilise le « fanatisme religieux » ouvertement « misogyne », il « promet aux hommes de la société de récupérer le contrôle sur les femmes ». C'est un homme que certains courants féministes, comme le radical, pourraient qualifier de « prédateur », surtout en sachant que son bras-droit est un violeur. La misogynie est pour cet individu un intérêt familial et pose alors le machisme sur la scène nationale.

Pour pallier la désinformation, Galindo propose dans cet article un Parlement des femmes pour restaurer un dialogue entre femmes que le fascisme leur a enlevé depuis quelques jours. Elle veut s'inspirer du modèle de Paul B. Preciado un philosophe espagnol et anciennement Beatriz

⁵⁶ « Brûler les whipalás [...] brûler la maison du recteur »

Preciado, proche des mouvements *queer*⁵⁷, transgenre et féministe. Notons qu'en expliquant ce concept la féministe utilise le terme de coup d'État.

La psychologue est convaincue que Morales a privatisé la politique mais nationalisé le pays, et octroyer des droits au peuple qu'on leur enlève par la suite revient à ne rien faire pour la population. Une contradiction pas plus étonnante que le conflit du TIPNIS. Une pratique que María Galindo qualifie de néolibérale. La religion est aussi présente dans le conflit des élections présidentielles de 2019 ce qui inquiète notre intellectuelle quant à la liberté sexuelle et la liberté des femmes.

L'intellectuelle féministe aborde le sujet de la partie invisible de la crise politique : le lithium. Le président Morales dénonce les motivations économiques de l'opposition menée par l'opposition en mettant en cause le lithium. Le pays détient les plus grandes réserves naturelles au monde de ce minerai tant convoité depuis l'arrivée des voitures électriques dans nos mœurs. Le plus grand constructeur de ces voitures est l'entreprise Tesla dirigée par Elon Musk. Les accusations d'implication dans le coup d'État de Bolivie à l'encontre du milliardaire sont apparues sur Twitter et reprises par Morales sans qu'il ne cite le nom du PDG de Tesla. Pour sa défense Elon Musk a précisé que le lithium utilisé dans son entreprise provient d'Australie. Comme la Bolivie de Morales ne s'alignait pas à la politique étasunienne on peut se demander l'implication du géant américain connu pour son impérialisme dans les événements électoraux.

Aussi, María Galindo avoue ne pas vouloir gaspiller de l'énergie pour dissuader les groupes fascistes de laisser tomber leurs combats radicaux et préfère construire un discours sain, ironique et burlesque quant aux récits fascistes. Elle finit son article en exposant son souhait qu'on laisse le peuple tranquille et qu'il n'est pas de la « chair à canon ».

D. Analyse critique des trois discours

Nous allons maintenant comparer les trois discours en suivant une méthodologie analytique pour pouvoir avoir une approche critique dans notre travail. Les trois personnages politiques que nous avons ciblés sont très différents les uns des autres. Nous l'aurons compris l'un est le

⁵⁷ Fait partie du milieu LGBT+, en général les personnes s'identifiant à ce milieu se qualifient elles-mêmes de *queer* qui veut dire « bizarre ».

binôme indissociable de Morales et fervent partisan de l'indianisme, l'une des branches du marxisme. L'autre est un ancien membre du gouvernement déçu par son leader surtout à cause de la gestion de l'écosystème et des droits des indigènes. La troisième est une activiste féministe qui nous apporte la vision des femmes sur la politique nationale.

Sur la question de la définition des événements de 2019 tous ne sont pas d'accord (ce que reflète le désarroi des médias), les seuls qui se rapprochent du même discours sont Galindo et García Linera qui utilisent le même terme « coup d'État » mais ne l'expliquent pas de la même manière. En effet, l'ancien vice-président est solidaire à Morales puisqu'il a subi approximativement la même chose alors que la féministe accuse les deux partis de fascistes et pense que Morales ne veut plus quitter le pouvoir. Une opinion qu'elle partage avec l'écologiste qui qualifie l'ancien président de « mauvais perdant ». Le discours de l'altermondialiste s'oppose totalement à celui d'Álvaro García Linera, ce n'est pas étonnant quand on lit dans sa lettre ouverte que « le vice-président García Linera a même ressorti les vieux fantasmes racistes de blancs contre indiens que ce même gouvernement avait déclaré comme étant du passé ». Il accuse donc le sociologue de trouver des excuses désuètes pour expliquer la situation dans laquelle son binôme se trouvait alors que pour Solón la situation est due à l'égo du dirigeant qui n'a pas accepté la décision du peuple en 2016.

Pour finir, le vice-président García Linera a donc un discours qui le positionne lui et Morales en tant que victime qui n'ont pas anticipé « la blancheur », une identité lassée des aides sociales dont bénéficient les indigènes et de la perte de leur monopole. Ce discours trop simpliste montre à quel point le gouvernement fut désemparé. Après la suspicion de fraude ce ne sont pas seulement les populations blanches qui sont sorties dans la rue, mais toute la classe moyenne urbaine et celle-ci est aussi composée de métis et d'indigènes. Pablo Solón appelle simplement à l'acceptation de la défaite, pour lui en politique il faut mettre son égo de côté et écouter les souhaits de la population : telle est une démocratie. María Galindo est plus extrémiste dans ses propos soulignant que l'opposition est bien fasciste mais c'est aussi le cas pour Morales qui ne veut pas céder sa place et mène peu à peu une politique néolibérale. Pour elle, s'appuie sur son image d'indigène pour cacher la vérité de sa politique consumériste.

CONCLUSION :

Pour conclure, la sédition que la Bolivie a enduré après les tout premiers résultats des élections présidentielles découle d'une histoire politique très complexe. Nous l'avons vu, la Bolivie a traversé de nombreux tumultes politique depuis son indépendance. La révolution de 1952 a impulsé l'arrivée d'un socialiste au pouvoir mais il a fallu attendre plus de 50 ans pour voir ce changement s'opérer. Entre temps, les gouvernements n'ont cessé de changer, alternant entre dictature militaire et libéralisme. Ce furent ces échecs considérables qui ont mené la population à élire un président auquel elle peut s'identifier. Un chef de l'État appartenant à la classe ouvrière et dont les racines proviennent de l'identité même du pays andin.

Les changements sociaux sont pour le moins louables, la pauvreté fut divisée de moitié sous le gouvernement Morales et les salaires ont considérablement augmentés. La santé et l'éducation furent les préoccupations principales du président qui mène une politique presque uniquement sociale d'un point de vue externe. Comme l'économie est centrale dans notre société Morales privilégie les grands groupes. En effet, l'extractivisme et l'agro-industrie sont les points d'orgues de l'économie bolivienne, or sans économie les politiques sociales de redistribution des richesses ne peuvent être menées à bien. Morales a donc fait le choix d'allier la production des matières premières au social ce qui l'a conduit à des contradictions. Nous en avons l'exemple avec le cas du conflit socio-environnemental du TIPNIS. Morales a laissé les intérêts économiques prendre le dessus sur les intérêts sociaux et indigènes de l'État plurinational. Cette reconnaissance des peuples qui fut approuvée par la nouvelle Constitution impulsée par le dirigeant de la Bolivie est en totale opposition avec le projet de route traversant le secteur du TIPNIS. Le président a quand même su dépasser ces obstacles et signer un troisième mandat.

C'est durant ce troisième mandat que la plus grande contradiction de Morales arriva et le mena à sa perte. Le referendum qu'il avait convoqué pour savoir si les citoyens lui accordaient le droit à se représenter lui a donné une réponse défavorable. Une décision citoyenne qu'il n'accepta pas et ne l'empêcha pas de se présenter aux élections présidentielles de 2019. En octobre 2019 une révolte sociale est apparue après une annonce de suspicion de fraude de la part de l'Organisation des États Américains. Le mouvement fut ensuite repris par l'extrême droite accusée de fascisme et de persécution envers la population indigène notamment lors de deux affrontements qualifiés de massacres. Le gouvernement en place fut alors contraint de

démissionner et le conflit raciste, auquel le gouvernement de Jeanine Añez a participé, reste impuni.

La réaction du peuple fut contrastée, les partisans du MAS continuent alors le combat contre ce qu'ils appellent un « coup d'État » et pour le rétablissement de la démocratie. De l'autre côté des barricades se sont les Comités civiques et les partisans de l'extrême droite qui mènent eux aussi le combat pour un retour à la démocratie du pays trop longtemps gouverné par un *caudillo*. Le reste de la population reste nuancé, la lassitude du gouvernement a pris le dessus sur la droite au pouvoir qui ne sera qu'un gouvernement intérimaire et ne durera peut-être pas longtemps. La pandémie est alors entrée en jeu et a prolongé le mandat de la présidente par intérim, elle n'a pas eu le temps de faire trop de dégâts sur les mesures politiques qu'avait dirigé Morales. Les élections présidentielles de 2020 ont désigné un nouveau chef du gouvernement : Luis Arce. Ce retour du MAS au gouvernement montre bien le désir d'une politique socialiste de la part du peuple. La population bolivienne a eu un aperçu de ce que pourrait être le gouvernement sans le MAS au pouvoir, alors elle a préféré élire le MAS mais à sa tête c'est un tout nouveau visage.

Les intellectuels boliviens – tout comme les médias – ne s'accordent pas quant à la dénomination des affrontements liés aux présidentielles 2019. Bien évidemment pour le bras droit de l'ancien président le terme est un « coup d'État », pour l'écologiste Pablo Solón ce n'est qu'une démission à la suite d'une élection forcée. Pour María Galindo c'est aussi un coup d'État mais les victimes de celui-ci sont tout autant fascistes que les fomenteurs du projet. Quoiqu'il en soit les deux derniers intellectuels que nous venons de citer ainsi que le peuple s'accordent sur le fait que Morales est resté trop longtemps au pouvoir, un pouvoir qui l'a conduit à sa perte.

Pour terminer ce mémoire il est nécessaire de se poser la question suivante : après le retour du Mouvement vers le socialisme au gouvernement quel sera l'avenir du pays ?

BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages et articles spécialisés :

BRINGEL, Breno et FALERO, Alfredo, « Movimientos sociales, gobiernos progresistas y estado en América Latina: transiciones, conflictos y mediaciones », *Caderno CRH*, vol. 29 / SPE 03, 2016, p. 27-45.

GADEA, Elise, « Les femmes dans la justice indigène en Bolivie », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, EHESS, décembre 2015, [En ligne : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/68554>].

GALINDO, María, « La Noche de los cristales rotos », *lavaca*, 2019, [En ligne : <https://lavaca.org/notas/bolivia-la-noche-de-los-cristales-rotos-por-maria-galindo/>].

GAUDICHAUD, Alvaro Garcia Linéra et Franck, « Indianisme et marxisme : la non-rencontre de deux raisons révolutionnaires – CONTRETEMPS », [En ligne : <https://www.contretemps.eu/indianisme-marxisme/>].

GOURDON, Hubert, « Violence, politique et armée en Amérique latine », *Pouvoirs*, n° 98, Le Seuil, 2001, p. 117-134, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2001-3-page-117.htm>].

GUDYNAS, Eduardo, « Structures, dynamics and tendencies in an intimate connection », vol. 10, 2017, p. 15.

LACROIX, Laurent, « Etat plurinational et redéfinition du multiculturalisme en Bolivie », Presses de la sorbonne Nouvelle, 2011, p. 135, [En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00684066>].

LACROIX, Laurent, « La participation de la Confédération Indigène de Bolivie: à la vie politique nationale bolivienne (1982-2010) », *Civilisations*, vol. 60 / 1, Institut de Sociologie de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 103-119, [En ligne : <https://www.jstor.org/stable/23346032>].

LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « La Bolivie à l'heure du troisième mandat d'Evo Morales », *Outre-Terre*, N° 43, novembre 2015, p. 304-329, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-2-page-304.htm>].

LANDIVAR, Diégo et RAMILLIEN, Émilie, « Indigénisme, capitalisme, socialisme : l'invention d'une « quatrième voie » ? Le cas bolivien », *L'Homme la Societe*, n° 174, 2009,

p. 97-118, [En ligne : <https://www.cairn.info/journal-l-homme-et-la-societe-2009-4-page-97.htm>].

LAVAUD, Jean-Pierre, « Bolivie : la mise à mort d'un parc naturel », [En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-lavaud/blog/040917/bolivie-la-mise-mort-d-un-parc-naturel>]. Consulté le 26 janvier 2021.

LAVAUD, Jean-Pierre, « La solidarité syndicale bolivienne est-elle une particularité indienne ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 27 / 1, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 1992, p. 46-51, [En ligne : https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1992_num_27_1_410637].

LE GOUILL, Claude, « La politique minière du gouvernement d'Evo Morales: entre mythes et pragmatisme politique », *IdeAs (Vanves, France)*, Institut des Amériques, Institut des Amériques France, 2016.

LECA, Jean et SCHEMEIL, Yves, « Clientélisme et Patrimonialisme dans le Monde Arabe », *International Political Review*, vol. 4 / 4, 1983, [En ligne : <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/019251218300400404>].

LINERA, Alvaro Garcia, « Álvaro García Linera », *Ballast*, N° 11, juin 2021, p. 43-57, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-ballast-2021-1-page-43.htm>].

LÖWY, Michael, « Les luttes écosociales des indigènes », *Ecologie politique*, N° 46, Presses de Sciences Po, mars 2013, p. 55-66, [En ligne : <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-ecologie-et-politique1-2013-1-page-55.htm>].

MACHICADO, Jorge, « SINDICALISMO Y SINDICATO », p. 12.

MAZÓN, Mauricio, « Álvaro García Linera : Portrait d'un idéologue bolivien », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 3 / 98, 2015, p. 59-79, [En ligne : https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2015-3-page-59.htm?try_download=1#no13].

NOWOTNY, Stefan, « Le double sens de la destitution », *Multitudes*, no 28, Association Multitudes, avril 2007, p. 83-93, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2007-1-page-83.htm>].

PAREDES, Julieta et MASSON, Sabine, « Féminismes, lesbianismes et processus révolutionnaires en Bolivie », *Nouvelles Questions Feministes*, Vol. 26, Éditions Antipodes, 2007, p. 109-125, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2007-3-page-109.htm>].

PERRIER-BRUSLÉ, Laetitia, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo*, Pôle de recherche

pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586), janvier 2012, [En ligne : <http://journals.openedition.org/echogeo/12972>].

POUPEAU, Franck, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Ecologie politique*, N° 46, Presses de Sciences Po, mars 2013, p. 109-119, [En ligne : <https://www.cairn.info/journal-ecologie-et-politique1-2013-1-page-109.htm>].

RANGEL, Ramón Alonso Dugarte, « El golpe de Estado en América Latina. Un ejercicio de Historia conceptual. », *Procesos Históricos*, vol. 0 / 35, décembre 2018, p. 147-164, [En ligne : <http://revistas.saber.ula.ve/index.php/procesoshistoricos/article/view/13770>].

RANGEL, Ramón Alonso Dugarte, « El golpe de Estado en América Latina. Un ejercicio de Historia conceptual. », *Procesos Históricos*, vol. 0 / 35, décembre 2018, p. 147-164, [En ligne : <http://revistas.saber.ula.ve/index.php/procesoshistoricos/article/view/13770>].

SOLÓN, Pablo, « Lettre Ouverte au Mouvement Alter Mondialiste sur la situation en Bolivie », [En ligne : <https://fundacionsolon.org/2019/10/24/lettre-ouverte-au-mouvement-alter-mondialiste-sur-la-situation-en-bolivie/>]. Consulté le 3 septembre 2021.

SOLÓN, Pablo et MERCKAERT, Jean, « Le « buen vivir », une autre vision du monde », *Revue Projet*, N° 362, C.E.R.A.S, février 2018, p. 66-72, [En ligne : <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-projet-2018-1-page-66.htm>].

TENENBAUM, Élie, « Guerre hybride : concept stratégique ou confusion sémantique ? », *Revue Défense Nationale*, N° 788, Comité d'études de Défense Nationale, 2016, p. 31-36, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2016-3-page-31.htm>].

Ouvrages et articles généraux

ALVIZURI, Verushka, « L'intelligentsia aymara », in *Le savant, le militant et l'Aymara*, Armand Colin, Paris, 2012, (« Recherches »), p. 173-200, [En ligne : <https://www.cairn.info/le-savant-le-militant-et-l-aymara--9782200277246-page-173.htm>].

COUFFIGNAL, Georges, *Amérique latine: 2012, année charnière*, Édition 2013, Paris, La Documentation française, 2013, 200 p., (« Mondes émergents »).

DO ALTO, Hervé et STEFANONI, Pablo, *Nous serons des millions, Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Raisons d'agir, Paris, 2008, 114 p.

GAUDICHAUD, Franck, MODONESI, Massimo et WEBBER, Jeffery R., *Fin de partie?: Amérique latine: les expériences progressistes dans l'impasse, 1998-2018*, Paris, Editions Syllepse, 2020, 190 p., (« Coyoacán »).

GAUDICHAUD, Franck et POSADO, Thomas, *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018): la fin d'un âge d'or*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, (« Des Amériques »).

LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, *Le « processus de changement » en Bolivie: La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, 396 p., (« Travaux et mémoires »), [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6535>].

LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « Politiques sociales », in *Le « processus de changement » en Bolivie: La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, (« Travaux et mémoires »), p. 115-129, [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6598>].

LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « Positionnements à l'international et relations extrarégionales », in *Le « processus de changement » en Bolivie: La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, (« Travaux et mémoires »), p. 217-235, [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6651>].

LACROIX, Laurent et LE GOUILL, Claude, « Restructuration et diversification de l'opposition politique », in *Le « processus de changement » en Bolivie: La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2019, (« Travaux et mémoires »), p. 331-342, [En ligne : <http://books.openedition.org/iheal/6685>].

PRADA ALCOREZA, Raúl, *Descolonización y transición*, Quito, EdAba-Yala, 2014, 294 p.

SALIN, Pascal, *Libéralisme*, Odile Jacob, 2000, 510 p.

THUAL, François, *Abrégé géopolitique de l'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2006, 94 p.

Articles de presse

« Communiqué de FAL. Derrière la démission d’Evo Morales en Bolivie: un coup d’État », *FRANCE AMERIQUE LATINE*, 2019, [En ligne : <https://www.franceameriquelatine.org/communiqué-fal-demission-morales-bolivie-coup-detat/>].

« ¿ Es un golpe de Estado lo que ha pasado con Evo Morales en Bolivia ? », 12 novembre 2019, [En ligne : https://elpais.com/internacional/2019/11/11/actualidad/1573500916_562089.html].

ALIAGA, Javier, « Cronología de la crisis política en Bolivia a un mes de las elecciones », [En ligne : <https://www.france24.com/es/20200918-elecciones-bolivia-cronologia-evo-morales-jeanine-anez>].

« Autoridades bolivianas deben respetar derecho a la protesta pacífica » [En ligne : <https://www.amnesty.org/es/latest/news/2019/10/bolivia-autoridades-deben-respetar-derecho-protesta-pacifica/>].

CAMPAIGNOLLE, Alice, « Bolivie: le parquet accuse de «génocide» l’ex-présidente par intérim Jeanine Añez », [En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20210820-bolivie-le-parquet-accuse-de-g%C3%A9nocide-l-ex-pr%C3%A9sidente-par-int%C3%A9rim-jeanine-a%C3%B1ez>].

CHAPARRO, Amanda, « Bolivie : un nouveau rapport sur les élections de 2019 relance le débat sur les présomptions de fraude », [En ligne : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/12/bolivie-un-nouveau-rapport-sur-les-elections-de-2019-relance-le-debat-sur-les-presomptions-de-fraude_6042655_3210.html].

CHAPARRO, Amanda, « En Bolivie, « il y a eu une destitution forcée qui ressemble étrangement à un coup d’Etat » », *Le Monde.fr*, 18 novembre 2019, [En ligne : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/18/en-bolivie-il-y-a-eu-une-destitution-forcee-qui-ressemble-etrangement-a-un-coup-d-etat_6019616_3232.html].

DEGLISE, Fabien, « En Bolivie, les candidats du parti d’Evo Morales victimes de persécution », [En ligne : <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/585970/bolivie-les-candidats-du-parti-de-morales-victimes-de-persecution>].

FABIAN GUEVARA, Claudio, « Cinco estrategias de la guerra híbrida en Bolivia », *TelesurTV.net*, 13 novembre 2019, [En ligne : <https://www.telesurtv.net/opinion/Cinco-estrategias-de-la-guerra-hibrida-en-Bolivia-20191113-0009.html>].

GAUDICHAUD, Franck, « Tournant conservateur et impasses des gouvernements « progressistes » en Amérique latine », [En ligne : <https://france.attac.org/nos-publications/les->

[possibles/numero-20-printemps-2019/dossier-lien-entre-l-evolution-des-rapports-internationaux-et-la-democratie/article/tournant-conservateur-et-impasses-des-gouvernements-progressistes-en-amerique](#)].

HOUËIX, Romain, « Présidentielle en Bolivie : une étude statistique conteste les accusations de fraude d'Evo Morales », [En ligne : <https://www.france24.com/fr/20200609-bolivie-presidentielle-etude-statistique-conteste-accusation-fraude-evo-morales>].

HREV, « Buen Vivir versus Neextractivismo, las contradicciones de Ecuador y Bolivia », [En ligne : <http://otramerica.com/temas/buen-vivir-versus-neoextractivismo-las-contradicciones-ecuador-bolivia/2561>].

LAMBERT, Renaud, « En Bolivie, un coup d'État trop facile », [En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/12/LAMBERT/61150>].

LAVAUD, Jean-Pierre, « Bolivie : la mise à mort d'un parc naturel », [En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-lavaud/blog/040917/bolivie-la-mise-mort-d-un-parc-naturel>].

LAVAUD, Jean-Pierre, « Le régime autoritaire bolivien: continuité ou dérive? », [En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-lavaud/blog/070218/le-regime-autoritaire-bolivien-continuite-ou-derive>].

MARGARET, Kimberley, « Guerra híbrida en Bolivia y más allá », [En ligne : <http://www.cubadebate.cu/especiales/2019/11/19/guerra-hibrida-en-bolivia-y-mas-alla/>].

MONGIS, Baptiste, « Bolivie : la chute, le peuple, le sang et le brouillard », *LVSL*, 6 décembre 2019, [En ligne : <https://lvsl.fr/bolivie-la-chute-le-peuple-le-sang-et-le-brouillard/#sdfootnote25sym>].

MORIN, Claude, « La Bolivie: un coup d'État pour un changement de régime | Mondialisation - Centre de Recherche sur la Mondialisation », [En ligne : <https://www.mondialisation.ca/la-bolivie-un-coup-detat-pour-un-changement-de-regime/5639107>].

MOUNIER, Jean-Luc, « Aux origines de la contestation contre Evo Morales en Bolivie », [En ligne : <https://www.france24.com/fr/20191110-bolivie-origines-contestation-contre-evo-morales-referendum-police-mutinerie>].

NORMAND, Marie, « À la Une: y a-t-il eu des fraudes lors de la présidentielle en Bolivie? », [En ligne : <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20200228-%C3%A0-la-une-y-a-t-il-eu-fraudes-lors-la-pr%C3%A9sidentielle-en-bolivie>].

RODRÍGUEZ, Andrés, « Cronología: la crisis política que llevó a la renuncia de Evo Morales | Internacional | EL PAÍS », [En ligne : https://elpais.com/internacional/2019/11/11/actualidad/1573486804_248337.html].

STEFANONI, pablo, « Bolivie: comment Evo est tombé », [En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/pablo-stefanoni/blog/141119/bolivie-comment-evo-est-tombe>].

UN COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, « Elections en Bolivie : l'enjeu de la démocratie », *Libération*, 16 octobre 2020, [En ligne : https://www.liberation.fr/debats/2020/10/16/elections-en-bolivie-l-enjeu-de-la-democratie_1802542/].

VASSALLO, Guido, « Qué pasó en Bolivia: cronología del golpe de Estado... | Página12 », [En ligne : <https://www.pagina12.com.ar/230374-que-paso-en-bolivia-cronologia-del-golpe-de-estado>].

Sitiographie

Parlement européen :

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0077_FR.html

Organisation des États américains :

https://www.oas.org/es/centro_noticias/comunicado_prensa.asp?sCodigo=D-025/19

https://fr.wikipedia.org/wiki/Evo_Morales

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Bolivie>

<https://www.larousse.fr/encyclopedie/litterature/Bolivie/171748>

<https://www.franceameriquelatine.org>

ANNEXE 1 : Entretien avec Álvaro García Linera

LINERA, Alvaro Garcia, « Álvaro García Linera », *Ballast*, N° 11, juin 2021, p. 43-57, [En ligne : <https://www.cairn.info/revue-ballast-2021-1-page-43.htm>].

Intellectuel, ex-guérillero, stratège de bataille électorale et enfin dirigeant politique... Quelle est la continuité de votre engagement politique ?

Ces divers moments stratégiques dans ma vie – l’écriture, la guérilla, la prison, les cours à l’université, les débats médiatiques, les mandats politiques, l’exil – ont tous été au service d’une idée-force : l’émancipation des indigènes articulée avec le mouvement ouvrier.

Dans un article de la revue La Migraña paru en 2017, vous avez rendu hommage aux guérilleros de la lutte armée bolivienne. Celle-ci appartient-elle au passé en Bolivie, et plus largement en Amérique latine ?

Je me suis battu contre les mouvements de lutte armée boliviens car ils ne comprenaient pas l’enjeu indigène, du fait d’une position aristocratique liée à la composition sociale de la gauche bolivienne. Je reconnais cependant leur rôle sur les plans moral et historique : si leur analyse et leur tactique étaient erronées, leurs représentants ont donné leur vie pour des idéaux que je partage. Lorsque du mouvement social, des travailleurs, des gens humbles, émergent des méthodes de lutte, c’est qu’elles répondent à des circonstances historiques particulières. Seuls les universitaires imaginent des théories sur ce qu’il « conviendrait » de faire. Pendant la révolution bolivienne de 1952 ou lors de la formation du cartel de Calachaka⁵⁸, la lutte armée généralisée s’est imposée comme une création du peuple. Aujourd’hui, les subalternes revendiquent leur identité et conquièrent des droits par les voies démocratiques, représentatives, électorales. Mais ça ne signifie en rien qu’un jour, dans certaines circonstances, les classes populaires n’auront pas à opter pour d’autres méthodes – comme la lutte armée.

À la question des penseurs critiques « Comment l’ordre social se maintient-il ? », vous semblez préférer celle-ci : « Pourquoi, dans certains moments exceptionnels, les gens cessent-ils d’obéir ? »

⁵⁸ Cartel de paysans et d’indigènes qui s’est constitué pendant la « guerre du gaz » en 2003. Le cartel de Calachaka pratiquait la résistance armée face aux forces de l’État bolivien

Les grands penseurs de l'ordre social (Foucault, Bourdieu) sont des penseurs des temps de défaite : les soulèvements populaires de la Chine populaire, de Cuba ou du Vietnam sont très éloignés de leurs préoccupations. Leur pensée s'inscrit dans des moments de stabilisation et de consolidation de sociétés démocratiques. Les moments de rupture, de déstabilisation de l'ordre établi, de convulsions sont en revanche difficiles à analyser. L'Histoire m'a donné à vivre de tels moments exceptionnels.

Vous citez des penseurs français. Vous vous identifiez d'ailleurs aux Jacobins de la révolution de 1789. Quelle est votre relation avec l'histoire politique française ?

Mon esprit de jeune de 15 ans vagabondait dans les rues de Paris en lisant les textes de Karl Marx sur Les Luttes de classes en France ou Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte. Puis, au moment du bicentenaire de la Révolution française, j'en ai découvert les principaux acteurs. De là vient mon admiration pour les Jacobins, et en particulier pour Robespierre : un personnage si intransigeant avec ses convictions qu'il en fit un bien suprême, au-dessus de tout (des revenus, des récompenses, des gratifications). Enfin, ma formation marxiste – ainsi que sa critique – doit beaucoup aux intellectuels français (Sartre, Althusser, Foucault, Balibar, Rancière, Bourdieu). En prison, j'ai dévoré la sociologie française, tant et si bien que j'en ai fait mon métier en sortant.

Vous insistez sur le concept d'« injustice morale » (*agravio moral*). La révolution serait-elle donc affaire de morale ?

Il faut faire une sociologie qui prenne en compte les règles et les normes sur un plan moral. Chaque société a ses propres valeurs, véhiculées par l'ordre dominant : quelle distance, quels sentiments de dégoût ou d'affection ? Qu'est-ce qui est acceptable, supportable, tolérable ou indigne ? Ces valeurs permettent aux individus d'adhérer à l'ordre social, et d'avoir des liens avec leurs gouvernants. Lorsqu'une rupture se produit au sein de la tolérance morale, les gens n'acceptent plus cet ordre. Aucune science ne peut prévoir quel sera l'élément déclencheur : le pain vient à manquer, le chômage grimpe, une identité n'est pas reconnue, un meurtre prend une ampleur médiatique et suscite une identification collective. L'injustice morale exprime l'idée que les gouvernants ont rompu un pacte social tacite. Une force traverse alors les individus : ce n'est pas tant une réflexion politique sur des mécanismes de domination qu'un affect d'indignation qui saisit les corps. Les gouvernants se voient retirer le mandat symbolique de parler, nommer, décider en notre nom. C'est dans ces moments de réinvention de la société que les révolutionnaires ne doivent pas manquer à l'appel : il faut amplifier leur force.

Vous comparez les mouvements sociaux et les processus politiques à des vagues, faits de moments de flux et de reflux. Comment être révolutionnaire dans une époque de reflux ?

Les grands moments de lutte sociale sont des entailles exceptionnelles dans l'Histoire, des déchirements du tissu rugueux de nos routines collectives. Les processus révolutionnaires représentent une cure d'humilité à destination des théories fantasques élaborées par les hommes politiques et les universitaires sur l'action collective : ils se produisent en général quand personne ne les attend. Les révolutionnaires peuvent, au mieux, redoubler d'efforts militants pour augmenter les probabilités de surgissement de luttes sociales. Mais il faut qu'ils aient clairement en tête que ces tentatives finiront fort probablement par se diluer dans la reproduction des relations de domination du quotidien. Une, voire deux générations peuvent n'avoir connu que des luttes partielles et de douloureuses défaites. Et puis, pour un motif anecdotique, une mobilisation va surgir inopinément à tel ou tel endroit. Elle va se relier à d'autres contestations qui iront s'intensifiant et se radicalisant, créant un espace inédit où de plus en plus de personnes interpellent les vieilles structures de domination. Antonio Gramsci appelait ça le « moment cathartique » de la vie des peuples : le résultat, par capillarité, des luttes passées, de micro-résistances, de minuscules conquêtes dispersées au cours des décennies précédentes – dans les foyers, les quartiers, à l'usine, dans les rues, le langage, la culture, les symboles. Et voilà que tout cela s'emballa pour former une gigantesque trame. Chacun des fils constitués par les luttes, les récits et les organisations du passé met à l'épreuve leur capacité à faire levier pour ouvrir un horizon collectif. Tout le passé démoralisant des années de reflux se convertit alors en outil pour que les classes subalternes se défassent de leur position subalterne et façonnent leur destin historique.

« Personne n'est en dehors de l'État⁵⁹ », affirmez-vous dans un livre d'entretiens avec Íñigo Errejón, l'un des fondateurs de Podemos en Espagne. « Transformer le monde sans prendre le pouvoir », « fuir le pouvoir », « construire des contre- sociétés » : pourquoi ces mots d'ordre libertaires ne vous mobilisent-ils pas ?

Les théories classiques de l'État sont incapables d'expliquer la situation actuelle de pandémie – ni le monopole de la violence physique légitime de Max Weber, ni la violence symbolique de Pierre Bourdieu, ni la théorie juridique de Hans Kelsen, ou encore celle de Carl Schmitt. L'État est une organisation du commun par monopoles, administrée par des élites. Il s'approprie les

⁵⁹ Qué horizonte. Hegemonía, Estado y revolución democrática, Lengua de Trapo, 2020.

choses communes de la société (la langue, l'enseignement, les lois, les sentiments d'appartenance, les forces coercitives) et les monopolise. Pourquoi les gens ont-ils obéi aux mesures sanitaires, ont-ils accepté de rester chez eux, de ne plus voir une partie de leur famille, de faire une croix sur leurs principales activités culturelles ? Parce que personne n'est en dehors de l'État et qu'une partie de chacun de nous loge en son sein. Nous sommes dans l'État, même si nous ne sommes pas à sa tête. Je refuse les lectures défaitistes de l'anarchisme : la finance internationale, les grands entrepreneurs, les forces néolibérales sont très heureux qu'on ne leur conteste pas le pouvoir. Pendant que d'autres se divertissent avec des monnaies locales et des initiatives de quartier, les dominants décident de nos revenus, du niveau de nos impôts, de l'éducation de nos enfants, des langues qu'on a le droit ou non de parler : ils administrent selon leurs intérêts. Mais je refuse également la vision instrumentale de l'État du marxisme vulgaire, celle issue de la IIIe Internationale : l'État n'est pas qu'un outil à la disposition de ses dirigeants. Ces deux lectures empêchent la transformation de l'ordre social.

Vous soutenez le rôle régulateur d'un État central dans un processus révolutionnaire, car vous craignez que certaines ressources économiques soient « privatisées » par les secteurs les mieux organisés (les ouvriers de l'industrie, par exemple) au détriment d'autres. Mais l'expérience zapatiste au Chiapas ne démontre-t-elle pas qu'une autre organisation que celle d'un État centralisateur est possible ?

L'éventualité d'une conquête du pouvoir étatique par les forces populaires suppose un changement considérable, global, autrement dit qui implique de dépasser les revendications sectorielles. Chaque secteur subalterne perçoit la société depuis la place spécifique qu'il occupe dans les rapports sociaux notamment de production. Pour exprimer cette idée d'un accès à l'universel à partir d'une position sociale déterminée, Gramsci recourt à la métaphore théâtrale de la catharsis. Ce mouvement du particulier vers l'universel est concevable intellectuellement mais très difficile à réaliser dans la pratique. Des ouvriers de l'industrie peuvent dire : « Nous sommes le pouvoir, les ressources de gaz, par l'exportation, peuvent permettre d'augmenter les salaires. » Mais que faire de ceux qui ne perçoivent aucun revenu ? Les forces de l'inertie, le sens commun hérité du passé, les habitudes de domination poussent à une forme de corporatisme. L'État a donc un rôle régulateur dans cette conjoncture. Il existe néanmoins des espaces où le commun existe sous une forme non étatique. C'est le cas des communautés agricoles. Mais dès lors que ces expériences locales passent à un stade d'interconnexion avec d'autres communautés, un État apparaît, avec des élites monopolisatrices, une bureaucratie permanente et salariée. On retombe sur notre définition de l'État : un processus de

monopolisation permanent du commun de la société. Dans le monde urbain, la logique est la même : des ouvriers occupent et contrôlent leur usine, ils construisent un commun en produisant des richesses sans présence ni profit patronaux. Mais quand vient le moment de se fournir en matières premières et de se relier au marché, la forme commune se retrouve face à de grandes difficultés. Ou bien elle se diffuse, ou bien elle s'effondre, car l'État va surgir pour dire : « Je peux vous obtenir un crédit de la banque pour votre coopérative. » Le commun a été absorbé par le monopole étatique. L'espérance d'un communiste est qu'un jour ces expériences de communs non-étatiques puissent se propager et s'articuler à grande échelle. Le rôle d'un communiste dans l'État est de donner de la force, du pouvoir, de la puissance à ces expériences communes non-étatiques. L'enjeu n'est pas d'être pour ou contre l'État, mais de se demander si l'élite révolutionnaire qui a émergé des mouvements populaires travaille à « démonopoliser » l'État, ou bien se barricade pour renforcer son monopole.

Et le zapatisme ?

Il peut être analysé comme la construction d'un commun non étatique s'appuyant sur l'expérience millénaire de communautés agricoles. Je leur rends un hommage fraternel. Mais il présente les mêmes limites : il n'arrive pas à se diffuser vers d'autres localités. Tôt ou tard, les liens avec l'État sont inévitables : pour les routes, pour l'usage de la monnaie, pour la vente de produits, pour certaines procédures judiciaires. Dans d'autres cas, les expériences locales sont contraintes par leur dépendance à des financements d'ONG : cette fois-ci, c'est le commun transnational associatif (et non plus l'État) qui absorbe l'expérience.

Vous proposez une synthèse entre le marxisme et l'indigénisme. Comment gérer la tension entre l'attachement au progrès scientifique, technique et industriel du marxisme et ce qu'induit la spiritualité des communautés indigènes ?

En Amérique latine, les processus de transformation sociale et d'émancipation ne peuvent être pensés en laissant sur le bord de la route la partie la plus marginalisée des subalternes. Les erreurs du marxisme du XXe siècle s'expliquent par une conception « livresque » de la réalité sociale limitée au prolétariat des usines. Bien sûr, les usines existent, mais, à quelques kilomètres, une communauté est discriminée en raison de sa couleur de peau et ses membres ne sont pas reconnus comme des citoyens. Le marxisme a trop souvent été aveugle aux multiples caractéristiques de la subalternité sud-américaine ; il faut arracher les barreaux et casser les schémas intellectuels trop corsetés. Le marxisme indigène (ou indianisme) permet d'articuler les récits et les imaginaires des luttes ouvrières et indigènes. Cette proposition d'une

subalternité multiple est ouverte à tous les pays du monde. L'indigène est la métaphore de la subalternité, y compris en France. Ce n'est pas une revendication congelée dans l'Histoire : il faut se départir de l'image d'Épinal d'un paysan dans l'Altiplano, avec son arc et ses flèches, en harmonie avec la nature. L'indigène, aujourd'hui, utilise un Smart- phone, voyage, fait des études. C'est un sujet, une identité, une expérience racialisée de la subalternité, mais totalement incluse dans la modernité. Ce sont des communautés transformées et fracturées par le capitalisme, la démocratie parlementaire, la propriété privée des terres ou encore l'action des ONG.

Cette tension s'est manifestée au Tipnis⁶⁰, quand vous étiez au pouvoir ou, plus récemment, autour du projet d'extraction du lithium au Salar d'Uyuni⁶¹...

Avec une vision non fossilisée de l'indigène apparaît l'existence de classes sociales, de tensions internes au sein des communautés. En Bolivie, les identités indigènes des hautes terres – les Aymaras et les Quechuas – sont très politisées : elles ont fait émerger leurs propres intellectuels, leur propre esthétique, leur propre discours. À l'inverse, dans les basses terres, les secteurs indigènes sont plus fragmentés et n'ont pas rompu leurs liens historiques avec les pouvoirs politique, militaire et religieux de la région. Dire que ces tensions n'ont pas été bien gérées par notre gouvernement est une évidence : j'en fais l'autocritique. Ces conflits doivent être analysés au prisme des « contradictions au sein du peuple ». Il s'agit de réfléchir à une politique de résolution des conflits ne reproduisant pas les fractures et les blessures du passé.

Mais la cooptation des leaders syndicaux et associatifs au sein de l'appareil d'État n'affaiblit-elle pas les mouvements sociaux ?

Les sociétés modernes ont construit une bureaucratie professionnalisée avec ses langages et ses habitudes ésotériques, qui la coupent des réalités populaires et créent un lien, par affinité élective, avec les classes possédantes. De surcroît, les postes décisionnaires sont aux mains d'une aristocratie moderne qui s'enorgueillit de ses liens personnels avec les grandes entreprises, les banquiers, les organismes internationaux, les élites politiques traditionnelles. S'ajoutant à cela, dans les sociétés postcoloniales, la racialisation du pouvoir et l'ethnicisation

⁶⁰ Le Tipnis est un territoire indigène et un parc national protégé au centre du pays. En 2011, des indigènes se mobilisent contre la construction d'une route traversant le territoire. Leur marche jusqu'à La Paz aura un écho international.

⁶¹ Ce désert de sel contient le plus grand gisement mondial de lithium, métal indispensable à la production de batteries. Le gouvernement bolivien a lancé en 2008 un projet d'extraction et de transformation industrielle du lithium par une entreprise publique.

des savoirs légitimes de l'État. Ainsi, aucun processus révolutionnaire ne peut laisser en place cette structure de relations entre classes privilégiées : une révolution nécessite un changement radical des élites politiques (au gouvernement, au Parlement, dans les ministères, à la tête des entreprises publiques). La présence de paysans, d'ouvriers, de travailleurs des services à la personne ou de syndicalistes à ces postes de direction n'est pas un changement ornemental : c'est la traduction de l'irruption plébéienne dans les cercles gouvernementaux. La profonde démocratisation des structures de pouvoir signifie que, désormais, les subalternes votent majoritairement pour eux-mêmes – un scandale pour les tenants d'une conception fossilisée de la démocratie, accoutumées au remplacement courtois entre élites provenant de la même lignée. Le mot « cooptation », que vous employez, est empreint de préjugés négatifs : il n'éclaire pas les conséquences d'une lutte sociale sur le pouvoir. Il y a bien « cooptation » des leaders sociaux si les vieilles élites politiques enrôlent de manière subordonnée des dirigeants de secteurs populaires afin de renouveler leur propre légitimité. Mais, si les secteurs populaires se transforment eux-mêmes en pouvoir politique, qui doit exercer les mécanismes du pouvoir ? les bureaucrates ? les mêmes familles puissantes du passé ? Il n'y a pas de processus révolutionnaire s'il n'élève pas à des postes de décisions politiques les membres les plus engagés et les plus remarquables des secteurs populaires mobilisés.

Élévation qui amène à d'inévitables contradictions...

Le débat réel est là. Si ce nouveau personnel d'État cherchait à monopoliser la fonction acquise, nous serions alors confrontés au remplacement d'un processus de démocratisation par un simple processus de mobilité sociale d'élites d'origine populaire (l'espace social de recrutement des élites bureaucratiques se serait simplement élargi). Une rotation plébéienne des tâches gouvernementales empêcherait bien une bureaucratisation des élites populaires, mais transformerait les structures d'action collective (les syndicats, les associations, les communautés agricoles) en machines à produire de la mobilité sociale ascendante pour ces dirigeants, au détriment de leur fonction revendicative. La bureaucratisation comme la rotation creusent un fossé entre les dirigeants et la base sociale, à quoi s'ajoute l'inévitable reflux de l'action collective – il n'y a jamais de révolution permanente. Ce qui nous place dans une situation de vulnérabilité face aux attaques de l'adversaire. Ce n'est pas une fatalité, mais des difficultés concrètes auxquelles se heurtent toutes les tentatives de construire un nouvel ordre social. L'expérience nous apprend qu'on surmonte cet obstacle par la démocratisation croissante et progressive du pouvoir d'État – dont la référence emblématique demeure la Commune de Paris. Le choix de renforcer les organisations d'action collective se justifie dans des moments de stabilisation et de reflux social afin de garantir la possibilité de l'insurrection

sociale. Jusqu'au moment où une nouvelle vague ascendante fait de la démocratisation de l'État une urgence...

Revenons au coup d'État d'octobre 2019⁶². Il s'ajoute à la longue liste des attaques contre des gouvernements progressistes. Cet événement ne justifie-t-il pas la demande d'une purge dans l'administration, notamment dans l'armée et la police ?

Le coup d'État est le résultat d'une alliance circonstancielle entre les classes moyennes traditionnelles et les forces coercitives. D'abord, ces classes moyennes traditionnelles (blanches) se sont soulevées contre les processus d'égalité et de mobilité sociale : l'augmentation des revenus et des opportunités pour les indigènes (bourses d'étude, accès aux emplois publics, etc.). La conséquence est une dévaluation du capital ethnique de la blancheur. Comprendons bien ce mécanisme social : ces secteurs se sentent dévalorisés, non pas parce que des revenus ou des propriétés leur ont été enlevés, mais parce que, jusqu'alors, les capitaux ethnique et économique étaient interchangeables. Soudainement – en réalité, à la suite d'un processus qui dure depuis quinze ans –, l'ethnicité blanche n'est plus une monnaie d'échange pour faire des affaires avec l'État ou développer une entreprise : à « concurrence égale », l'indigène passe devant. Ce coup d'État est une leçon pour le monde entier : on ne lutte pas impunément pour l'égalité contre les secteurs dominants, il faut en mesurer les risques et les coûts. Mais nous avons déjà connu cette situation dans le passé. Le soutien des forces armées a changé radicalement le rapport de force : il n'y a plus de possibilité de régulation des conflits par les tactiques classiques de l'action collective – en mobilisant le mouvement ouvrier et indigène pour défendre les conquêtes sociales. Il s'agit désormais d'affronter des hélicoptères, des tanks, des hommes formés au maniement des armes. Ça nous a mis devant une alternative binaire : soit se situer sur le terrain du conflit armé (et assumer des morts par dizaines de milliers), soit se retirer. C'est le choix que nous avons fait avec Evo Morales : nous avons démissionné.

Le racisme a été une composante essentielle de la contre-révolution...

Nous n'avons pas tant assisté à un classisme et à un racisme comme attitudes défensives contre les secteurs populaires en ascension sociale qu'à quelque chose de plus profond : les fascistes,

⁶² Les résultats de l'élection présidentielle bolivienne, donnant Evo Morales gagnant au premier tour, sont contestés par l'opposition soutenue par une partie de l'armée et la police. Evo Morales et Álvaro García Linera démissionnent le 10 novembre puis s'exilent au Mexique.

que nous pensions avoir enterrés, ont ressurgi. Pour eux, l'Autre n'est pas uniquement considéré comme inférieur, mais comme non-humain, non digne d'exister. La racialisation s'est institutionnalisée jusqu'au sommet de l'État avec des ministres putschistes qui sont allés jusqu'à dire : « Nous ne sommes pas du MAS, nous avons la peau blanche et les yeux bleus. » Une équivalence a ressurgi des tréfonds de la guerre froide : gauche, communiste, membre du MAS, indien, sauvage, et donc non-humain. Les théories du xix^e siècle sur les Indiens et du xx^e siècle sur les communistes ont fusionné dans une culture fasciste, soutenue par les classes moyennes traditionnelles. Pire : le « centre politique » – supposé incarner la raison et la stabilité institutionnelle – a abdicé devant les putschistes. Le centre gauche et le centre droit se sont assis sur les processus démocratiques à condition que d'autres acteurs fassent le sale boulot contre les indigènes et les communistes. Nous assistons à une fascisation du centre politique en Bolivie, en Amérique latine et dans le monde entier. Incapable d'obtenir le soutien du peuple par les urnes, la démocratie est devenue un obstacle pour les objectifs politiques du néolibéralisme. Que faire de la police et des forces armées ? Une enquête officielle doit tirer au clair les responsabilités, les ordres émis, les forces militaires déployées, les exactions commises. La tentation est forte d'offrir une réponse ferme et autoritaire contre les putschistes et leurs bras armés. Mais les secteurs populaires ne peuvent pas abandonner la revendication d'un État de droit : il s'agit au contraire de démontrer que la démocratie et les institutions sont aujourd'hui l'étendard des classes populaires. Enfin, une réflexion doit être menée sur une transformation en profondeur des institutions : tout processus révolutionnaire hérite d'une police, d'une armée, de procédures de recrutement, de formations et de cadres en place.

Vous êtes rentré en Bolivie, comme Evo Morales. Que pouvez-vous nous dire de l'expérience de l'exil politique ?

En m'engageant, je savais que ma vie allait peut-être être marquée par la prison, la torture, l'exil ou la mort. C'est un choix qu'on assume théoriquement. Dans les faits, personne n'y est préparé. À mon âge et dans ma situation familiale, c'est encore plus douloureux car on affecte la vie de ses proches. Nous avons fui, ma femme, ma fille, mes frères, mes neveux et moi, car porter notre nom devenait un danger. L'exil est une situation de transit, d'indétermination. Il peut durer seulement six mois ou un an, comme quinze ans. L'expérience du temps et de l'espace est déformée. Tous vos biens tiennent dans une seule valise, vous changez plusieurs fois de logement, vous êtes sans cesse sur le qui-vive, dans un espace liminaire. C'est une sensation d'incomplétude du présent : le présent est-il devenu votre nouvelle réalité ou votre passé peut-il ressurgir demain matin ?

ANNEXE 2 : Lettre Ouverte au Mouvement Alter Mondialiste sur la situation en Bolivie

SOLÓN, Pablo, « Lettre Ouverte au Mouvement Alter Mondialiste sur la situation en Bolivie », [En ligne : <https://fundacionsolon.org/2019/10/24/lettre-ouverte-au-mouvement-alter-mondialiste-sur-la-situation-en-bolivie/>].

Mes chers amis,

Le Président Evo Morales a déclaré ce mercredi matin, lors d'une conférence de presse, qu'un coup d'état était en cours en Bolivie et « qu'il faisait à nouveau appel à la solidarité internationale pour défendre le Processus » (connu comme "Proceso de Cambio") dans mon pays.

Avec une grande amertume, ayant participé au gouvernement entre les années 2006 et 2011, je suis très désolé de vous dire que cette affirmation d'Evo Morales est complètement fausse.

Certes, il est vrai que la Bolivie connaît aujourd'hui une très forte radicalisation et convulsion sociale. Pour preuve, les immeubles de plusieurs sièges de la Cour Électorale ont été brûlés dans plusieurs départements et il y a des manifestations dans le pays tout entier qui mobilisent des centaines de milliers de personnes.

Mais, quel est l'origine de ces mouvements sociaux qui pourraient dégénérer dans des affrontements d'une violence extrême ? Serait-il vrai que la cinquième étape d'un coup d'état "soft" promu par « l'Impérialisme Américain » et le candidat Carlos Mesa à l'encontre du Président Morales serait en place comme l'affirme son ancien Ministre de l'Intérieur ?

La raison principale qui a amené à une grande partie du peuple bolivien à prendre les rues, tient d'un côté "mauvais perdant" du propre Evo lors du résultat du Referendum du 21 février 2016 pour un quatrième mandat consécutif. Lors de ce Referendum, proposé par Evo lui-même, 51,3% de la population s'est prononcé pour le NON à un possible quatrième mandat pour le Président et son vice-Président Álvaro García Linera. Au début, Evo reconnût sa défaite.

Néanmoins, lors d'une affaire médiatique rocambolesque, consécutif à la fin de campagne électorale de ce Referendum connu comme « Le Mensonge Zapata », (digne d'une « telenovela » mexicaine), dans lequel son ex petite-amie déclara aux médias avoir eu un fils du Président (qui plus est reconnu par Evo au registre civil bolivien), qui d'abord était soi-disant décédé pour ensuite figurer comme non né, le Président cria à la conspiration et dans cette confusion déclara que le Referendum fut ni plus ni moins perdu à cause de la campagne médiatique à son encontre. Le fait est, que dans cette sombre histoire, Gabriela Zapata finit en prison (dans une cellule V.I.P.), alors qu'il apparut que cette ex petite amie était ni plus ni moins que Directeur de la société de travaux publics CAMC de la Chine et négociait des contrats de plusieurs centaines de millions de dollars depuis le bureau officiel de la Première dame.

Un an après, vers la fin 2017, dans un « coup de théâtre » monumental, ce fut le tour du Tribunal Constitutionnel de déclarer les citoyens Evo Morales et Alvaro García Linera aptes pour une postulation à une quatrième mandat, car la décision du souverain lors du Referendum avait été « à l'encontre de leurs droits humains ». En donnant patte-blanche à la ré-élection, furent bafoués au passage les articles de la Constitution bolivienne qui interdisaient la ré-élection plus d'une seule fois.

Vers la fin 2018, La Cour Électorale et l'Assemblée Nationale, approuvèrent à la va-vite une Loi autorisant des élections Primaires en Bolivie. Sous l'apparence d'une « démocratisation interne » des partis politiques, rien de moins que l'objectif masqué de faire une normalisation de la candidature du binôme Evo/Alvaro. Ces primaires coûtèrent à l'État bolivien la bagatelle de quelques millions de dollars et furent un fiasco, boudées par la population. Pour finir en beauté, bien que la Loi pour ces Primaires interdît le changement du candidat de chaque parti, La Cour Électorale autorisa en août 2019 ce nouveau venu de dernière minute pour le parti de la Démocratie Chrétienne, un prêtre évangéliste d'origine sud-coréenne, à mi-chemin entre Bolsonaro et Fujimori qui est finalement arrivé en troisième place lors des élections.

Cette campagne 2019 fut, pour le moins, très inégale car Evo fit cette fois un usage ouvert des biens et moyens de l'État pour organiser les concentrations de ses acolytes sans oublier que une grande partie des fonctionnaires publics ont été obligés d'assister sous peine de licenciement. Les discours d'Evo furent en général des longues listes de promesses de travaux publics en échange des votes.

Ceci dit, quelques semaines avant l'élection du 20 octobre dernier, des rassemblements massifs de citoyens connus comme « Cabildos » eurent lieu dans les grandes villes de la Bolivie et se prononcèrent ouvertement à l'encontre de cette quatrième candidature d'Evo qui depuis 2016 a ignoré le résultat du Referendum.

Le jour de l'élection, la majorité de la population de la Bolivie se présenta aux isoloirs, avec un taux de participation de 90% et la nuit même des élections les résultats furent annoncés.

Evo premier, Carlos Mesa deuxième. Vers 19 :40 heures la Transmission de Résultats Electoraux Préliminaires (TREP) de la Cour Électorale montrait lors de 83% des votes vérifiés qu'Evo obtenait 45% et Mesa 38%. Les résultats étaient validés également par Via Ciencia, la seule société de sondages habilitée par le Gouvernement, qui donnait 44% pour Evo et 39% avec Mesa. Sans une différence de plus de 10% entre le premier et le deuxième candidat, un second tour le 15 décembre était inéluctable. Le soir même, Mesa se déclare prêt pour le ballottage, alors qu'Evo se proclame gagnant grâce selon lui au 17% des votes qui ne sont pas encore comptés.

Vers 20 heures du dimanche, une apparente panne du TREP, laisse l'actualisation de résultats en suspens. La population commence à s'inquiéter... Le lendemain, vers 18 heures, soit 22 heures après le début de la panne, le système reprend et... surprise ! Le compte est maintenant à 96% et Evo obtient de justesse le 10.11%, à la virgule près, pour éviter le second tour contre Mesa. Quelques minutes après, les révoltes explosent partout en Bolivie. A Sucre, la ville capitale historique, la police nationale se joignit même aux manifestants. La Cours Électorale fut frappée d'une crise interne avec la démission d'un vice-président et d'un officier départemental. Le vice-président de la Cours mis la panne supposée du TREP comme raison principale de sa démission. Le jeudi 24 octobre, après plusieurs interruptions et observations, le décompte officiel dépassait 10 points de différence entre le premier et le second *.

Il faut quand même rappeler que Carlos Mesa, journaliste, fut le Vice-Président lors du gouvernement néo-libéral de Gonzalo Sanchez de Lozada. Il est fort probable que si Evo n'avait pas forcé sa quatrième élection consécutive, Mesa aurait été un candidat parmi les autres, ou s'il ne se serait même pas postulé aux élections... Une partie de la population, outrée par le manque de respect d'Evo à son propre Referendum, a concentré ses votes en faveur de Mesa. Sans vraiment le vouloir, Evo a créé son propre ennemi et a coupé la société bolivienne en deux

: pour ou contre cette quatrième élection forcée. Le vice-président García Linera a même ressorti les vieux fantasmes racistes de blancs contre indiens que ce même gouvernement avait déclaré comme étant du passé. Au final, Evo aura maintenu son appui dans la campagne et villages ruraux alors que Mesa a concentré plutôt les votes des grandes villes en étant tous les deux métis ou indiens. Quelle bourde et quel danger d'appeler à la confrontation raciale, longtemps dépassée...

Avec ce conflit politique larvé depuis 2016, la droite locale et régionale se frotte les mains alors que l'Ambassade des États Unis est certainement en train de tisser à nouveau des scénarii.

Rien de cela ne se serait produit sans le geste d'Evo de méconnaître le résultat du Referendum (qu'il avait lui-même convoqué) sous l'argument du « droit humain à la ré élection » qui bafoue la Constitution, les Lois et la volonté souveraine de la population.

Ce serait long d'écrire d'autres sujets importants tels que la situation économique de la Bolivie, les Droits de la Terre Mère, l'état des lieux des organisations sociales ou la mutation de la bourgeoisie bolivienne. On pourra parler après de ces débats, de nos succès, de nos erreurs et de nos pronostics. Pour l'instant je vous demande, de tout cœur, de bien vous informer de la situation politique bolivienne et si besoin est de prendre parti selon vos principes et selon votre âme et conscience.

De ma part, suivant l'exemple de Mai 68, je continuerai à « demander l'impossible », celle qui est la seule issue possible. En l'occurrence qu'Evo accepte finalement le résultat du Referendum du 21 février 2016, et qu'il arrête d'insister sur cette quatrième élection qui bien pourrait coûter un bain de sang.

Bien à vous,

Pablo Solón

La Paz, Bolivie, le 23 octobre.

ANNEXE 3 : Article de María Galindo

GALINDO, María, «La Noche de los cristales rotos», lavaca, 2019, [En ligne : <https://lavaca.org/notas/bolivia-la-noche-de-los-cristales-rotos-por-maria-galindo/>].

En medio del terror, las hordas y las peores noticias, la artista boliviana María Galindo, fundadora de Mujeres Creando, escribió para lavaca.dream.press esta nota que explica el golpe de Estado en Bolivia, sus consecuencias y también lo que implica para el continente. Lo llama “la etapa fascista del neoliberalismo”, en la cual el fundamentalismo religioso pone el condimento disciplinador de las mujeres. Montando sobre el deterioro de los gobiernos progresistas, irrumpe con violencia, fake news, racismo y discursos de terror. El objetivo: el saqueo. ¿Cómo enfrentarse a eso? Galindo propone su hipótesis.

Quemar las whiphalas -bandera que ha representado en todo el continente a los pueblos indígenas- de todas las instituciones públicas es un acto fascista, pero igualmente fascista es todo embanderamiento de las ideas, los cuerpos y los espacios.

Entrar al Palacio de gobierno con una biblia y una carta en la mano para arrodillarse ante cámaras con ningún mandato popular de legitimidad es un acto fascista y golpista.

Quemar las casas de integrantes del gobierno de Evo Morales es fascismo.

Quemar la casa del rector de la Universidad Publica, Waldo Albarracín, que ha sido siempre un defensor de derechos humanos es un acto fascista de amedrentamiento social contra cualquiera que ose tomar la palabra, asumir una postura disidente contra Evo Morales o cuestionar el fraude electoral.

Estos son algunos de los ejemplos que están inundando las pantallas de televisores y celulares en el mundo entero.

Escribo bajo una lluvia torrencial en una noche que la he bautizado ya como la Noche de los Cristales Rotos, porque está destinada a sembrar miedo, a abrir todas las heridas de una sociedad

colonial racista, misógina y homofóbica. El revanchismo ha tomado las calles en busca de sangre, en busca de enemigos.

Hoy en Bolivia lo más subversivo es tener esperanzas, lo más subversivo es el humor y la desobediencia, lo más subversivo es no tener bando y es a eso a lo que nosotras estamos apostando una vez más.

¿Qué está pasando?

No es fácil de explicarlo porque este conflicto aún no ha terminado. Fue creciendo y metamorfoseándose por horas. El conflicto vació ojos, paralizó tres corazones y apaleó incontables piernas y cabezas hasta convertir las calles de la ciudad de La Paz en un escenario de guerra, que se tranquilizó por pocas horas con un motín policial generalizado.

Evo ha denunciado ante la comunidad internacional que se trata de un golpe de Estado impulsado por la CIA y la oligarquía fascista terrateniente cruceña y eso es en parte cierto, pero es sólo la mitad del conflicto.

Fuimos el 20 de octubre a unas elecciones generales a votar con la mansedumbre dulce propia de estas tierras, pero tanto las urnas como las papeletas estaban mojadas y vacías. Vacías de alternativas reales y mojadas por un fraude cuya magnitud ya ha denunciado la Comisión de observación electoral de la Organización de Estados Americanos y la Comisión de observación electoral de la Unión Europea.

Es por eso que el acto electoral no representó sino la apertura de un conflicto latente en la sociedad boliviana y en la región. La crisis profunda de la democracia liberal representativa y de la forma “partido” como la forma exclusiva y oficial de hacer política.

Falsa disputa entre izquierda y derecha

Me cansa volver a repetir que El Movimiento al Socialismo (MAS) está exportando al mundo la idea de que lo que está aconteciendo en Bolivia es un bloque popular progresista contra una derecha extrema y fundamentalista. El gobierno de Evo Morales fue desde hace muchos años el instrumento de desmantelamiento de las organizaciones populares dividiéndolas, convirtiéndolas en dirigencias corruptas y clientelares, haciendo pactos parciales de poder con los sectores más conservadores de la sociedad incluidas las sectas cristianas fundamentalistas a

las que les regaló la candidatura ilegal fascista de un pastor evangélico coreano, que fue avalado con el beneplácito del MAS.

Al mismo tiempo Evo Morales fue construyendo en torno de su figura un caudillismo que nos ha llevado al país entero y al propio proyecto masista a un callejón sin salida.

Él es la figura única convertida de forma delirante en el símbolo y la concentración de poder irremplazable, en la figura portadora del mito del “presidente indígena” cuyo único poder simbólico es el color de la piel, pues lleva adelante un gobierno habitado por un círculo corrupto de intelectuales y dirigentes que lo veneran porque lo necesitan como careta. Tal cual titulaba Franz Fanon en su libro *Piel Negra, Máscaras blancas*. Evo es el caudillo y la máscara nada más. Todo su contenido popular es meramente retórico y eso ha llevado al hecho de que hoy esté al frente de un proyecto político agotado, vacío y cuya única posibilidad de continuidad ha sido la destrucción de toda forma de disidencia, crítica, debate, producción cultural o económica. Su modelo es neoliberal consumista, extractivista, ecocida y clientelar.

Es por esa razón que frente al fraude electoral fue surgiendo rápidamente el repudio concentrado en una generación sub 25, muy joven y urbana, que fue la protagonista de esta resistencia de casi 20 días.

La fascistización del proceso: entre dos caudillos delirantes

En esos días la palabra democracia fue siendo lentamente vaciada de contenido y convertida en un eslogan de grupos fascistas y fundamentalistas.

Evo Morales decidió exaltar las manifestaciones racistas para victimizarse y usarlas de forma perversa, al punto que los actos de racismo cometidos en el paro se convirtieron en parte de la propaganda gubernamental amplificando su discurso y convirtiendo el racismo en un acto eficiente para el propio gobierno. Dado que el movimiento de crítica fue y es exclusivamente urbano, el gobierno también exaltó las contradicciones urbano-rurales, como si el conflicto fuese entre unos y otros. La intención fue usar ambas contradicciones para descalificar las críticas y ganar tiempo. El costo social no les importó.

Frente al caudillismo evista, el proyecto cruceño enfrentó otro caudillo aparentemente antagónico, pero al mismo tiempo complementario. Un hombre blanco, empresario, presidente de un ente “cívico”, que usó el fanatismo religioso y un discurso abiertamente misógino y que entre líneas promete a los hombres de la sociedad la recuperación del control sobre las mujeres. Al punto de que su brazo derecho, abogado y consejero, es el defensor de lo que en Bolivia se ha llamado la Manada boliviana, quienes violaron a su propia amiga en una noche de discoteca. El fundamentalismo religioso del cívico cruceño llamado Camacho vendió la idea de la recuperación de la familia, la nación y la persecución del “mal”; disfrazó sus racismo como interés nacional y su misoginia como interés de la familia. El antagonismo aparente exacerbó los ánimos, polarizó el conflicto, y sustituyó los argumentos por democracia y los convirtió en puestas en escena de enardecimiento machista. L@s jóvenes empezaron a desfilar con escudos y cuando la policía se amotinó, se convirtió inmediatamente de fuerza represora a héroes armados y protectores del conflicto.

Hoy con muchos millones de dólares de por medio se está garantizando la lealtad del ejercito para alguno de los dos frentes en conflicto. Evo Morales o Camacho.

En ambos casos la salida es conservadora. La fascistización del proceso ha silenciado a la sociedad civil y ha concentrado la decisión en las cúpulas más sanguinarias de Morales o de Camacho.

Parlamento de las mujeres

Esto que les cuento ha sucedido en pocas horas en un proceso confuso de guerra intensa de fake news, que ha exacerbado todos los miedos: miedo a hablar, miedo a tomar posición, miedo a no tener bando.

La capacidad de la población de procesar lo que esta sucediendo ha sido mutilada. No hay espacios de análisis, ni de discusión. La discusión de la salida está nuevamente lejos de la gente y muy confusa. Nadie que no tenga un arma parece tener derecho a hablar.

Es por ello que como parte de una serie infinita de acciones tomadas por Mujeres Creando estos días hemos decidido abrir un espacio deliberativo de mujeres llamándolo “Parlamento de las

mujeres”, donde podamos dar voz a nuestras esperanzas, donde se instale un clima de diálogo y argumentación, que es lo que esta fascistizacion nos esta arrebatando.

Hacerlo en medio de un clima que se ha convertido en la pugna entre dos golpes de Estado, entre dos fascismos, representa un esfuerzo de retornar al debate original sobre democracia. Necesitamos pensar, debatir y aportar soluciones concretas: esa es la tarea del Parlamento de las Mujeres, que retoma, pero en condiciones de emergencia, la propuesta nacida en la Grecia de Sypras y planteada por Paul Preciado.

Contra la privatización de la política: la crisis regional

Estoy convencida que los conflictos en Bolivia, Perú, Ecuador y Chile muestran, con diferentes facetas y bajo diferentes contextos, la crisis de la democracia liberal representativa y la privatización de la política.

Todo el proceso neoliberal había ido reduciendo el contenido de la democracia a una suerte de acto burocrático y de aparato eleccionario, y nada más. Este proceso ha derivado en que las elecciones se hayan convertido en actos legitimadores de la exclusión masiva de los intereses de la sociedad, de los intereses de sectores concretos, de las voces complejas que componen una sociedad en espectadores exclud@s legalmente del derecho de hablar, pensar y decidir.

A eso le llamo privatización de la política. Evo Morales, en su renuncia, decía haber nacionalizado los recursos naturales en Bolivia, refiriéndose a la explotación del gas natural. Si bien esa nacionalización es parcial, una cosa que ha hecho es privatizar la política al punto que si no eras del partido ningún derecho tenías a decir nada, pero si eras del partido tampoco, puesto que las decisiones eran y son manejadas por una cúpula cerrada. Eso ha creado alrededor un vacío democrático gigante que es el espacio que el fascismo ha utilizado para instalar un contra-modelo caudillista, que coloque las frustraciones en el plano de una polarización insalvable que solo sea resuelta por la vía del uso del terror, de la mentira, de la lógica del más fuerte.

Esta misma crisis en Chile, Perú o Ecuador tiene características diferentes, pero básicamente expulsa a la sociedad y las luchas sociales por fuera de “la política” y nos aleja de la idea de que las soluciones son “políticas”, son deliberativas o son en base a acuerdos. Se instala la

fascistización generalizada, el terror, para convertir las soluciones legítimas y los cuestionamientos sociales en escenarios de contraposición violenta de fuerzas. A eso le vengo llamando la fase fascista del neoliberalismo.

La religión por eso, en todos los casos, adquiere una preponderancia porque al negarle a la política el espacio del discurso se abren los fanatismos alimentados por visiones “religiosas”, la captura de las libertades sexuales y las libertades de las mujeres es la recompensa que estos procesos prometen.

Lo invisible

El escenario se está moviendo además con fuerzas invisibles no explicitadas que ponen el dinero, las armas, y que diseñan estratégicamente los escenarios de dolor y los relatos. Detrás están los intereses de los proyectos chino, ruso y norteamericano no sobre Bolivia, sino sobre toda la región, pero también la disputa por el yacimiento de litio más grande del mundo, que está sin explotar y sin dirimir en el salar de Uyuni, en Potosí.

En Bolivia se está disputando el control sobre Bolivia, Venezuela, Cuba y Nicaragua, por decir lo menos. Por lo que las protestas se han convertido en el escenario manipulado de las fuerzas que nos están usando.

Desenlaces en lugar de soluciones

En el caso boliviano parece no haber solución: la gente esta presionada a asumir un bando según procesos identitarios fanáticos, según relatos que nada tienen que ver con los hechos, según relatos mesiánicos y caudillistas.

Es por eso que nosotras estamos concentrando nuestros esfuerzos en la discusión más básica, no gastar las energías en tratar de convencer a ninguno de los anillos fascistas que construyen sus respectivos relatos, sino afirmar los espacios sociales que venimos abriendo desde hace décadas.

Retomar el espacio de nuestros propios cuerpos. Por eso la palabra democracia, que despierta ilusiones, puede ser convocante para preservar lo que tenemos, el lugar que ocupamos, las libertades que de hecho y sin permiso alguno ejercemos.

No únicamente desde la activación de ideas, sino desde la activación de afectos, de las emociones. Por eso el humor, por muy irónico que parezca, el humor social, la capacidad de burlarte de los relatos fascistas, ha surgido con mucha fuerza de forma espontánea desde todas las esquinas.

Si han convertido nuestros reclamos en la pregunta de ¿cuál es el más macho, cuál es el más fuerte? solicitamos un ring donde todos los actores en conflicto se agarren en un duelo a muerte entre ellos y a nosotr@s nos dejen en paz.

No somos carne de cañón.